

PRÉFET DE L'OISE

Arrêté préfectoral complémentaire levant l'obligation de garanties financières pour la carrière d'argile exploitée par la société IMERYS TC sur le territoire des communes de Cuigy-en-Bray et d'Espaubourg

LE PREFET DE L'OISE
Chevalier de La Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée aux articles R.511-9 et R.511-10 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 juillet 1987, autorisant la société des TUILERIES HUGUENOT FENAL à poursuivre l'exploitation d'une carrière d'argile et de sable sur le territoire des communes de Cuigy-en-Bray et d'Espaubourg ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant du 28 avril 2005 au profit de la société IMERYS TC ;

Vu le rapport du 9 novembre 2016 présenté par la société IMERYS TC concernant la cessation d'activité de la carrière « Les Têtes » ;

Vu le dossier produit à l'appui de la demande susvisée ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 2 novembre 2017 relatif à la déclaration de fin de travaux de la carrière « Les Têtes » suite à la visite de récolement du 20 octobre 2017 ;

Vu l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites du 5 décembre 2017 ;

Vu le projet d'arrêté communiqué à l'exploitant le 16 janvier 2018 ;

Vu le courrier électronique du 29 janvier 2018 par lequel l'exploitant signale n'avoir aucune remarque à formuler sur le projet d'arrêté ;

Considérant que la carrière « Les Têtes » est soumise à autorisation et que son exploitation est réglementée par l'arrêté préfectoral du 7 juillet 1987 qui prévoit notamment la mise en place de garanties financières ;

Considérant que la société IMERYS TC a transmis le document attestant de la remise en état du site conformément à l'arrêté préfectoral sus-visé ;

Considérant qu'une visite de récolement a été conduite sur le site par l'inspection des installations classées le 20 octobre 2017 et qu'elle a montré que la remise en état des lieux opérée par la société IMERYS TC répondait aux exigences édictées ;

Considérant l'article R.516-5 du code de l'environnement prévoit que l'obligation de constitution de garanties financières pour les carrières remises en état est levée par arrêté préfectoral adopté dans les formes prévues à l'article R.181-45 de ce même code ;

Le pétitionnaire entendu ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

La société IMERYS TC dont le siège social est situé au 10 rue du Château d'eau à Champagne au Mont d'Or (69410), est levée de ses obligations financières fixées par l'arrêté préfectoral du 7 juillet 1987 pour sa carrière d'argile située sur le territoire de la commune de Cuigy-en-Bray, lieu-dit "les Têtes", parcelles cadastrées A 554 à 557 et 905 et sur le territoire de la commune d'Espaubourg, lieu-dit "le Chemin des Taillis" sur les parcelles n° ZA 19, 20, 21, 22 et 154.

ARTICLE 2 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens :

- 1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts protégés dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;
- 2° Par les demandeurs ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de laquelle la décision leur a été notifiée.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 3 :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairies de Cuigy-en-Bray et d'Espaubourg pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives des mairies pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

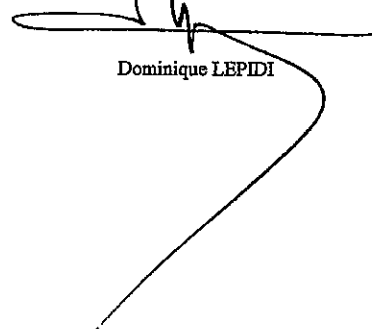
Les mairies de Cuigy-en-Bray et d'Espaubourg font connaître, par procès-verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté fait également l'objet d'une publication sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » (www.oise.gouv.fr), pendant une durée minimale d'un mois, notamment au recueil des actes administratifs (www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-légales).

ARTICLE 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, les maires de Cuigy-en-Bray et d'Espaubourg, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France, le directeur départemental des territoires de l'Oise, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **23 FEV. 2016**
Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général


Dominique LEPIDI

DESTINATAIRES

Monsieur le directeur de la société IMERYS TC
9, rue des Usines
60850 SAINT GERMER DE FLY

Messieurs les Maires des communes de Cuigy-en-Bray et d'Espaubourg

Monsieur le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

Monsieur l'inspecteur de l'environnement
S/c de Monsieur le chef de l'unité territoriale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France



**Arrêté autorisant la société ESLANE
à poursuivre les activités du centre de valorisation énergétique
sur le territoire de la commune de Villers-Saint-Paul**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2013-374 du 2 mai 2013 portant transposition des dispositions générales et du chapitre II de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

Vu le décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 modifié par le décret 2014-1501 du 12 décembre 2014 modifiant la nomenclature des installations classées ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement annexée aux articles R.511-9 à R.511-10 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 mai 2013 relatif aux définitions, liste et critères de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 portant approbation du Plan de Protection de l'Atmosphère de Creil ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2001 complété par l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 22 juin 2009, 1er juillet 2010, 5 avril 2012, 15 octobre 2013, 10 octobre 2014, 30 mars 2015 et 12 novembre 2015, autorisant le Syndicat Mixte de la Vallée de l'Oise (SMVO) à poursuivre l'exploitation du centre de traitement principal de déchets ménagers et assimilés situé à Villers-Saint-Paul ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant du 20 juillet 2007 transmettant l'exploitation du centre de traitement principal à la société ESIANE ;

Vu la déclaration de statut IED de l'installation effectuée par la société ESIANE le 29 octobre 2013 ;

Vu le « porter à connaissance » du 5 mai 2017 dans lequel la société ESIANE sollicite la scission de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 modifié réglementant l'unité de valorisation énergétique et l'unité de tri de matériaux recyclables issus de la collecte sélective sur le site de Villers-Saint-Paul ;

Vu la présentation du dossier à la commission de suivi du site du 29 novembre 2017 ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspecteur des installations classées du 22 novembre 2017 ;

Vu l'avis du 21 décembre 2017 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Vu le projet d'arrêté porté le 17 janvier 2018 à la connaissance du demandeur ;

Vu l'absence de réponse à la transmission susvisée ;

Considérant que la société ESIANE, exploite sur la commune de Villers-Saint-Paul, un centre de traitement principal composé d'un centre de valorisation énergétique et d'un centre de tri, soumis à autorisation au titre des rubriques n° 2771, n° 2791.1, n° 2716.1 et n° 2714.1 de la nomenclature des installations classées ;

Considérant les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, particulièrement la santé, la sécurité et la salubrité publique ;

Considérant qu'il convient conformément à l'article L.512-3 du code de l'environnement d'imposer toutes les conditions d'installation, d'exploitation et de surveillance qui sont de nature à assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, les modalités d'implantation, prévues dans le dossier de « porter à connaissance » permettent de limiter les inconvénients et dangers ;

Considérant que la société ESIANE, sollicite la scission de l'arrêté préfectoral susvisé suite à l'attribution du marché de conception, construction et exploitation du centre de tri à la société NCI Environnement ;

Considérant que le classement administratif de cette unité d'incinération nécessite d'être mis à jour au vu de l'évolution du site ;

Considérant par ailleurs, que le site relève, au titre de la Directive IED, de la rubrique n° 3520 de la nomenclature des installations classées : « *Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de co-incinération des déchets* » et qu'en conséquence le site doit mettre en œuvre les Meilleures Techniques Disponibles liées au BREF considéré ;

Considérant que les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 susvisé prévoient pour tous les incinérateurs :

- la mesure en semi-continu des dioxines et furannes ;
- des valeurs limites à l'émission sur les flux de polluants dans les rejets gazeux ;
- la mesure de la performance énergétique des incinérateurs de déchets non dangereux ;
- les conditions d'indisponibilité d'un dispositif de mesure ;

Considérant qu'il y a lieu d'imposer ces prescriptions à la société ESIANE pour le centre de valorisation énergétique qu'elle exploite sur la commune de Villers-Saint-Paul ;

Considérant que les modifications apportées ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article R.512-33 du code de l'environnement et que le préfet peut prendre un arrêté complémentaire sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant que l'arrêté complémentaire peut fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien n'est plus justifié ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

La société ESIANE dont le siège est situé 19/21 rue Emile Duclaux à 92150 Suresnes, est autorisée à poursuivre, sous réserve du droit des tiers et du strict respect des conditions et prescriptions de l'annexe I du présent arrêté, l'exploitation des installations détaillées à l'article 2 de cette même annexe, situées sur le territoire de la commune de Villers-Saint-Paul (60870), avenue Frédéric et Irène Joliot Curie.

ARTICLE 2 :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Villers-Saint-Paul pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Villers-Saint-Paul fait connaître, par procès verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté fait également l'objet d'une publication sur le site internet "Les services de l'État dans l'Oise" (www.oise.gouv.fr), notamment au recueil des actes administratifs (www.oise.gouv.fr / Publications / Publications-legales), pendant une durée minimale d'un mois.

ARTICLE 3 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

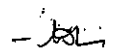
Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts protégés dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.





de l'arrêté préfectoral du 23 février 2018 autorisant la société ESLANE à poursuivre les activités du centre de valorisation énergétique sur le territoire de la commune de Villers-Saint-Paul

Table des matières

TITRE 1-PORTEÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRAL

CHAPITRE 1.1 - PORTEE DE L'AUTORISATION.....2

CHAPITRE 1.2 - NATURE DES INSTALLATIONS.....2

CHAPITRE 1.3 - CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION.....5

CHAPITRE 1.4 - DUREE DE L'AUTORISATION.....5

CHAPITRE 1.5 - GARANTIES FINANCIERES.....5

CHAPITRE 1.6 - MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE.....7

CHAPITRE 1.7 - PRINCIPAUX TEXTES REGLEMENTAIRES APPLICABLES.....8

CHAPITRE 1.8 - RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS.....8

CHAPITRE 1.9 - REEXAMEN DES PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ D'AUTORISATION.....9

TITRE 2-GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 - CONCEPTION, AMÉNAGEMENT GÉNÉRAL DES INSTALLATIONS.....9

CHAPITRE 2.2 - EXPLOITATION DES INSTALLATIONS.....10

CHAPITRE 2.3 - DANGER OU NUISANCES NON PRÉVENUS.....10

CHAPITRE 2.4 - INCIDENTS OU ACCIDENTS - DÉCLARATION ET RAPPORT.....10

TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....11

CHAPITRE 3.2 - CONDITIONS DE REJET.....12

CHAPITRE 3.3 - VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES / VALEURS LIMITES DES FLUX DE POLLUANTS REJETÉS.....13

TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 - COMPATIBILITÉ AVEC LES OBJECTIFS DE QUALITÉ DU MILIEU.....16

CHAPITRE 4.2 - PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU.....16

CHAPITRE 4.3 - COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES.....17

CHAPITRE 4.4 - TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU.....18

TITRE 5 - DÉCHETS PRODUITS

CHAPITRE 5.1 - PRINCIPES DE GESTION.....23

TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....25

CHAPITRE 6.2 - NIVEAUX ACOUSTIQUES.....26

CHAPITRE 6.3 - VIBRATIONS.....27

TITRE 7-PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1 - GÉNÉRALITÉS.....27

CHAPITRE 7.2 - DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES.....28

CHAPITRE 7.3 - DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS.....29

CHAPITRE 7.4 - DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....31

CHAPITRE 7.5 - DISPOSITIONS D'EXPLOITATION.....33

TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 8.1 - UNITÉ D'INCINÉRATION.....34

CHAPITRE 8.2 - PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE.....38

CHAPITRE 8.3 - GESTION ET ÉLIMINATION DES MÂCHEPÈRES.....38

CHAPITRE 8.4 - INSTALLATIONS ALIMENTÉES AU PROPANE.....39

TITRE SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 9.1 - PROGRAMME DE L'AUTO SURVEILLANCE.....40

CHAPITRE 9.2 - MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO-SURVEILLANCE.....41

TITRE 10 - CONSERVATION ET TRANSMISSION DES INFORMATIONS

CHAPITRE 10.1 - DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION.....44

CHAPITRE 10.2 - RÉCAPITULATIF DES PRINCIPAUX CONTRÔLES À RÉALISER.....45

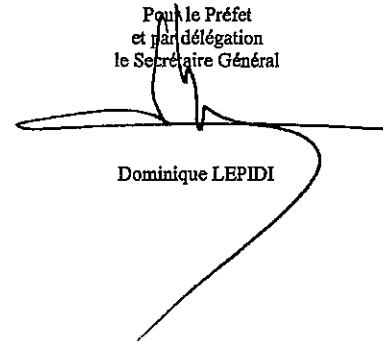
CHAPITRE 10.3 - INFORMATIONS À TRANSMETTRE.....45

ARTICLE 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Senlis, le maire de Villers-Saint-Paul, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France, le directeur départemental des Terroirs de l'Oise, le Syndicat Mixte départemental de l'Oise, le directeur de l'incinérateur, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 23 FEV. 2018

Pour le Préfet
et par délégation
le Secrétaire Général



Dominique LEPIDI

Destinataires :

- Société ESLANE
- Monsieur le Directeur de l'incinérateur
- Monsieur le Sous-préfet de Senlis
- Monsieur le Président du syndicat mixte départemental de l'Oise
- Monsieur le Maire de Villers-Saint-Paul
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France
- Monsieur l'Inspecteur de l'environnement
s/c de Monsieur le chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

- 103

- 104

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS

Les prescriptions du présent arrêté se substituent et remplacent celles des arrêtés suivants :

l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2001, complété par l'arrêté préfectoral du 09 janvier 2006, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 22 juin 2009, 1er juillet 2010, 5 avril 2012, 10 octobre 2014, 30 mars 2015 et 12 novembre 2015, autorisant le Syndicat Mixte de la Vallée de l'Oise (SMVO) à poursuivre l'exploitation du centre de traitement principal de déchets ménagers et assimilés situé à Villers Saint Paul, ainsi que le récépissé de changement d'exploitant du 20 juillet 2007 transmettant l'exploitation du centre de traitement principal à la société ESIANE ;

ARTICLE 1.1.2. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

CHAPITRE 1.2 - NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux.	<u>Centre de valorisation énergétique</u> : 2 fours de capacité nominales 10,78 t/h de déchets ayant un PCI de 8 820 kJ/kg de capacité maximale de 173 250 t/an au total	A
2791.1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	<u>Centre de valorisation énergétique</u> : Broyeur à déchets non dangereux, d'une puissance installée de 225 kW. D'une puissance nominale de broyage de 5 t/h utilisé au maximum 8 heures/jour soit une quantité de déchets broyés de 40 t/j	A
3520	Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de co-incinération des déchets : a). Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 t/h.	21,56 t/h (2 fours de 10,78 t/h)	A
1414.3	Gaz inflammables liquéfiés (installation de remplissage ou de distribution de) 3. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	<u>Centre de valorisation énergétique</u> : Installation de remplissage de la citerne de stockage propane	DC

Rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
4718.2.b	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris les cavités souterraines étant : 2. pour les autres installations b) Supérieure à 6 t mais inférieure à 50 t	<u>Centre de valorisation énergétique</u> : Citerne de stockage du gaz propane d'alimentation des brûleurs d'appoint des fours d'incinération. Capacité = 35 tonnes	DC
1630.B	Soude ou potasse caustique (fabrication industrielle, emploi ou stockage de lessives de) : B. - Emploi ou stockage de lessives de. Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : Inférieure à 100 t	<u>Centre de valorisation énergétique</u> : Cuve de stockage de soude à 30% de 5 m ³ (régénération de la chaîne de déminéralisation de eaux de chaudière) d = 1,33 6,65 tonnes	NC
4801	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses (dépôts de) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : inférieure à 50 t	<u>Centre de valorisation énergétique</u> : Coke de lignite, le stockage maximum étant de 35 t	NC
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence [coefficient 1] distribué étant : inférieur à 100 m ³	<u>Centre de valorisation énergétique</u> : Installation de remplissage des réservoirs d'engins d'exploitation. Le volume équivalent annuel moyen de carburant distribué est de 10 m ³	NC
4734.2	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : Représentant une capacité équivalente totale inférieure à 10 m ³	<u>Centre de valorisation énergétique</u> : Réservoir de stockage de GNR de 10 m ³ de capacité équivalente à 2 m ³ . (fioul : coefficient 1/5)	NC
4715	Hydrogène (numéro CAS 1333-74-0) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : inférieure à 100 kg	<u>Centre de valorisation énergétique</u> : Bouteilles de mélange H ₂ /He destinés aux analyseurs de gaz en cheminées. La quantité moyenne d'hydrogène présente dans l'installation est de 3 kg.	NC

A (Autorisation) AS (autorisation avec servitudes d'utilité publique) E (Enregistrement) D (Déclaration) DC (déclaration avec contrôle périodique) ou NC (inférieur au seuil de classement = non classé)

Les installations ne relèvent pas de la directive SEVESO.

ARTICLE 1.2.2. INSTALLATION IED

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique n° 3520, relative à l'élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de co-incinération des déchets : pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure.

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives au document BREF « Incinération des Déchets » (BREF WI : Waste Incinération) - version août 2006.

Conformément à l'article R. 515-71 du code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dont le contenu est décrit à l'article R. 515-72 dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles susvisées.

ARTICLE 1.2.3. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelle	Surface
Villers Saint Paul	Parcelles n° 166, 167, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 303, 304, 305, 307, 330, 331, 386, 387, 389, 390, 392, 393, 395, 397 de la section A1	95 416 m ²

ARTICLE 1.2.4. AUTRES LIMITES DE L'AUTORISATION

Article 1.2.4.1. Nature des déchets non dangereux admis

Toutes les dispositions sont prises par l'exploitant pour vérifier que les apports de déchets ne sont constitués que de matériaux assimilables aux déchets non dangereux,

Les déchets traités dans l'unité de valorisation énergétique proviennent prioritairement du département de l'Oise. Les déchets autorisés à l'admission provenant de l'extérieur du département sont limités à la Région Île-de-France.

Article 1.2.4.2. Déchets interdits :

Il est interdit de procéder à l'incinération des déchets suivants :

- les déchets définis comme dangereux au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- les déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés ;
- les déchets présentant l'une des caractéristiques suivantes : explosif, inflammable, toxique, radioactif, contaminé, infecté.

La liste nominative des déchets industriels non dangereux éventuellement admis hors collecte urbaine et leur provenance est tenue en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 1.2.4.3. Capacité de traitement de l'installation :

La capacité maximale annuelle de l'installation est limitée à 173 250 t/an.

Le traitement des déchets est réparti sur deux lignes disposant chacune d'un four aux caractéristiques unitaires identiques suivantes :

- capacité horaire de chaque four : 10,78 t/h ;
- pouvoir calorifique de référence des déchets : 8 820 kJ/kg ;
- puissance thermique nominale de chaque four : 26,5 MW.

ARTICLE 1.2.5. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

Le centre de traitement principal est composé d'une plate-forme ferroviaire, une unité de valorisation énergétique et un centre de tri. L'exploitant poursuivra l'exploitation de l'unité de valorisation énergétique, de la plate-forme ferroviaire ainsi que la gestion des installations de l'emprise du site comprenant : le contrôle d'accès, l'enregistrement - contrôle et la pesée des déchets, la gestion, le contrôle et le suivi des eaux de ruissellement et des eaux souterraines, l'entretien des voiries et clôtures communes du site.

L'établissement, comprenant l'ensemble des installations classées, est organisé de la façon suivante :

Le centre de traitement qui comporte :

- un hall de déchargement des déchets ;
- une fosse étanche de réception des déchets de 5 475 m³ avec un volume de gerbage de 4 700 m³ ;
- un broyeur à encombrants, implanté à gauche de la fosse de réception ;
- deux lignes d'incinération composées chacune d'un four à grilles mécaniques horizontales alternatives, équipé d'un brûleur d'appoint au gaz propane pour assurer en permanence la température de 850°C aussi longtemps que des déchets non brûlés se trouvent dans la chambre de

combustion, d'une chaudière de récupération de l'énergie d'une puissance nominale de 32 t/h de vapeur surchauffée par ligne d'incinération ;

- un système de traitement des fumées par voie sèche composé pour chaque ligne, d'un traitement des oxydes d'azote par injection d'urée solide, un dépoussiérage par électrofiltre, une injection de bicarbonate de sodium (captation des acides) et de charbon actif ou coke de lignite (captation notamment des dioxines et furannes) dans un filtre à manches. Les gaz épurés sont ensuite aspirés par un ventilateur de tirage et envoyés à l'atmosphère par l'intermédiaire d'une cheminée ;
- un groupe turbo alternateur d'une puissance électrique maximale de 14 MW. La production d'électricité permet de couvrir les besoins propres des installations ;
- un réseau de vapeur (12 b – 250°C) à destination de Villers Saint Paul Utilités (VSPU) ;
- deux échangeurs de 5 MW alimentant le réseau de chauffage de Nogent sur Oise ;
- des locaux administratifs.

L'installation de tri des mâchefers, qui comporte :

- les fines sous grilles sont collectées puis transportées vers les extracteurs à mâchefers ;
- en sortie de chaque four, les mâchefers issus de la combustion sont évacués par les extracteurs à poussoirs vers un scalpeur vibrant qui sépare les encombrants qui tombent dans deux bennes ;
- les encombrants sont évacués vers une benne de stockage, les mâchefers criblés sont repris par un transporteur à bande et dirigés vers le bâtiment de stockage avant évacuation vers le centre de maturation.

CHAPITRE 1.3 - CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objets du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les autres réglementations en vigueur.

CHAPITRE 1.4 - DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

CHAPITRE 1.5 - GARANTIES FINANCIÈRES

ARTICLE 1.5.1. OBJET DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les installations classées visées par les rubriques 2771 (installation de traitement thermique de déchets non dangereux), 2791 (traitement de déchets non dangereux) et 3520 (élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération), disposent de garanties financières, de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant :

- la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées aux articles R.181-44 et R.512-46-25 du code de l'environnement ;
- les mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines, dans le cas d'une garantie additionnelle à constituer en application des dispositions de l'article R.516-2 VI.

ARTICLE 1.5.2. MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le montant total des garanties à constituer est de 522 869 euros TTC.

Il a été défini selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 en prenant en compte un indice TP01 de 686,77 (paru au JO du 5/07/2017) et un taux de TVA de 20 %.

	Gestion des produits et déchets sur site (Me)	Indice d'actualisation des coûts (α)	Neutralisation des cuves enterrées (Mi)	Limitation des accès au site (Mc)	Contrôle des effets de l'installation sur l'environnement (Ms)	Gardiennage (Mg)
Montant en Euros TTC	381 420,00 €	1,03	3 500,00 €	403,00 €	65 500,00 €	21 600,00 €

Avec Sc : coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier. Ce coefficient est égal à 1,10.

Signature

Signature

ARTICLE 1.5.3. ÉTABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Dans les conditions prévues à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

ARTICLE 1.5.4. RENOUELEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Sauf dans le cas de constitution des garanties par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 4 (cf. l'article R.516-2-V du code de l'environnement).

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 1.5.5. ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet tous les 5 ans en appliquant au montant de référence pour la période considérée la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées.

ARTICLE 1.5.6. MODIFICATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation telles que définies à l'article 1.6.1 du présent arrêté conduisant à une modification du montant des garanties financières.

ARTICLE 1.5.7. ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 de ce code. Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

ARTICLE 1.5.8. APPEL DES GARANTIES FINANCIÈRES

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières ;
- ou pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement ;
- pour la mise en sécurité de l'installation suite à la cessation d'activité de l'installation ;
- pour la remise en état du site suite à une pollution qui n'aurait pu être traitée avant la cessation d'activité.

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières en cas de non-exécution des obligations ci-dessus :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à rencontre de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

ARTICLE 1.5.9. LEVÉE DE L'OBLIGATION DE GARANTIES FINANCIÈRES

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 du Code de l'environnement, par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal de constatation de la réalisation des travaux.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R.516-5 du Code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

CHAPITRE 1.6 - MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

ARTICLE 1.6.1. PORTERA CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1.6.2. MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.181-46 du Code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.6.3. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.6.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2.1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

ARTICLE 1.6.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Pour les installations de stockage des déchets et les installations figurant sur la liste prévue à l'article L 516-1 du code de l'environnement, la demande d'autorisation de changement d'exploitant est soumise à autorisation. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.

ARTICLE 1.6.6. CESSATION D'ACTIVITÉ

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R.512-39-1 à R. 512-39-5, lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

CHAPITRE 1.7 - PRINCIPAUX TEXTES REGLEMENTAIRES APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

Dates	Textes
02/05/13	Arrêté ministériel du 2 mai 2013 relatif aux définitions, liste et critères de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réductions intégrées de la pollution).
31/05/12	Arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'environnement.
29/02/12	Arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du Code de l'environnement.
27/10/11	Arrêté ministériel du 27 octobre 2011 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement.
04/10/10	Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
11/03/10	Arrêté ministériel du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.
15/12/09	Arrêté ministériel du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R. 512-33, R. 512-46-23 et R. 512-54 du Code de l'environnement
07/07/09	Arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.
31/01/08	Arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets.
29/09/05	Arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.
29/07/05	Arrêté ministériel du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux.
20/09/02	Arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux.
02/02/98	Arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
23/01/97	Arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement

CHAPITRE 1.8 - RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression ;
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

CHAPITRE 1.9 - RÉEXAMEN DES PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ D'AUTORISATION

Article 1.9.1. REEXAMEN PERIODIQUE

Le réexamen périodique est déclenché à chaque publication au journal officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à l'incinération des déchets, conclusions associées à la rubrique principale définie à l'article 1.2.2.

Dans ce cadre, l'exploitant remet au Préfet, le dossier de réexamen prévu par l'article R.515-70 du Code de l'environnement, et dont le contenu est précisé à l'article R.515-72 du même code, dans les douze mois qui suivent cette publication.

Celui-ci tient compte notamment de toutes les meilleures techniques disponibles applicables à l'installation conformément à l'article R.515-73 du Code de l'environnement et suivant les modalités de l'article R.515-59-1 du même code.

Dans un délai maximum de quatre ans à compter de cette publication au Journal Officiel de l'Union Européenne, les installations ou équipements concernés doivent être conformes avec les prescriptions issues du réexamen.

L'exploitant peut demander à déroger aux dispositions de l'article R.515-67 du Code de l'environnement, conformément aux dispositions de l'article R.515-68 du même code, en remettant l'évaluation prévue à cet article. Dans ce cas, le dossier de réexamen, contenant l'évaluation, sera soumis à consultation du public conformément aux dispositions prévues à l'article L.515-29 du Code de l'environnement et selon les modalités des articles R.515-76 à 77 du même code.

Article 1.9.2. REEXAMEN PARTICULIER

Le réexamen des prescriptions dont est assortie l'autorisation peut être demandé par voie d'arrêté préfectoral complémentaire dans les cas mentionnés au II et III de l'article R.515-70 du Code de l'environnement, en particulier :

- si la pollution causée est telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission fixées dans le présent arrêté ou d'inclure de nouvelles valeurs limites d'émission ;
- lorsqu'il est nécessaire de respecter une norme de qualité environnementale nouvelle ou révisée.

Le réexamen est réalisé dans les mêmes conditions que celles fixées ci-dessus ; le dossier de réexamen étant à remettre dans les douze mois à compter de la signature de l'arrêté préfectoral complémentaire.

TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 - CONCEPTION, AMÉNAGEMENT GÉNÉRAL DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. CONCEPTION DE L'INSTALLATION

Les installations doivent être conçues afin de permettre un niveau d'incinération aussi complet que possible tout en limitant les émissions dans l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres et l'utilisation de techniques de valorisation et de traitement des effluents et des déchets produits, selon les meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable, en s'appuyant, le cas échéant, sur les documents de référence, et en tenant compte des caractéristiques particulières de l'environnement d'implantation.

La chaleur produite par les installations d'incinération est valorisée lorsque cela est faisable, notamment par la production de chaleur et/ou d'électricité, la production de vapeur à usage industriel ou l'alimentation d'un réseau de chaleur.

Les résidus produits seront aussi minimes et peu nocifs que possible et, le cas échéant, recyclés. L'élimination des résidus dont la production ne peut être évitée ou réduite ou qui ne peuvent être recyclés sera effectuée dans le respect de la réglementation en vigueur.

ARTICLE 2.1.2. CONDITIONS GÉNÉRALES D'AMÉNAGEMENT DES INSTALLATIONS

Les installations de traitement des effluents doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilités pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.

L'installation doit être implantée et réalisée conformément aux plans joints à la demande d'autorisation. Un plan détaillé reprenant les adaptations réalisées lors des études de détail ou de la mise en service doit être tenu à jour.

ARTICLE 2.13. PROPRIÉTÉ

L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'assurer la propreté des voies de circulation et des zones environnantes (poussières, papiers, boîtes, déchets, etc.) y compris, le cas échéant, sur les voies publiques d'accès au site.

ARTICLE 2.1.4. ESTHÉTIQUE

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage et notamment :

- placés sous le contrôle de l'exploitant, les abords sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, ...);
- les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...) ;
- assure le démantèlement des installations abandonnées ;

CHAPITRE 2.2 - EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.2.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- assurer la bonne gestion des effluents et des déchets ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

ARTICLE 2.2.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

ARTICLE 2.2.3. RÉSERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc...

CHAPITRE 2.3 - DANGER OU NUISANCES NON PRÉVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.4 - INCIDENTS OU ACCIDENTS - DÉCLARATION ET RAPPORT

L'exploitant déclare dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, et lui indique toutes les mesures prises à titre conservatoire.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 3.1.1. GÉNÉRALITÉS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique. Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité fixées aux articles 3.2.3 et 3.3.3 du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit sauf lors d'essais incendie (exercice et formations). Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

ARTICLE 3.1.3. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, en particulier :

- l'ensemble des ouvrages présentant des risques d'émissions d'odeurs sont placés dans un bâtiment ou couverts ;
- les capacités d'entreposage des déchets susceptibles de conduire à d'importants dégagement d'odeurs ou les zones d'alimentations des fours doivent être mises en dépression et les émanations correspondantes collectées et traitées ;
- le dépotage des camions amenant des déchets se fait dans un sas clos. Ce dernier est maintenu en dépression. Les portes d'accès au sas doivent être maintenues fermées en dehors des entrées-sorties de véhicules.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. En cas de besoin, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues ; les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.
- Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

ARTICLE 3.1.5. ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envois de poussières.

Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

CHAPITRE 3.2 - CONDITIONS DE REJET

ARTICLE 3.2.1. CARACTÉRISTIQUES DE LA CHEMINÉE

Les gaz issus de l'incinération des déchets sont rejetés à l'atmosphère par l'intermédiaire d'une cheminée.

Article 3.2.1.1. Forme des conduits

La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, doit être conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.

La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits doit être tel qu'il ne puisse à aucun moment y avoir siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne doivent pas présenter de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché doit être continue et lente.

Article 3.2.1.2. Caractéristiques de la cheminée

La hauteur calculée des cheminées correspond à la différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré. Elle est déterminée, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz et de l'environnement de l'installation.

Installation	POINT DE REJET			
	Hauteur (m)	Diamètre (m)	Débit moyen de rejetées (Nm ³ /h)	Vitesse d'éjection (m/s)
Cheminée N°1	39	1,2	52400	20,9
Cheminée N°2	39	1,2	52400	20,9

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs)

Article 3.2.1.3. Plate-forme de mesure

Afin de permettre la détermination de la composition et du débit des gaz de combustion rejetés à l'atmosphère, une plate-forme de mesure fixe sera implantée sur la cheminée ou sur un conduit de l'installation de traitement des gaz. Les caractéristiques de cette plate-forme devront être telles qu'elles permettent de respecter en tout point les prescriptions des normes en vigueur, et notamment celles de la norme NF X 44 052, en particulier pour ce qui concerne les caractéristiques des sections de mesure.

En particulier, cette plate-forme doit permettre d'implanter des points de mesure dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3.2.2. CARACTÉRISTIQUES DES TRAITEMENTS

L'exploitant doit collecter puis épurer les effluents atmosphériques par un système d'épuration en cascade dans les conditions définies ci-après :

- traitement des poussières réalisé par un électrofiltre par ligne d'incinération ;
- traitement complémentaire des dioxydes d'azote par injection d'urée solide ;
- traitement complémentaire des dioxydes de soufre par injection de bicarbonate ;
- traitement complémentaire des dioxines-furanes par injection de charbon actif ;
- traitement des poussières et métaux et résidus des traitements précédents par filtre à manches.

Les caractéristiques maximales des gaz issus de chacune des deux cheminées pour un fonctionnement à la capacité nominale des fours, sont les suivantes :

- débit nominal par four : 52 400 Nm³/h ;
- température d'entrée des fumées : 180°C < XX < 220 °C ;
- vitesse minimale d'éjection des gaz dans les conditions réelles : 20,9 m/s.

ARTICLE 3.2.3. INDISPONIBILITÉ DES DISPOSITIFS DE TRAITEMENTS

La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations d'incinération, de traitement des effluents aqueux et atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées, ne peut excéder quatre heures sans interruption lorsque les mesures en continu prévues au titre III du présent arrêté montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée.

La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures par ligne.

Pendant ces indisponibilités :

- la teneur en poussières des rejets atmosphériques ne doit en aucun cas dépasser 150 mg/m³, exprimée en moyenne sur une demi-heure ;
- les valeurs limites d'émission fixées pour le monoxyde de carbone et pour les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total, ne doivent pas être dépassées ;
- les conditions relatives au niveau d'incinération à atteindre doivent être respectées.

Les résultats d'analyse des rejets atmosphériques sont communiqués dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées lorsque les mesures en continu montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée, au-delà des limites fixées au présent titre.

CHAPITRE 3.3 - VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES / VALEURS LIMITES DES FLUX DE POLLUANTS REJETÉS

ARTICLE 3.3.1. NORMALISATION

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites en concentration fixées au présent chapitre, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ de 11 % sur gaz sec, corrigée selon la formule de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié susvisé.

ARTICLE 3.3.2. VALEURS LIMITES DE L'INCINÉRATEUR

Article 3.3.2.1. Monoxyde de carbone

Les valeurs limites d'émission (VLE) suivantes ne doivent pas être dépassées pour les concentrations de monoxyde de carbone (CO) dans les gaz de combustion, en dehors des phases de démarrage et d'extinction :

Une consigne écrite établit les critères techniques de fin de phase de démarrage et de début de phase d'extinction.

Paramètre	VLE en moyenne journalière (mg/Nm ³)	VLE en moyenne sur 1/2 heure (mg/Nm ³)	Flux limite en moyenne journalière (kg/j)
CO	30	150/100 ⁽⁰⁾	74,8

⁽⁰⁾ 150 mg/m³ de gaz de combustion dans au moins 95 % de toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur dix minutes et 100 mg/m³ de gaz de combustion dans toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de vingt-quatre heures.

Article 3.3.2.2. Poussières totales, COT, HCl, HF, SO₂, NO_x et NH₃ :

Durant le fonctionnement des fours la concentration pour les paramètres figurant ci-dessous, et le flux issu de chacune des cheminées ne doit pas dépasser les valeurs limites figurant au présent titre.

Aucune des moyennes journalières et mesurées sur une demi-heure pour les paramètres précédents ne doit dépasser les valeurs limites figurant dans le tableau ci-dessous ;

Pour les mêmes paramètres le débit journalier émis au total par les deux cheminées de l'installation d'incinération ne doit pas dépasser les valeurs limites figurant dans le tableau ci-dessous :

Paramètres	VLE en moyenne journalière (mg/Nm ³)	VLE en moyenne sur 1/2 heure (mg/Nm ³)	Flux limite en moyenne journalière (kg/j)
Poussières totales	5	30	12,5
Carbone Organique Total (COT)	7	20	17,4
Chlorure d'hydrogène (HCl)	10	60	24,9
Fluorure d'hydrogène (HF)	1	4	2,5
Dioxyde de soufre (SO ₂)	25	200	62,3
Monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO ₂) exprimés en NO ₂	200	400	499
NH ₃	10	/	24,9

Article 3.3.2.3. Métaux

Durant le fonctionnement des fours la concentration pour les paramètres figurant ci-dessous, et le flux total issu des deux cheminées ne doivent pas dépasser les valeurs limites figurant dans le tableau ci-dessous :

Paramètres concernés :

- Sb : antimoine et ses composés, exprimé en antimoine ;
- As : arsenic et ses composés, exprimé en arsenic ;
- Pb : plomb et ses composés, exprimé en plomb ;
- Cr : chrome et ses composés, exprimé en chrome ;
- Co : cobalt et ses composés, exprimé en cobalt ;
- Cu : cuivre et ses composés, exprimé en cuivre ;
- Mn : manganèse et ses composés, exprimé en manganèse ;
- Ni : nickel et ses composés, exprimé en nickel ;
- V : vanadium et ses composés, exprimé en vanadium ;
- Sn : étain et ses composés, exprimé en étain ;
- S : sélénium et ses composés, exprimé en sélénium ;
- Te : tellure et ses composés, exprimé en tellure.

Valeurs limites d'émission

La méthode de mesure utilisée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage d'une demi-heure au minimum et de huit heures au maximum. Aucune des moyennes mesurées sur cette période d'échantillonnage ne doit dépasser les valeurs limites figurant dans le tableau ci-dessous (ces valeurs limites s'appliquent aux émissions de métaux et de leurs composés sous toutes leurs formes physiques) :

Paramètres	VLE (mg/Nm ³)	Flux limite journalier (g/j)
Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd) + thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)	0,025	62
Mercurure et ses composés, exprimés en mercure (Hg)	0,05	120
Total des autres métaux lourds (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V+Sn+Se+Te)	0,5	1 250
Total des autres métaux lourds (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V+Sn+Se+Te) ainsi que le zinc et ses composés exprimés en zinc (Zn)	0,8	2 000

La méthode de mesure utilisée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage d'une 1/2 heure au minimum et de 8 h au maximum

Article 3.3.2.4. Dioxines et furannes

Durant le fonctionnement la concentration pour les dioxines et furannes, et le flux total issu des deux cheminées ne doit pas dépasser les valeurs limites figurant dans le tableau ci-dessous :

Paramètre	Valeur	Flux maximal sur 24 h
dioxines et furannes	0,1 ng/Nm ³	0,25 mg/j

La méthode de mesure utilisée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage de six heures au minimum et de huit heures au maximum.

La concentration en dioxines et furannes est définie comme la somme des concentrations des composés mentionnés ci-dessous, chacune de ces concentrations étant affectée, préalablement à la somme, d'un coefficient multiplicateur : le facteur d'équivalence toxique.

		Facteur d'équivalence toxique
2,3,7,8	Tétrachlorodibenzodioxine (1 CDD)	1
1,2,3,7,8	Pentachlorodibenzodioxine (PeCDD)	0,5
1,2,3,4,7,8	Hexachlorodibenzodioxine (HxCDD)	0,1
1,2,3,6,7,8	Hexachlorodibenzodioxine (HxCDD)	0,1
1,2,3,7,8,9	Hexachlorodibenzodioxine (HxCDD)	0,1
1,2,3,4,6,7,8	Heptachlorodibenzodioxine (HpCDD)	0,01
	Octachlorodibenzodioxine (OCDD)	0,001
2,3,7,8	Tétrachlorodibenzofuranne (TCDF)	0,1
2,3,4,7,8	Pentachlorodibenzofuranne (PeCDF)	0,5
1,2,3,7,8	Pentachlorodibenzofuranne (PeCDF)	0,05
1,2,3,4,7,8	Hexachlorodibenzofuranne (HxCDF)	0,1
1,2,3,6,7,8	Hexachlorodibenzofuranne (HxCDF)	0,1
1,2,3,7,8,9	Hexachlorodibenzofuranne (HxCDF)	0,1
2,3,4,6,7,8	Hexachlorodibenzofuranne (HxCDF)	0,1
1,2,3,4,6,7,8	Heptachlorodibenzofuranne (HpCDF)	0,01
1,2,3,4,7,8,9	Heptachlorodibenzofuranne (HpCDF)	0,01
	Octachlorodibenzofuranne (OCDF)	0

Article 3.3.2.5. Conditions de respect des valeurs limites de rejet dans l'air

Les valeurs limites d'émission dans l'air sont respectées si :

- aucune des moyennes journalières mesurées ne dépasse les limites d'émission fixées aux articles 3.3.2 du présent arrêté pour les paramètres CO et poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), HCl, HF, SO₂, NH₃ et les oxydes d'azote ;
- aucune des moyennes mesurées sur une demi-heure pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total, le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote ne dépassent pas les valeurs limites définies à l'article 3.3.2 du présent arrêté ;
- aucune des moyennes mesurées sur la période d'échantillonnage prévue pour le cadmium et ses composés, ainsi que le thallium et ses composés, le mercure et ses composés, le total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V), les dioxines et furannes ne dépasse les valeurs limites définies à l'article 3.3.2 du présent arrêté ;
- 95 % de toutes les moyennes mesurées sur dix minutes pour le monoxyde de carbone sont inférieures à 150 mg/m³ ; ou aucune mesure correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de vingt-quatre heures ne dépasse 100 mg/m³.

Les moyennes déterminées pendant les périodes visées aux articles 3.2.3 et 3.3.3 du présent arrêté, ne sont pas prises en compte pour juger du respect des valeurs limites.

Les moyennes sur une demi-heure et les moyennes sur dix minutes sont déterminées pendant la période de fonctionnement effectif (à l'exception des phases de démarrage et d'extinction, lorsque aucun déchet n'est incinéré) à partir des valeurs mesurées après soustraction de l'intervalle de confiance à 95 % sur chacune de ces mesures. Cet intervalle de confiance ne doit pas dépasser les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission définies à l'article 3.3.2 du présent arrêté :

- Monoxyde de carbone : 10 % ;
- Dioxyde de soufre : 20 % ;
- Ammoniac : 40 %
- Dioxyde d'azote : 20 % ;
- Poussières totales : 30 % ;
- Carbone organique total : 30 % ;
- Chlorure d'hydrogène : 40 % ;
- Fluorure d'hydrogène : 40 %.

Les moyennes journalières sont calculées à partir de ces moyennes validées. Pour qu'une moyenne journalière soit valide, il faut que, dans une même journée, pas plus de cinq moyennes sur une demi-heure n'aient dû être écartées. Dix moyennes journalières par an peuvent être écartées au maximum pour cause de mauvais fonctionnement ou d'entretien du système de mesure en continu.

Article 3.3.2.6. Autres limitations des émissions dans l'air

Les installations respectent également les dispositions propres :

- aux zones de protection spéciale qui demeurent applicables en application de l'article 18 du décret n° 2001-449 du 25 mai 2001 relatif aux plans de protection de l'atmosphère et aux mesures pouvant être mises en œuvre pour réduire les émissions des sources de pollution atmosphérique ;
- aux arrêtés pris en application des plans de protection de l'atmosphère élaborés en application de l'article L.222-4 du code de l'environnement.

ARTICLE 3.3.3. INDISPONIBILITÉ DES DISPOSITIFS DE MESURE

- Sur une année, le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en semi-continu ne peut excéder 15 % du temps de fonctionnement de l'installation,
- le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en continu ne peut excéder soixante heures cumulées sur une année. En tout état de cause, toute indisponibilité d'un tel dispositif ne peut excéder dix heures sans interruption.

TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 - COMPATIBILITÉ AVEC LES OBJECTIFS DE QUALITÉ DU MILIEU

L'implantation et le fonctionnement de l'installation sont compatibles avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

CHAPITRE 4.2 - PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 4.2.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu pour le centre de valorisation énergétique, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle	Utilisation
Réseau public	26 900 m ³	Tout usage (chaudières...), mise à niveau des bassins incendies.
Rivière Oise	6 100 m ³	Appoint des bassins d'eaux pluviales.

Un disjoncteur à zone de pression réduite doit être mis en place sur le réseau d'alimentation en eau potable du centre, interdisant tout refoulement d'eau industrielle dans le réseau public.

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4.2.2. CONCEPTION ET AMÉNAGEMENTS DES INSTALLATIONS

Article 4.2.2.1. Réseau d'alimentation en eau potable

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.

Article 4.2.2.2. Limitation des consommations d'eau

L'exploitant recherche, par tous les moyens possibles et notamment à l'occasion des remplacements des matériels et de réfection d'ateliers, à diminuer au maximum la consommation d'eau de l'établissement.

Les réseaux de distribution d'eau sont étanches, constitués de matériaux adaptés aux caractéristiques physiques et chimiques (telle la dureté...) des eaux transportées, maintenus en bon état et font l'objet de tests appropriés périodiques. Ces réseaux comportent un nombre aussi réduit que possible de points de prélèvement.

Le cas échéant, l'exploitant pourra être amené à devoir respecter les dispositions d'un arrêté préfectoral sécheresse, applicables aux installations industrielles du département.

CHAPITRE 4.3 - COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.3.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.4.1 ou non conforme aux dispositions de l'article 4.4.5 est interdit. À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur. Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

ARTICLE 4.3.2. PLAN DES RÉSEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disjoncteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

ARTICLE 4.3.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résistants dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différences canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aérées, sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène.

ARTICLE 4.3.4. PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques/inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 4.3.4.1. Protection contre des risques spécifiques

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Article 4.3.4.2. Isolement avec les milieux

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

ARTICLE 4.3.5. COLLECTE D'EFFLUENTS EXTERIEURS

La collecte éventuelle d'effluents extérieurs en provenance du centre de tri fait l'objet d'une convention avec l'exploitant du centre de tri.

CHAPITRE 4.4 - TYPES D'EFFLUENTS LIQUIDES, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

ARTICLE 4.4.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- Eaux exclusivement pluviales ;
- Eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, confinées dans un bassin spécifique de confinement ;
- Eaux domestiques : les eaux vannes, eaux des lavabos et douches, ... ;
- Eaux usées industrielles : provenant notamment des procédés, des lavages des sols et des machines, des purges des chaudières...

ARTICLE 4.4.2. COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté.

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

ARTICLE 4.4.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

Article 4.4.3.1. Dispositions générales

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté.

Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les installations concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

Article 4.4.3.2. Dispositions spécifiques aux eaux pluviales

Les eaux exclusivement pluviales et non susceptibles d'être polluées sont rejetées directement au milieu naturel.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, transitent par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Article 4.4.3.3. Bassin tampon et de confinement

Le site dispose de plusieurs bassins permettant de gérer les eaux pluviales, une réserve incendie et le confinement des eaux d'extinction incendie :

- le bassin N°1, d'une capacité de 4003 m³ récupère les eaux pluviales de voiries de la partie Nord du site ;
- le bassin N°2 d'une capacité de 2008 m³ communique avec le bassin d'agrément d'une capacité de 1739 m³ et utilisé comme réserve incendie ;
- le bassin N°3 d'une capacité de 2973 m³ récupère les eaux pluviales de voiries de la partie Sud du site ;
- le bassin d'agrément récupère les eaux de toiture du centre de valorisation énergétique. Sous réserve des dispositions prévues au 4.3.5, il récupère également une partie des eaux de toiture du centre de tri ;
- le confinement des eaux d'extinction d'un incendie s'effectue dans les bassins N°1 et N°3 (volume minimal de 3151 m³) ;
- les bassins N°1 et 3 sont équipés d'un décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures.

Les eaux s'écoulent dans les bassins en gravitaire.

Les bassins sont étanches et l'étanchéité peut être vérifiée. En période de fonctionnement normal, les bassins disposent d'une capacité suffisante :

1/ pour faire face à un épisode pluvieux d'une période de retour 20 ans soit :

- bassin N°1 – 575 m³ ;
- bassin N°2 et bassin d'agrément – 717 m³ ;
- bassin N°3 – 359 m³.

2/ pour assurer le volume de confinement des eaux d'extinction d'un incendie soit :

- bassin N°1 et 3 – 3151 m³ ;

3/ pour assurer les volumes nécessaires pour les besoins en eau incendie, soit :

- bassin N°2 et bassin d'agrément – 1920 m³

L'exploitant organise des vérifications régulières du niveau d'eau. Le bassin fait l'objet d'un entretien régulier afin d'éviter que des dépôts viennent obstruer le déversoir.

Les organes de commande nécessaires à l'isolement des bassins peuvent être actionnés en toutes circonstances localement (notamment en cas de déversement accidentel, d'incendie ou d'épisode pluvieux important).

En cas de déversement accidentel ou de récupération des eaux d'extinction incendie, les dispositions à mettre en œuvre pour évacuer les eaux collectées dans le bassin sont précisées à l'article 7.4.2.

ARTICLE 4.4.4. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les décanteurs-séparateurs sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4.4.5. LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Rejet bassin N°1 - EP - Eaux pluviales	
Nature des effluents	Eaux pluviales de la plate-forme ferroviaire, partie Nord du site et confinement des eaux d'extinction d'un incendie
Exutoire du rejet	Milieu naturel (hors eaux souillées récupérées dans le bassin de confinement en cas de déversement accidentel ou en cas d'incendie)
Traitement avant rejet	<ul style="list-style-type: none">Décanteur - séparateur pour les eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;Bassin tampon pour d'une part recevoir les eaux lors d'épisodes pluvieux importants et d'autre part faisant office de rétention des eaux souillées par un déversement accidentel ou par l'extinction d'un incendie.
Milieu naturel récepteur	Fonctionnement normal : rivière Oise au point kilométrique 61,585 Déversement accidentel ou incendie : les eaux confinées dans le bassin prévu à cet effet sont considérées comme un déchet, pour lequel l'exutoire est déterminé après analyse de la composition.
Conditions de rejet	Respect des valeurs limites précisées dans le présent arrêté

Rejet bassin N°2 - EP - Eaux pluviales	
Nature des effluents	Eaux pluviales de toiture du centre de tri. Sous réserve des dispositions de l'article 4.3.5 ci-dessus.
Exutoire du rejet	Milieu naturel
Traitement avant rejet	<ul style="list-style-type: none">Bassin tampon pour d'une part recevoir les eaux lors d'épisodes pluvieux importants et d'autre part faisant office d'alimentation de la réserve incendie.
Milieu naturel récepteur	Fonctionnement normal : rivière Oise au point kilométrique 61,585
Conditions de rejet	Respect des valeurs limites précisées dans le présent arrêté

Rejet bassin n°3 - EP - Eaux pluviales	
Nature des effluents	Eaux pluviales de la partie Sud du site et confinement des eaux d'extinction d'un incendie.
Débit maximal journalier	Milieu naturel (hors eaux souillées récupérées dans le bassin de confinement en cas de déversement accidentel ou en cas d'incendie).
Traitement avant rejet	<ul style="list-style-type: none">Décanteur - séparateur pour les eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;Bassin tampon pour d'une part recevoir les eaux lors d'épisodes pluvieux importants et d'autre part faisant office de rétention des eaux souillées par un déversement accidentel ou par l'extinction d'un incendie.
Exutoire du rejet	Fonctionnement normal : rivière Oise au point kilométrique 61,585. Déversement accidentel ou incendie : les eaux confinées dans le bassin prévu à cet effet sont considérées comme un déchet, pour lequel l'exutoire est déterminé après analyse de la composition.
Conditions de raccordement	Respect des valeurs limites précisées dans le présent arrêté.

Rejet bassin d'agrément - EP - Eaux pluviales	
Nature des effluents	Eaux pluviales de toiture du centre de valorisation énergétique et eaux pluviales de toiture d'une partie du centre de tri. Sous réserve des dispositions de l'article 4.3.5 ci-dessus.
Exutoire	Réserve incendie en communication avec le bassin N°2.

Rejet des eaux vannes et eaux de process - EU - Eaux vannes	
Nature des effluents	Eaux sanitaires et purges de déconcentration des chaudières
Exutoire du rejet	Réseau des eaux usées de la station d'épuration de la communauté d'agglomération de Creil.
Conditions de rejet	Respect des valeurs limites précisées dans le présent arrêté

Dans le cadre de l'exploitation du centre de tri voisin, les voiries principales et les dispositifs de gestion des eaux sont communs. La responsabilité des rejets incombe à l'exploitant du centre de valorisation énergétique.

ARTICLE 4.4.6. CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

Article 4.4.6.1. Conception

4.4.6.1.1 Rejet dans le milieu naturel

Seules les eaux stockées dans les bassins de stockage sont rejetées au milieu naturel dans les conditions fixées par le présent arrêté.

4.4.6.1.2 Rejet dans le réseau d'eaux usées

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation en date du 22 décembre 2016 délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif pour une durée de cinq ans, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Le renouvellement de cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

Article 4.4.6.2. Aménagement

4.4.6.2.1 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et un point de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

4.4.6.2.2 Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

ARTICLE 4.4.7. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'enrayer le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température inférieure à 30 °C ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 ;
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.

ARTICLE 4.4.8. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX RÉSIDUAIRES (EU) AVANT REJET DANS UNE STATION D'ÉPURATION COLLECTIVE

Article 4.4.8.1. Convention

Tout raccordement à une station externe doit faire l'objet d'une convention préalable passée entre l'exploitant de l'installation d'incinération et le gestionnaire de l'infrastructure d'assainissement et d'une autorisation.

La convention et l'autorisation fixent les caractéristiques maximales et, en tant que de besoin, minimales, des effluents aqueux qui seront traités ou déversés au réseau. Elle énonce également les obligations de l'exploitant de l'installation d'incinération en matière d'autosurveillance des effluents aqueux dont il demande le traitement et les informations communiquées par l'exploitant de la station de traitement sur ses rejets.

Article 4.4.8.2. Valeurs limites pour le rejet des eaux usées

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le réseau des eaux résiduaires, des eaux de purges des chaudières, des eaux recueillies lors d'un incendie, ainsi que les effluents de procédé qui n'auraient pu être recyclés dans le réseau, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Paramètres	VLE (mg/l)	Flux maximal
Débit de référence (maximal journalier)		7 m³/j - 2600 m³/an
Demande Biochimique en Oxygène (DBO)	800	5,6 kg/j
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	2000	14 kg/j
Matières en suspension (MEST)	600	4,2 kg/j
Teneur en azote (NTK)	150	1,05 kg/j
Teneur en phosphore (pt)	50	0,35 kg/j
Teneur en graisse (SEH)	150	1,05 kg/j
Teneur en hydrocarbures	5	0,034 kg/j
Phénols	0	3 g/j
Chrome hexavalent	0	1 g/j
Cyanures libres	0	1 g/j
Arsenic et ses composés, exprimés en arsenic (As)	0	1 g/j
Manganèse et composés (Mn)	1	10 g/j
Étain et ses composés (Sn)	2	20 g/j
Fer, aluminium et ses composés (Fe+Al)	5	50 g/j
Composés organiques halogénés (AOX ou EOX)	1	10 g/j
Fluor et ses composés (F)	15	150 g/j
Sulfates (SO4)	400	4 kg/j
Sulfures	1	10 g/j
Nitrites	1	10 g/j
Chlorures	1 000	10 kg/j
Mercurure et ses composés, exprimés en mercure (Hg)	0	0,3 g/j
Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd)	0	0,5 g/j
Thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)	0	0,5 g/j
Plomb et ses composés, exprimés en plomb (Pb)	1	5 g/j
Cuivre et ses composés, exprimés en cuivre (Cu)	1	5 g/j
Chrome et ses composés, exprimés en chrome (Cr)	1	5 g/j
Nickel et ses composés, exprimés en nickel (Ni)	1	5 g/j
Zinc et ses composés, exprimés en zinc (Zn)	2	20 g/j
Dioxines et furannes	0	3000 ng/j

Article 4.4.8.3. Conditions de respect des VLE

Les valeurs limites d'émission dans l'eau sont respectées si lors de l'analyse trimestrielle sur l'échantillon moyen 24H :

- aucune des moyennes journalières mesurées ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées à l'article 4.4.8 ;
- aucune des moyennes journalière pour les solides en suspension et pour la demande chimique en oxygène, dans la mesure où la mesure de DCO est compatible avec la nature de l'effluent, et notamment lorsque la teneur en chlorures est inférieure à 5 g/l, ne dépasse la limite d'émission fixée à l'article 4.4.8 ;
- pour les métaux (Hg, Cd, Tl, As, Pb, Cr, Cu, Ni et Zn), fluorures, CN libres, hydrocarbures totaux et AOX, au maximum une mesure par an dépasse la valeur limite d'émission fixée à l'article 4.4.8 ;
- aucun des résultats des mesures semestrielles de dioxines et furannes ne dépassent la valeur limite fixée à l'article 4.4.8.

ARTICLE 4.4.9. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales potentiellement polluées et collectées dans les installations, notamment les bassin de confinement du site, sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent article.

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies :

Paramètres	VLE
pH	Compris entre 5,5 et 8,5
Carbone organique total (COT)	40 mg/l
DCO	125 mg/l
MEST	30 mg/l
HCT	5mg/l
Métaux lourds :	
Chrome hexavalent	0,1 mg/l
Cadmium	0,2 mg/l
Plomb	0,5 mg/l
Mercurure	0,05 mg/l
As	0,1 mg/l

TITRE 5 – DECHETS ET PRODUITS

Les dispositions du présent sont générales et s'appliquent à l'ensemble des déchets produits par les installations.

Les dispositions spécifiques applicables aux déchets reçus et traités sur le site, ainsi que les dispositions spécifiques au traitement et à l'élimination des résidus issus de l'incinération des déchets, sont précisées au Titre 8.

CHAPITRE 5.1 - PRINCIPES DE GESTION

ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :

- a) la préparation en vue de la réutilisation ;
- b) le recyclage ;
- c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- d) l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.1.2. SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R.543-195 à R. 543-201 du code de l'environnement.

ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épanchés et des eaux météoriques souillées.

ARTICLE 5.1.4. DÉCHETS GÉRÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

ARTICLE 5.1.5. DÉCHETS GÉRÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

À l'exception des installations spécifiquement autorisées par le présent arrêté (unité de valorisation énergétique), tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

ARTICLE 5.1.6. TRANSPORT

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R.541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R.541-49 à R.541-64 et R.541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

ARTICLE 5.1.7. DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT

Les quantités maximales entreposées sur le site doivent être en cohérence avec les quantités prises en compte pour le calcul des garanties financières.

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Désignation du déchet	Code nomenclature	Quantité maximale stockée sur site	Filière
Résidu d'épuration des Fumées d'Incinération des Ordures Ménagères (REFIOM) - déchets secs de l'épuration des fumées	19 01 07*	75 tonnes	Elimination
PSR - Produits Sodiques Résiduaires déchets secs de l'épuration des fumées	19 01 07*	36 tonnes	Valorisation
DIS - huiles et matières grasses autres que celles visées à la rubrique 20 01 25	20 01 26*	0,7 tonne	Elimination
Mâchefers	19 01 12	800 tonnes	Valorisation
Métaux ferreux / non ferreux	19 01 02	60 tonnes	Valorisation

5.1.8

ARTICLE 5.1.7. TRACABILITE

Les informations contenues dans les registres visés aux articles 7.5.3 et 5.1.6 du présent arrêté doivent assurer la traçabilité entre les déchets entrants et les déchets sortants.

Tous les déchets incinérés et leurs résidus sont exonérés des obligations du précédent alinéa.

Les bordereaux émis à l'occasion de l'expédition des résidus des déchets incinérés peuvent ne pas comporter l'annexe 2 du formulaire CERFA n°12571.

TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 6.1.1. AMÉNAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V - titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, sont applicables.

ARTICLE 6.1.2. VÉHICULES ET ENGIN

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 - NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 6.2.1. HORAIRES DE FONCTIONNEMENT DE L'INSTALLATION

L'installation fonctionne 24h/24 et 7j/7, hormis les périodes d'entretien.

L'agent d'accueil est présent de 6 h à 19 h du lundi au vendredi et hors jours fériés.

ARTICLE 6.2.2. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continue équivalents pondérés A du bruit ambiant (mesurés lorsque l'établissement est en fonctionnement) et les niveaux sonores correspondant au bruit résiduel (établissement à l'arrêt).

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

ARTICLE 6.2.3. VALEURS EN LIMITES DE PROPRIÉTÉ

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes :

PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h. (ainsi que dimanches et jours fériés)
65 dB(A)	55 dB(A)

ARTICLE 6.2.4. CONTRÔLE DES VALEURS D'ÉMISSION

L'exploitant doit faire réaliser dans les 3 mois qui suivent la mise en service et ensuite tous les 3 ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié, aux emplacements retenus dans l'étude acoustique figurant dans le dossier de demande d'autorisation.

L'exploitant ouvre un registre dans lequel il reporte les éléments suivants :

- carte localisant toutes les zones d'émergence réglementées existantes au moment de la notification de l'arrêté ;
- la définition des points de mesure dans les zones précédentes ;
- la fréquence des mesures de bruits à effectuer.

Les éléments constituant ce registre doivent être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées. La mesure des émissions sonores est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

La durée de chaque mesure est d'une demi-heure au moins.

En cas de non-conformité, les résultats de mesure sont transmis à l'inspecteur des installations classées accompagnés de propositions en vue de corriger la situation.

CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1 - GENERALITES

ARTICLE 7.1.1. LOCALISATION DES RISQUES

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

ARTICLE 7.1.2. STOCKS DE SUBSTANCES ET MÉLANGES DANGEREUX

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères lisibles le nom des produits et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n° 1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.

Dans les ateliers, les quantités présentes de matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limitées au minimum technique permettant un fonctionnement normal.

L'exploitant tient à jour un inventaire des stocks des substances et mélanges dangereux présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) auquel est annexé un plan général des stockages. Cet inventaire est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

ARTICLE 7.1.3. PROPRETÉ DE L'INSTALLATION

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

ARTICLE 7.1.4. CLÔTURE - ACCÈS

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres est suffisamment résistante pour empêcher l'accès aux installations.

Le site est équipé de deux portails. Le portail d'accès réservé à la plate-forme et aux dessertes ferroviaires est maintenu fermé en dehors des périodes de manœuvres ferroviaires. Le portail au niveau de l'entrée principale est fermé en dehors des périodes de présence de l'agent d'accueil.

Les issues des installations d'entreposage et d'incinération des déchets doivent être surveillées par tous les moyens adaptés. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception.

ARTICLE 7.1.5. CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

ARTICLE 7.1.6. ÉTUDE DE DANGERS

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

CHAPITRE 7.2 - DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

ARTICLE 7.2.1. CARACTÉRISTIQUES DES CONSTRUCTIONS ET AMÉNAGEMENTS

L'installation est conçue et aménagée de façon à réduire autant que faire se peut les risques d'incendie et à limiter toute éventuelle propagation d'un incendie. L'emploi de matériaux combustibles est aussi limité que possible.

L'exploitant doit mettre en œuvre des dispositions permettant de limiter les risques dus à un incendie. Pour cela il met en place des murs coupe feu respectant au minimum les caractéristiques ci-après. De plus il adapte le degré coupe feu des ouvertures afin de garantir l'efficacité de la protection du mur. En tout état de cause le degré coupe feu des ouvertures ne peut être inférieur de plus d'une demi-heure à celui du mur.

Les parois de la fosse à déchets, ainsi que le mur de gerbage sont coupe-feu de degré deux heures avec une continuité jusqu'à la toiture. Les trémies d'alimentation des fours sont obturables par des volets de degré coupe-feu 2 heures.

Les locaux présentant des risques particuliers d'incendie (ateliers, installations de conditionnement d'air, transformation électrique, cellule haute tension, locaux de réserve et tout autre local défini par l'exploitant) sont isolés des autres locaux et dégagements par des murs et planchers coupe-feu de degré 1 heure. Les portes d'intercommunication sont munies de ferme porte.

Le groupe électrogène a des parois et un plancher coupe-feu de degré 2 heures.

Les escaliers et ascenseurs sont cloisonnés par des parois de degré coupe-feu 1 heure.

La zone administrative du centre de valorisation énergétique est isolée du hall de traitement par des parois coupe-feu de degré 2 heures sur toute la hauteur avec dépassement sur les côtés.

Les 3 baies du Centre de Valorisation Énergétique (baie vitrée entre la salle de commande et le hall de déchargement, baie vitrée entre la salle de commande et la fosse d'ordures ménagères, baie vitrée entre la salle de commande et le hall fours chaudières) sont constituées d'un vitrage de degré coupe-feu 1 heure. De plus, la baie vitrée entre la salle de commande et la fosse d'ordures ménagères (baie pontier) comporte une rampe d'aspersion, en cas d'incendie les dispositifs suivants peuvent être déclenchés :

- rideau d'eau du vitrage ;
- rampes d'aspersion d'eau au niveau des trémies des fours ;
- canon à eau piloté d'extinction des feux de fosse.

La toiture comporte au moins sur 2 p. 100 de sa surface des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur). Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est au moins égale à 0,5 p. 100 de la surface totale de la toiture.

Des issues de secours sont prévues en nombre suffisant et réparties dans les locaux de façon à éviter les culs-de-sac.

Les commandes manuelles des dispositifs de désenfumage sont commodément accessibles depuis les issues de secours. L'ensemble de ces éléments est situé à au moins 4 mètres des murs coupe-feu.

ARTICLE 7.2.2. SALLE DE CONTRÔLE ET DE COMMANDES

La salle de contrôle ou de commandes doit assurer une protection suffisante pour permettre, en cas d'accident, la mise en sécurité de différentes unités et prévenir l'extension du sinistre.

Elle doit être accessible en permanence et assurer une protection contre les risques éventuels de feu en cas d'incendie, de projection en cas d'explosion et de pénétration de substances toxiques en cas de fuite.

ARTICLE 7.2.3. INTERVENTION DES SERVICES DE SECOURS - ACCESSIBILITÉ

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

En cas de sinistre, les engins de secours doivent pouvoir intervenir sous au moins deux angles différents. Toutes les dispositions sont prises pour une intervention rapide des secours et la possibilité d'accéder aux zones d'entreposage des déchets. Les voies et aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services de secours puissent évoluer sans difficulté.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

ARTICLE 7.2.4. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

7.2.4.1 Moyens matériels

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- de quatre poteaux incendie armés, situés à moins de 100 mètres des bâtiments, alimentés en eau de ville à une pression minimale de 1 bar, d'un diamètre nominal DN100 permettant de fournir chacun un débit minimal de 60 m³/h en simultané pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et secours de s'alimenter sur ces appareils ;
- d'un dispositif de rideau d'eau protégeant la salle de contrôle ;
- la fosse de stockage des déchets du centre de valorisation énergétique est également protégée par un système d'extinction mis en service par le personnel de quart et un canon télécommandé depuis la salle de commande.
- Des buses d'extinction protègent les trémies des fours. Ce système d'extinction par pulvérisation permet d'assurer la protection des zones qui ne peuvent pas être atteintes par le canon ;
- d'un réseau de robinets d'incendie armés (RIA) répartis dans le hall de déchargement, dans la zone de traitement des fumées sur quatre niveaux, au niveau du bâtiment de pré-traitement des mâchefers. Les RIA dans le hall de déchargement sont calorifugés ;
- une réserve incendie de 1920 m³ constituée du bassin N°2 et du bassin d'agrément en communication via une canalisation, équipée de 5 aires d'aspiration de 32 m³ chacune pouvant accueillir une motopompe,

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau et de la pression du réseau.

L'ensemble des dispositifs de détection, d'alarme, d'évacuation et de lutte contre l'incendie doivent être secourus afin de fonctionner en cas de coupure de l'alimentation électrique général du site.

CHAPITRE 7.3 - DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

ARTICLE 7.3.1. ÉLÉMENTS IMPORTANTS POUR LA SÉCURITÉ (EIPS)

Est qualifiée d'EIPS, une barrière de défense (dispositif ou procédure) permettant de prévenir l'occurrence et les conséquences d'un événement redouté susceptible de conduire à un accident majeur.

L'exploitant identifie les EIPS qui agissent en prévention, en protection et en intervention sur l'ensemble de son site. Cette liste est mise à jour régulièrement et tenue à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Les matériels font l'objet de procédures précises de maintenance préventive par du personnel compétent, de vérification du maintien dans le temps de leurs caractéristiques fonctionnelles d'intervention (maintenance, modification, réparation,...) et de requalification lors de leur remise en service après intervention.

Les fonctions IPS comprennent notamment :

- la détection des dérives ou des dysfonctionnements qui placeraient les installations en situation dangereuse ou susceptible de le devenir vis-à-vis des personnes ou de l'environnement.
- les actions correctives à mettre en place suite à la détection d'une dérive d'un paramètre ou d'un dysfonctionnement d'un équipement susceptible de placer les installations en situation dangereuse ou susceptible de le devenir vis-à-vis des personnes ou de l'environnement.

L'exploitant établit la liste des fonctions IPS des installations potentiellement dangereuses (c'est à dire présentant un risque potentiel vis-à-vis des personnes ou de l'environnement) concernées par le présent arrêté.

L'exploitant définit la liste des équipements IPS (ou ensembles d'équipements IPS) nécessaires pour assurer chaque fonction IPS. Figurent pour le moins à la liste des équipements IPS :

- l'ensemble des maillons des systèmes de mise en sécurité tels qu'alarmes, détections, circuits de commande, vannes de sectionnement, etc. ;
- l'appareillage nécessaire à la surveillance et au contrôle des paramètres IPS ;
- les moyens de détection et de lutte contre un sinistre figurant dans le présent arrêté.

ARTICLE 7.3.2. DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES ET D'EXPLOITATION

Les paramètres importants pour la sécurité font en permanence l'objet d'au moins deux modes d'acquisition et de traitement indépendants afin d'assurer une redondance totale et d'éviter des modes communs de défaillance.

L'exploitant détermine pour chacun des paramètres IPS des seuils de sécurité dont le dépassement déclenche des alarmes en salle de contrôle ainsi que les actions automatiques ou manuelles de protection ou de mise en sécurité appropriées aux risques encourus.

Les équipements IPS sont de conception éprouvée, et leur domaine de sécurité de fonctionnement doit être connu de façon sûre par l'exploitant.

Ils doivent être protégés contre les agressions externes et fonctionner dans des conditions accidentelles, notamment de température, de pression et d'atmosphère corrosive.

Ils doivent être régulièrement maintenus, et régulièrement testés aux conditions de fonctionnement de l'installation. Ces informations doivent être archivées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les procédures de contrôle, de maintenance et de test de ces équipements sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant doit définir par consigne la conduite à tenir en cas d'indisponibilité ou de maintenance de chacun des équipements IPS.

Les équipements IPS doivent être secourus électriquement. Leur état ou leur position (marche-arrêt, ouvert ou fermé, etc.) doit être connu en salle de contrôle.

ARTICLE 7.3.3. INDÉPENDANCE DES SYSTÈMES DE CONDUITE ET DE MISE EN SÉCURITÉ

Les systèmes de contrôle de la sécurité de l'installation d'incinération et de mise en sécurité doivent être indépendants des systèmes de conduite de l'installation et ne doivent pas avoir de mode commun de défaillance.

ARTICLE 7.3.4. MATÉRIELS UTILISABLES EN ATMOSPHÈRES EXPLOSIBLES

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 7.1.1 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible.

ARTICLE 7.3.5. PROTECTION CONTRE LA Foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

ARTICLE 7.3.6. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées annuellement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II du livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

ARTICLE 7.3.7. PROTECTION DES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES CONTRE LES POUSSIÈRES

En vue de prévenir l'inflammation des poussières, tout appareillage électrique susceptible de donner des étincelles tels que moteurs non étanches à balais, rhéostats, fusibles, coupe-circuit, etc. est convenablement protégé et fréquemment nettoyé.

ARTICLE 7.3.8. VENTILATION DES LOCAUX

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique.

ARTICLE 7.3.9. SYSTÈMES DE DÉTECTION ET D' ACTIONS AUTOMATIQUES

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 7.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'ensemble de ces détecteurs dont dispose l'exploitant est constitué au moins :

- d'un système de détection incendie avec report et alarme (a minima fosse, bâtiment de traitement des fumées, salles électriques, local turbo-alternateur, groupe électrogène) ;
- d'une détection de présence de gaz (cf article 8.4.2) ;
- d'une détection, d'une alarme reportée en salle de commande et d'un système automatique d'arrêt de l'alimentation en déchets du four sur tous les paramètres suivis en continu et permettant de respecter les conditions de combustion prévues par l'article 8.1.5 (température de combustion, rejets atmosphériques,...).

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

CHAPITRE 7.4 - DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 7.4.1. RÉTENTIONS ET CONFINEMENT

I. Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

III. Pour les stockages à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Le sol des voies de circulation et garage, des aires et des locaux d'entreposage des déchets doit être revêtu de béton ou de bitume, ou de matériaux ayant un niveau d'étanchéité similaire et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles.

V. Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

ARTICLE 7.4.2 BASSIN DE RÉTENTION DES EAUX POLLUÉES ET BASSIN D'ORAGE

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un accident ou un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Ce confinement est réalisé par un dispositif interne constitué des bassins N°1 et 3 d'une contenance respective de 4003 m³ et 2973 m³. Ces eaux s'écoulent dans ce bassin par phénomène gravitaire ou par un dispositif de pompage dont l'efficacité en situation d'accident doit pouvoir être démontrée. La rétention est normalement étanche et son étanchéité peut être vérifiée.

Le bassin est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation, en garantissant la possibilité d'accueillir en permanence un volume minimal de 3151 m³.

Les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce confinement doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement ou à partir d'un poste de commande. Des tests réguliers de fonctionnement des vannes, mentionnés dans un registre, sont réalisés. Les vannes d'isolement sont signalées par un panneau visible en permanence par les secours indiquant par exemple : « *Vanne d'isolement, en cas d'incendie, cette vanne doit être fermée - Rétention des eaux d'extinction.* »

Une procédure est mise en place pour définir les interventions à réaliser en cas d'incendie ou de pollution.

Les eaux recueillies pourront ultérieurement être évacuées par le biais du réseau d'eaux pluviales sous réserve d'un accord préalable de l'Inspection des Installations Classées qui se prononcera sur la base d'un argumentaire de l'exploitant démontrant à la fois la capacité du réseau à les accueillir et le respect des valeurs limites prescrites à l'articles 4.4.9 (valeur limite la plus contraignante lorsque double valeur).

A défaut d'un accord, les eaux d'extinction collectées seront éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

CHAPITRE 7.5 - DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

ARTICLE 7.5.1. SURVEILLANCE DE L'INSTALLATION

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

ARTICLE 7.5.2. TRAVAUX

Tous les travaux de réparation ou d'aménagement réalisés par une entreprise extérieure ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

ARTICLE 7.5.3. VÉRIFICATION PÉRIODIQUE ET MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (extincteurs, systèmes de détection, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

ARTICLE 7.5.4. CONSIGNES

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquemment par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque (notamment de fumer) dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion et particulièrement dans les zones d'entreposage des déchets ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation (cf article 7.5.2) ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses ;
- les mesures à prendre en cas de défaillance d'un système de traitement et d'épuration ;
- les moyens à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 7.4.2 ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

ARTICLE 7.5.5. PLAN D'OPÉRATION INTERNE

L'exploitant établit, pour son établissement, un plan d'opération interne (POI) en cas de sinistre. Ce plan définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en œuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement. Ce plan est testé au moins tous les trois ans.

ARTICLE 7.5.6. FORMATION DU PERSONNEL

Sans préjudice des dispositions prévues par les réglementations en vigueur, outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenant sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents aux installations, la conduite à tenir en cas d'accident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 8.1 - USINE D'INCINÉRATION

ARTICLE 8.1.1. DÉCHETS AUTORISÉS ET INTERDITS À L'INCINÉRATION

La nature, le volume et l'origine des déchets autorisés sont définis à l'article 1.2.4.1.

ARTICLE 8.1.2. LIVRAISON ET RÉCEPTION DES DÉCHETS

Article 8.1.2.1. Généralités

L'exploitant de l'installation d'incinération prend toutes les précautions nécessaires en ce qui concerne la livraison et la réception des déchets dans le but de prévenir ou de limiter dans toute la mesure du possible les effets négatifs sur l'environnement, en particulier la pollution de l'air, du sol, des eaux de surface et des eaux souterraines, ainsi que les odeurs, le bruit et les risques directs pour la santé des personnes.

Toutes les dispositions appropriées sont prises par l'exploitant pour que les véhicules en attente ne stationnent pas à l'extérieur du site.

Article 8.1.2.2. Enregistrement des déchets entrants

L'exploitant vérifie que les déchets réceptionnés sont conformes à ceux autorisés.

L'exploitant détermine la masse de chaque catégorie de déchets avant d'accepter de réceptionner les déchets dans l'installation d'incinération. Tout arrivage de déchets fait l'objet d'une pesée.

Chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement, conforme à l'arrêté du 29 février 2012, précisant notamment :

- la date et l'heure de réception du déchet,
- la nature et la quantité du déchet entrant,
- le nom du producteur ou détenteur (hors collecte des ordures ménagères), l'identité du transporteur (nom, adresse et numéro d'immatriculation du véhicule), des observations, s'il y a lieu.

Les registres, éventuellement informatisés, où sont mentionnées ces données, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.1.2.3. Dispositions complémentaires pour les déchets d'activité économique assimilés à des déchets ménagers

Les déchets d'activité économique font de plus l'objet d'un Certificat d'Acceptation Préalable (CAP) de la part de l'exploitant.

Ce CAP précise, a minima :

- l'identité du producteur,
- la nature détaillée des déchets,
- la provenance des déchets,
- les quantités apportées, la fréquence des apports.

En cas d'absence de CAP, de non-conformité au CAP, ou de non-conformité avec les critères d'admissibilité des déchets (art 1.2.4.1), le chargement est refusé.

Article 8.1.2.5. Contrôles à l'admission des déchets

Les contrôles suivants sont effectués sur les produits entrants de façon à réduire au maximum la présence des produits indésirables et vérifier que les prescriptions fixées par le présent arrêté sont respectées :

- Pour les déchets ménagers et assimilés :
 - un contrôle administratif sur l'ensemble des déchets entrant sur le site ;
- pour les déchets d'activité économique, un contrôle complémentaire de l'existence d'un CAP et du respect de ce CAP :
 - une pesée et un contrôle de l'absence de radioactivité (cf article 8.1.3) ;
 - un contrôle visuel sur les déchets aux étapes suivantes :
 - lors du déchargement des bennes ou conteneurs à déchets,
 - lors du brassage des déchets dans la fosse,
 - lors du chargement des trémies d'alimentation des fours.

La détection de toute anomalie sur les déchets par rapport aux prescriptions du présent arrêté entraîne le refus des déchets, voire du lot concerné.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre de refus d'admission où il note toutes les informations disponibles sur la quantité, la nature et la provenance des déchets qu'il n'a pas admis, en précisant les raisons du refus.

Ces registres sont consignés et tenus à disposition de l'inspection des installations classées durant 5 ans.

ARTICLE 8.1.3. DÉTECTION DE LA RADIOACTIVITÉ

Article 8.1.3.1. Équipement fixe de détection de matières radioactives

L'établissement est équipé d'un système fixe de détection de la radioactivité qui est mis en œuvre pour le contrôle systématique des déchets entrants et vise à vérifier l'absence de déchets radioactifs.

Le seuil de déclenchement de l'alarme de ce dispositif est fixé par l'exploitant en tenant compte du bruit de fond local. Les éléments techniques justificatifs de la détermination de ce seuil de déclenchement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le seuil de déclenchement ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée par l'exploitant. Le réglage de ce seuil de déclenchement est vérifié à fréquence a minima annuelle, selon un programme de vérification défini par l'exploitant.

La vérification du bon fonctionnement du dispositif de détection de la radioactivité est réalisée périodiquement. La périodicité retenue par l'exploitant doit être justifiée, elle a lieu au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier que l'équipement de détection de la radioactivité est en service de façon continue.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de vérification et de maintenance réalisées sur le dispositif de détection de la radioactivité.

Article 8.1.3.2. Mesure prises en cas de détection de déchets radioactifs

L'exploitant met en place une procédure de gestion des alarmes du dispositif de détection de la radioactivité. Cette procédure identifie les personnes habilitées à intervenir. Ces personnes disposent d'une formation au risque radiologique.

Les alarmes doivent pouvoir être instantanément identifiées par une personne habilitée à intervenir. Le cas échéant, un dispositif de report d'alarme est mis en place. En cas de détection confirmée de radioactivité dans un chargement, le véhicule en cause est isolé sur une aire spécifique étanche, aménagée sur le site à l'écart des postes de travail permanents. Le chargement est abrité des intempéries.

L'exploitant réalise ou fait réaliser un contrôle du chargement à l'aide d'un radia-mètre portable, correctement étalonné, pour repérer et isoler le(s) déchet(s) douteux. Par ailleurs, il réalise ou fait réaliser une analyse spectrométrique des déchets douteux pour identifier la nature et l'activité de chaque radio-élément.

La gestion du déchet radioactif est réalisée en fonction de la période du radio-élément et débit de dose au contact du déchet. Ceci peut conduire à isoler le déchet durant la durée nécessaire pour assurer la décroissance radioactive, à refuser le déchet et le retourner au producteur, dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur, ou à demander à l'ANDRA de venir prendre en charge le déchet.

En cas de gestion de la source par décroissance, l'exploitant dispose d'une zone d'attente spécifique, située à l'écart des postes de travail permanents, bénéficiant d'une signalétique adaptée (trèfle sur fond jaune) et de consignes de restrictions d'accès claires et bien apparentes. L'immobilisation et l'interdiction de déchargement

- 137

18

sur le site ne peuvent être levées, dans le cas d'une source ponctuelle, qu'après isolement des produits ayant conduit au déclenchement du détecteur. L'autorisation de déchargement du reste du chargement n'est accordée que sur la base d'un nouveau contrôle ne conduisant pas au déclenchement du détecteur.

ARTICLE 8.1.4. PRINCIPES DE TRAITEMENT DES DÉCHETS

Article 8.1.4.1. Capacités d'entreposage des déchets en attente d'incinération

Entreposage des déchets non dangereux en attente de traitement	
Déchets ménagers et assimilés en fosses	Fosse de réception de 5475 m ³ avec un volume de gerbage de 4 700 m ³

Article 8.1.4.2. Traitement des déchets ménagers et assimilés

Les déchets non dangereux à traiter doivent être déchargés dès leur arrivée à l'usine dans une fosse étanche permettant la collecte des eaux d'égouttage.

L'installation doit être équipée de telle sorte que l'entreposage des déchets et l'approvisionnement du four d'incinération ne soit pas à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'aire de déchargement des déchets non dangereux doit être conçue pour éviter tout envoi de déchets et de poussières ou écoulement d'effluents liquides vers l'extérieur.

Si les déchets sont susceptibles de ne pas pouvoir être traités vingt-quatre heures au plus tard après leur arrivée par l'installation d'incinération, l'aire ou la fosse doit être close et devra être en dépression lors du fonctionnement des fours : l'air aspiré doit servir d'air de combustion afin de détruire les composés odorants. Le déversement du contenu des camions doit se faire au moyen d'un dispositif qui isole le camion de l'extérieur pendant le déchargement ou par tout autre moyen conduisant à un résultat analogue.

Afin d'assurer la continuité du traitement des déchets lors des arrêts techniques programmés ou en cas de panne prolongée, l'exploitant prend les dispositions nécessaires (convention...) pour acheminer les déchets vers un centre de stockage ou un autre centre de traitement autorisé.

ARTICLE 8.1.5. CONDITIONS DE COMBUSTION

Article 8.1.5.1. Qualité des résidus

Les installations d'incinération sont exploitées de manière à atteindre un niveau d'incinération tel que la teneur en carbone organique total (COT) des cendres et mâchefers soit inférieure à 3 % du poids sec de ces matériaux ou que leur perte au feu soit inférieure à 5 % de ce poids sec.

Article 8.1.5.2. Conditions de combustion

Les installations d'incinération sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière à ce que, même dans les conditions les plus défavorables que l'on puisse prévoir, les gaz résultant du processus soient portés, après la dernière injection d'air de combustion, d'une façon contrôlée et homogène, à une température de 850 °C pendant deux secondes, mesurée à proximité de la paroi interne. Le temps de séjour devra être vérifié lors des essais de mise en service. La température doit être mesurée en continu.

L'exploitant définit, sous sa responsabilité, les paramètres nécessaires pour avoir une incinération optimale des déchets respectant notamment les conditions définies dans le présent arrêté, ainsi qu'une oxydation complète des gaz de combustion. Pour chacun de ces paramètres il définit également un domaine de sûreté comportant un seuil de niveau haut et bas.

Ces paramètres font l'objet de mesure en continu.

Le franchissement d'un des seuils de niveau haut ou bas déclenche une alarme auprès du personnel concerné qui met en œuvre les actions correctives permettant de revenir au plus vite dans le domaine de sûreté. La liste de ces paramètres est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Les résultats des mesures de ces paramètres et les franchissements des seuils ainsi que les actions correctives mises en œuvre sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.1.5.3. Brûleurs d'appoint

Chaque ligne d'incinération est équipée d'un brûleur d'appoint, lequel doit s'enclencher automatiquement lorsque la température des gaz de combustion tombe en dessous de 850 °C, après la dernière injection d'air de combustion. Ces brûleurs sont aussi utilisés dans les phases de démarrage et d'extinction afin d'assurer en permanence la

température de 850 °C pendant lesdites phases et aussi longtemps que des déchets non brûlés se trouvent dans la chambre de combustion.

Lors du démarrage et de l'extinction, ou lorsque la température des gaz de combustion tombe en dessous de 850 °C, les brûleurs d'appoint ne sont pas alimentés par des combustibles pouvant provoquer des émissions plus importantes que celles qu'entraînerait la combustion de gazole, de gaz liquide ou de gaz naturel.

Les opérations à effectuer dans les phases de démarrage et d'extinction font l'objet de procédures écrites tenues à la disposition du personnel d'exploitation. Elles comportent la liste chronologique des opérations successives à effectuer lors des phases d'arrêt et de démarrage pour respecter les dispositions du présent arrêté.

Article 8.1.5.4. Conditions de l'alimentation en déchets

Les installations sont équipées de systèmes automatiques qui empêchent l'alimentation en déchets :

- chaque fois que la température de 850 °C n'est pas maintenue, en particulier pendant la phase de démarrage des fours ;
- chaque fois que les mesures en continu prévues au titre III du présent arrêté montrent qu'une des valeurs limites d'émission est dépassée en raison d'un dérèglement ou d'une défaillance des systèmes d'épuration.

Lors du démarrage des lignes d'incinération, les déchets ne peuvent être introduits dans les fours que lorsque les conditions d'incinération définies au titre 8.1.5. sont obtenues, et que les dispositifs d'épuration des fumées (électrofiltre, filtre à manches, injection de réactifs...) sont en service.

Lors de la mise à l'arrêt programmé des lignes, la diminution de la charge des brûleurs et l'arrêt des dispositifs d'épuration des fumées ne sont effectués qu'une fois le four vide de déchets.

ARTICLE 8.1.6. GESTION DES DÉCHETS PRODUITS PAR L'USINE D'INCINÉRATION

Article 8.1.6.1. Généralités

Les déchets résultant du traitement (encombrants, métaux ferreux et non ferreux, résidus imbrûlés...), présents sur le site, sont en permanence à l'abri des eaux pluviales ou sur rétention pour les bennes de ferreux et non ferreux issus de l'incinération.

Les résidus imbrûlés sont ré-incinérés ou éliminés dans des installations dûment autorisées.

L'exploitant tient en particulier une comptabilité précise des quantités de résidus d'incinération produits, en distinguant notamment :

- les mâchefers ;
- les métaux ferreux, les métaux non ferreux extraits des mâchefers ;
- les résidus d'épuration des fumées de l'incinération des déchets comprenant : les poussières et cendres volantes en mélange ou séparément ;
- les produits sodiques résiduels.

Il suit l'évolution des flux ainsi produits en fonction des quantités de déchets incinérés.

Article 8.1.6.2. Mode d'élimination et contrôle

Les modes d'élimination des principaux déchets issus des installations sont définis au Titre 5.

L'élimination des déchets dangereux produits par l'installation doit être réalisée dans des installations autorisées à cet effet par arrêté préfectoral pris au titre du livre V du code de l'environnement.

Pour les autres déchets, à l'exclusion des métaux extraits des mâchefers, les conditions d'élimination tiennent compte notamment de la fraction soluble et des teneurs en métaux lourds dans les lixiviats de ces déchets, mesurées selon les normes en vigueur.

Des analyses sont a minima réalisées :

- trimestriellement sur les résidus d'épuration des fumées : fraction soluble, teneurs en métaux lourds dans les lixiviats ;
- mensuellement sur les mâchefers bruts : COT.

En fonction de ces analyses, et en référence à l'article R.541-8 du Code de l'environnement et ses annexes 1 et 2, l'exploitant définit une filière d'élimination ou de valorisation adaptée dont le choix est justifié à l'inspection des installations classées.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées, un récapitulatif des opérations effectuées (analyses, contrôles, caractérisations...) durant le trimestre précédent. Ce récapitulatif prend en compte les déchets produits et les filières d'élimination ou de valorisation.

A cet effet, le registre sur lequel sont rapportées les informations suivantes est tenu à jour :

- natures et quantités des déchets de l'établissement,
- classification des déchets suivant l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement,
- dates des différents enlèvements pour chaque type de déchets,
- identité des entreprises assurant les enlèvements de déchets,
- identité des entreprises assurant le traitement,
- adresse du centre de traitement, mode d'élimination.

Les mâchefers bruts, encombrants, métaux ferreux et non-ferreux et résidus imbrûlés valorisés par ailleurs, sont orientés vers la station de traitement et de maturation des mâchefers.

Le transport des résidus d'incinération entre le lieu de production et le lieu de traitement, d'utilisation ou d'élimination doit se faire de manière à éviter tout envol de matériau, notamment dans le cas de déchets pulvérulents.

CHAPITRE 8.2 - PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE

La performance énergétique d'une installation d'incinération est calculée selon les indications de l'annexe VI de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié susvisé.

L'opération de traitement des déchets par incinération peut être qualifiée d'opération de valorisation si toutes les conditions suivantes sont respectées :

- la performance énergétique de l'installation, réévaluée chaque année par l'exploitant, est supérieure ou égale à 0,60 ;
- l'exploitant met en place les moyens de mesures nécessaires à la détermination de chaque paramètre pris en compte pour l'évaluation de la performance énergétique. Ces moyens de mesure font l'objet d'un programme de maintenance et d'étalonnage défini sous la responsabilité de l'exploitant. La périodicité de vérification d'un même moyen de mesure est annuelle.

L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les résultats du programme de maintenance et d'étalonnage.

Si les conditions définies ci-dessus ne sont pas respectées, l'opération de traitement des déchets par incinération est qualifiée d'opération d'élimination.

CHAPITRE 8.3 - GESTION ET ÉLIMINATION DES MÂCHEFERS

ARTICLE 8.3.1. GÉNÉRALITÉS

L'exploitant doit tout mettre en œuvre pour que les mâchefers qu'il produit soient valorisables au sens de l'arrêté du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux.

Le stockage des mâchefers avant et après leur prétraitement sur le site (séparation des différentes fractions) est réalisé à l'intérieur des bâtiments. La capacité de stockage de mâchefers prétraités est limitée à environ 650 m³, soit 7 jours de production. Le bâtiment affecté au stockage et au traitement des mâchefers doit être réservé exclusivement à cet usage.

Les mâchefers et scories récupérés en fin de combustion ne peuvent faire l'objet d'une valorisation en travaux publics qu'à condition de respecter les conditions de valorisation définies dans l'arrêté du 18 novembre 2011 précitées, en terme de connaissance des mâchefers produits (composition, imbrûlés, lixiviation...), en terme de conditions de valorisation et en terme de suivi de la qualité des mâchefers produits.

En particulier, il convient d'observer des précautions visant à protéger les nappes et points de captage des eaux. Ainsi les mâchefers ne doivent pas être utilisés en zone inondable, ni à moins de 30 m d'un cours d'eau, ni servir à remblayer des tranchées.

La teneur en carbone organique total ou la perte au feu des mâchefers est vérifiée au moins une fois par mois et un plan de suivi de ce paramètre est défini.

Le respect des conditions de valorisation est de la responsabilité de l'exploitant de l'installation classée à l'origine des mâchefers. Si les mâchefers répondent aux critères de valorisation fixés par la circulaire précitée, l'exploitant doit être à tout moment en mesure de démontrer le respect de ces critères.

L'inspection des installations classées s'assure de la bonne interprétation de la série initiale d'analyses et du respect ultérieur par l'exploitant des critères d'élimination de ses mâchefers.

Une convention liant le producteur des mâchefers à ceux qui les traitent, les transportent et les distribuent, ainsi qu'une procédure du suivi de la qualité tout au long de ce circuit commercial, sont établies afin de garantir les conditions de valorisation des mâchefers. La procédure de suivi de la qualité est transmise à l'inspection des installations classées.

Dans le cas où les mâchefers ne seraient valorisables qu'après un temps de maturation, ils peuvent être acheminés vers une installation de traitement et de maturation dûment autorisée au titre du code de l'environnement.

Les mâchefers non valorisés doivent être dirigés vers une installation de stockage permanent de déchets non dangereux dûment autorisée.

CHAPITRE 8.4 - INSTALLATIONS ALIMENTÉES AU PROPANE

ARTICLE 8.4.1. ALIMENTATION EN PROPANE

Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite, notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont, en tant que de besoin, protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive) et repérées par les couleurs normalisées.

Des dispositifs de coupure manuelle, indépendants de tout équipement de régulation de débit, doivent être placés à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ces dispositifs, clairement repérés et indiqués dans des consignes d'exploitation, doivent être placés :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison.

Ils sont parfaitement signalés, maintenus en bon état de fonctionnement et comportent une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouvertes et fermées.

Sur chaque appareil de combustion (brûleurs), la coupure de l'alimentation en gaz sera assurée par deux vannes automatiques⁽¹⁾ redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune aux capteurs de détection de gaz⁽²⁾ précisés à l'article 8.4.2 et à un pressostat⁽³⁾. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible. Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manœuvrables, sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.

La canalisation d'alimentation en gaz de la chaufferie sera munie d'un dispositif de limitation de la pression.

- (1) *Vanne automatique : cette vanne assure la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée par un capteur. Elle est située sur le circuit d'alimentation en gaz. Son niveau de fiabilité est maximum, compte tenu des normes en vigueur relatives à ce matériel.*
- (2) *Capteur de détection de gaz : une redondance est assurée par la présence d'au moins deux capteurs.*
- (3) *Pressostat : ce dispositif permet de détecter une chute de pression dans la tuyauterie. Son seuil doit être aussi élevé que possible, compte tenu des contraintes d'exploitation.*

ARTICLE 8.4.2. DÉTECTEURS

Les détecteurs incendie et les détecteurs de présence de gaz sont associés à des alarmes et des automatismes.

L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite de gaz. Leur situation est repérée sur un plan. Ces détecteurs de gaz sont au minimum les suivants :

- 2 détecteurs par brûleur de soutien des fours ;
- 1 détecteur dans le bâtiment principal.

Toute détection de gaz au-delà de 50 % de la limite inférieure d'explosivité (L.I.E.) coupe l'arrivée du combustible et interrompt l'alimentation électrique à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.

Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.

La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences de l'article 8.4.1. Des étalonnages sont régulièrement effectués.

Le bon fonctionnement de la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testé semestriellement.

ARTICLE 8.4.3. VENTILATION DES LOCAUX

La ventilation doit assurer en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, au moyen d'ouvertures en partie haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent permettant d'éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive.

ARTICLE 8.4.4. CONTRÔLE DE LA COMBUSTION

Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant, d'une part de contrôler leur bon fonctionnement et, d'autre part en cas de défaut de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation. Les brûleurs comportent un dispositif à sécurité positive de contrôle de la présence de flamme dans la chambre de combustion. Tout défaut détecté entraîne automatiquement la mise en sécurité des appareils et la coupure de l'alimentation en gaz.

TITRE 9 – SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 9.1 - PROGRAMME DE L'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 9.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

Les mesures destinées à déterminer les concentrations de substances polluantes dans l'air et dans l'eau doivent être effectuées de manière représentative et, pour les polluants atmosphériques, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 modifié portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.

L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furanes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur. Les normes nationales sont indiquées en annexe I-a de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé. Dans l'attente de la publication des normes européennes dans le recueil de normes AFNOR, les normes des États membres de l'Union européenne et de pays parties contractantes de l'accord EEE peuvent également être utilisées comme textes de référence en lieu et place des normes françaises, dès lors qu'elles sont équivalentes.

L'installation correcte et le fonctionnement des équipements «de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux» sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.

ARTICLE 9.1.2. MESURES COMPARATIVES

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement.

Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et réaliser des mesures de niveaux sonores.

Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant.

CHAPITRE 9.2 - MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO-SURVEILLANCE

ARTICLE 9.2.1. AUTO SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets atmosphériques de ses installations. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.

Article 9.2.1.1. Mesures en continu

L'exploitant doit réaliser la mesure en continu des substances ou paramètres suivants sur les deux cheminées :

- vitesse d'éjection et débit du rejet ;
- oxygène et vapeur d'eau ;
- température des gaz ;
- monoxyde de carbone ;
- poussières totales ;
- substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT) ;
- chlorure d'hydrogène, fluorure d'hydrogène, dioxyde de soufre, oxydes d'azote.

La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur le site de l'établissement ou dans son environnement proche.

La mesure en continu de la teneur en vapeur d'eau n'est pas nécessaire lorsque les gaz de combustion échantillonnés sont séchés avant analyse des émissions.

Article 9.2.1.2. Dispositions spécifiques à la mesure en semi-continu des dioxines et furanes

L'exploitant doit réaliser la mesure en semi-continu des dioxines et furanes.

Les échantillons aux fins d'analyse sont constitués de prélèvements de gaz sur une période d'échantillonnage maximale de quatre semaines.

La mise en place et le retrait des dispositifs d'échantillonnage et l'analyse des échantillons prélevés sont réalisés par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe.

Lorsqu'un résultat d'analyse des échantillons prélevés par le dispositif de mesure en semi-continu dépasse la valeur limite définie à l'article 3.3.2.4, l'exploitant doit faire réaliser une mesure ponctuelle à l'émission des dioxines et furannes par un organisme répondant à la description ci-dessus. Les échantillons analysés pour cette mesure ponctuelle sont constitués de prélèvements de gaz sur une période d'échantillonnage de six à huit heures.

Ce dépassement est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

Article 9.2.1.3. Mesures par un organisme externe

L'exploitant doit, en outre, faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, deux mesures par an sur les rejets des deux cheminées :

- de l'ensemble des paramètres mesurés en continu et en semi-continu ;
- du cadmium et de ses composés ;
- du thallium et de ses composés ;
- du mercure et de ses composés ;
- du total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V + Sn + Se + Te) ;
- du total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V + Sn + Se + Te) et du zinc et ses composés.

ARTICLE 9.2.2. AUTO SURVEILLANCE DES REJETS DANS L'EAU

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre

Article 9.2.2.1. Eaux usées

Paramètres	Auto-surveillance assurée par l'exploitant	
	Type de suivi	Périodicité de la mesure
pH et T°C	Ponctuel	
COT, MEST, DCO*	Échantillonnage moyen 24h	Trimestrielle
Liste des paramètres précisée à l'article 4.4.8.2 hors dioxines et furannes	Échantillonnage moyen 24h	Trimestrielle
Dioxines, furannes	Échantillonnage moyen 24h	Semestrielle

* sauf si cette mesure n'est pas compatible avec la nature de l'effluent (notamment teneur en chlorures > 5 g/l)

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2 sont réalisées à une fréquence annuelle

Article 9.2.2.2. Eaux pluviales

Paramètres	Fréquence de l'auto-surveillance
DCO, MES et hydrocarbures	Ponctuelle avant rejet
Ensemble des paramètres définis à l'article 4.4.9	2 fois par an, suite à un relargage

ARTICLE 9.2.3. AUTO SURVEILLANCE DES DÉCHETS

Une auto-surveillance est mise en place pour les résidus d'épuration des fumées et les mâchefers en sortie d'usine, conformément aux prescriptions fixées dans l'article 8.1.6.2.

ARTICLE 9.2.4. AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Une mesure de la situation acoustique doit être réalisée au minimum tous les 3 ans, aux frais de l'exploitant, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander. Ces mesures, destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, seront réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement normal des installations.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

X ARTICLE 9.2.5. SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

L'exploitant met en place un programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines susceptibles d'être polluées par l'activité de l'installation.

Le réseau de contrôle est composé de quatre piézomètres d'une profondeur de 16 mètres. Un piézomètre, au moins, est implanté en amont hydraulique de la fosse de stockage des déchets.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence réalisées au début de l'exploitation pour chacune des périodes (hautes eaux et basses eaux).

Le programme de contrôle est semestriel et prévoit sur chacun des puits :

- le relevé du niveau piézométrique ;
- les analyses des paramètres suivants : pH, potentiel d'oxydo-réduction, résistivité, COT. Conductivité.

Tous les deux ans, l'exploitant réalisera les analyses sur les paramètres des analyses de référence soit :

- analyses physico-chimiques : pH, potentiel d'oxydo-réduction, résistivité, NO₂⁻, NO₃⁻, NH₄⁺, Cl⁻, SO₄²⁻, PO₄³⁻, K⁺, Na⁺, Ca²⁺, Mg²⁺, Mn²⁺, Sb, Co, V, Ti, Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, DCO, COT, AOX, PCB, BTX et HAP ;
- analyse biologique : DBO₅ ;
- analyses bactériologiques : coliformes fécaux, coliformes totaux, streptocoques fécaux, présence de salmonelles.

Si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations, en supprimer les causes. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe. Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

ARTICLE 9.2.6. SURVEILLANCE DE L'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT AU VOISINAGE DE L'INSTALLATION

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement, sous sa responsabilité et à ses frais. Ce programme concerne le suivi des retombées de dioxines/furannes et des métaux par analyse des concentrations de ces polluants sur des bio indicateurs passifs, et sera réalisé comme suit :

Surveillance de l'accumulation des polluants dans les sols

L'exploitant fait réaliser 2 fois par an (fin d'hiver et fin d'été) 5 prélèvements de sol dans 5 lieux différents et sur chacun d'eux il est effectué des analyses selon les dispositions suivantes :

Lieux de prélèvements	Nombres de prélèvements	Paramètres analysés	Fréquence
Zone de dépôts privilégiés définie dans l'étude de dispersion	2	Pb, Hg, Cr et HAP	2 fois/an
		Dioxines et furannes	1 fois/an
Dans un rayon de 2 km autour du site	3	Pb, Hg, Cr et HAP	2 fois/an
		Dioxines et furannes	1 fois/an

CHAPITRE 10.2 - RÉCAPITULATIF DES PRINCIPAUX CONTRÔLES À RÉALISER

Articles	Contrôles à effectuer	Périodicité du contrôle	
4.2.1	Relevé des consommations d'eau	Mensuelle	
4.4.4	Vidange du séparateur d'hydrocarbures	Tous les ans	
7.2.4, 7.3.2, 7.3.3, 7.3.4, 7.3.6, 7.5.3, 8.4.	Vérification des moyens de détection, de prévention et de lutte contre les risques : incendie, explosion, foudre, risque électrique, risque gaz, ammoniac...	Selon les textes en vigueur complétées des échéances fixées par le présent arrêté	
8.1.2.5	Contrôles à l'admission des déchets	Contrôles visuels systématiques, contrôles par sondage	
8.1.3	Portique de détection de la radioactivité	Annuelle	
8.2	Performance énergétique de l'installation	Annuelle	
9.2.1	Autosurveillance des émissions atmosphériques	Continue à semestrielle	
9.2.2	Autosurveillance des rejets dans l'eau	Eaux usées	Continue à semestrielle
		Eaux pluviales	2 fois par an
9.1.2	Mesures comparatives par un organisme externe	Une fois par an sur les émissions atmosphériques et le rejet des eaux industrielles	
9.2.3	Autosurveillance déchets produits	Selon les dispositions prévues dans les articles 8.1.6.2, 8.3 et 9.2.3.	
9.2.4	Niveaux sonores	Tous les trois ans	
9.2.5	Surveillance des eaux souterraines	Semestrielle (analyse partielle) et tous les deux ans (analyse complète).	
9.2.6	Surveillance de l'impact sur l'environnement	Une ou deux fois par an	

Surveillance des produits agricoles

L'exploitant fait réaliser une surveillance des produits agricoles dans l'environnement du site.

Pour cela il effectue des mesures annuelles qui doivent être réalisées entre juin et septembre dans les zones de retombées maximales des rejets atmosphériques définies dans l'étude de dispersion.

Ces mesures sont réalisées dans les types de végétaux suivants :

- Une production végétale destinée à l'alimentation humaine sur deux parcelles différentes,
- Une production végétale destinée à l'alimentation animale sur deux parcelles différentes.

Les paramètres analysés sont Hg, Cr, Pb et HAP. Ces mêmes paramètres sont également analysés sur un prélèvement de sol effectué à proximité de chaque prise d'échantillon de production végétale.

De plus l'exploitant fait réaliser semestriellement au moins une mesure de la teneur en dioxines et furannes du lait collecté dans les zones de retombées des rejets atmosphériques.

Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, choisis par l'exploitant.

Les résultats de ce programme de surveillance sont repris dans le rapport prévu à l'article 10.3.4 du présent arrêté et sont communiqués à la commission de suivi de site (CSS).

ARTICLE 9.2.7. PARAMÈTRES ET RATIOS COMPLÉMENTAIRES À ÉVALUER ANNUELLEMENT

L'exploitant évalue une fois par an, sur la base de la moyenne annuelle des valeurs mesurées et du tonnage admis dans l'année :

- les flux moyens annuels de substances faisant l'objet de limite de rejet aux chapitre 4.4 par tonne de déchets incinérés ;
- les flux moyens annuels produits de déchets issus de l'incinération énumérés à l'article 5.1.7 par tonne de déchets incinérés.

L'exploitant évalue également une fois par an :

- le pouvoir calorifique inférieur des déchets incinérés ;
- la performance énergétique de l'installation d'incinération (cf chapitre 8.2).

Il communique ces éléments à l'inspection des installations classées et en suit l'évolution.

TITRE 10 - CONSERVATION ET TRANSMISSION DES INFORMATIONS

CHAPITRE 10.1 - DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ainsi que les éléments prévus au chapitre 1.6 ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ;

Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Les documents visés dans le dernier alinéa ci-dessus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum, sauf mention spécifique prévue par les arrêtés en vigueur.

Les informations relatives aux déchets issus de l'installation et à leur élimination sont notamment conservées pendant toute la durée de l'exploitation.

CHAPITRE 10.3 - INFORMATIONS À TRANSMETTRE

ARTICLE 10.3.1. GIDAF

Conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement, sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions, sont transmis par l'exploitant par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet : GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes).

ARTICLE 10.3.2. GERE

L'exploitant adresse via l'application internet GERE, avant le 1^{er} avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :

- des utilisations d'eau : le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées ;
- de la masse annuelle des émissions de polluants (à minima ceux soumis à une auto-surveillance), suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées (GERE). La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement ;
- des déchets traités et produits.

L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 10.3.3. TRANSMISSIONS EN COURS D'ANNÉE À L'INSPECTION

Articles	Documents ou éléments à transmettre	Périodicités / échéances
2.4	Rapport circonstancié d'accident ou d'incident	Information immédiate Rapport sous 15 jours
3.3.3, 9.2.1.1	Mesures en continu et durée d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu.	Transmission dans le mois suivant les mesures.
9.2	Résultats ⁽¹⁾ d'analyses : <ul style="list-style-type: none"> * lorsque les mesures en continu prévues à l'article 9.2.1.1 montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée, au-delà des limites fixées à l'article 3.2.3, * en cas de dépassement des valeurs limites d'émission atmosphériques en ce qui concerne les mesures réalisées par un organisme tiers et les mesures en semi-continu réalisées sur les dioxines et furannes telles que définies à l'article 9.2.1, en cas de dépassement des valeurs limites de rejet dans l'eau en ce qui concerne les mesures définies à l'article 9.2.2. 	Transmission dans les meilleurs délais
8.1.5, 9.2	Rapport ⁽¹⁾ de synthèse trimestriel comportant : un bilan des déchets traités et des déchets produits sur le trimestre et en cumulé sur l'année en cours, les mesures de température de la chambre de combustion (8.1.5), <ul style="list-style-type: none"> * pour les rejets atmosphériques : mesures en continu et en semi-continu demandées à l'article 9.2.1, * pour les rejets aqueux : mesures en continu, à fréquence journalière ou mensuelle demandées à l'article 9.2.2, pour les déchets : l'ensemble des informations mentionnées à l'article 9.2.3. 	Transmission trimestrielle
9.2	Résultats ⁽¹⁾ ou rapports d'analyses comportant : Les mesures ponctuelles telles que définies aux articles 9.2.1 et 9.2.2, le rapport de l'impact sur les eaux souterraines (art. 9.2.5), le bilan de la surveillance de l'impact sur l'environnement (art. 9.2.6),	Transmission annuelle, dans le mois qui suit la rédaction des rapports
9.2.4	Rapport ⁽¹⁾ de mesure des niveaux sonores	Transmission tous les trois ans, dans le mois qui suit la rédaction des rapports

(1) Les rapports sont accompagnés, à chaque fois que cela semble pertinent, par une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus sur une période représentative du phénomène observé, avec tous commentaires utiles particulièrement sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Lorsque des résultats font pressager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement, l'exploitation informe sans délais l'inspection des installations classées.

ARTICLE 10.3.4. SYNTHÈSE ANNUELLE À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées avant le 1^{er} avril de chaque année un rapport d'activité relatif à l'année précédente comportant :

- une synthèse des informations visées à l'article 10.3.3 ;
- un bilan quantitatif et qualitatif de la valorisation des mâchefers ;
- le taux de valorisation annuel de l'énergie récupérée, défini comme le rapport de l'énergie valorisée annuellement sur l'énergie sortie chaudière produit annuellement, et présente le bilan énergétique global prenant en compte le flux de déchets entrant l'énergie sortie chaudière et l'énergie valorisée sous forme thermique ou électrique et effectivement consommée ou cédée à un tiers,
- l'évaluation de tous les paramètres mentionnés à l'article 9.2.7 ;
- tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public.

ARTICLE 10.3.5. DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES À TRANSMETTRE AU PRÉFET

Article 10.3.5.1. Information du public

Conformément à l'article R.125-2 de code de l'environnement, l'exploitant adresse chaque année au préfet du département et au maire de la commune d'implantation de son installation un dossier comprenant les documents précisés dans ce même article,

L'exploitant adresse également ce dossier à la commission de suivi de site de son installation, conformément au point II de l'article R.125-8 de code de l'environnement.

Un document unique peut regrouper les informations prévues aux articles 10.3.4 et 10.3.5.1.

Article 10.3.5.2. Autres éléments à transmettre au préfet

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
1.5	Attestation de constitution, de renouvellement et actualisation des garanties financières	Transmission du renouvellement de l'acte au moins 3 mois avant la date d'échéance Actualisation tous les 5 ans, ou dans les 6 mois suivant une augmentation de plus de 15 % de l'indice TP01
1.6.1	Porter à connaissance	À l'occasion de toute modification notable
1.6.5	Demande d'autorisation de changement d'exploitant	Dans les meilleurs délais
1.6.6	Notification de mise à l'arrêt définitif	3 mois avant l'arrêt définitif
1.9	Dossier de réexamen	Dans les 12 mois après la publication des conclusions sur les MTD.



PRÉFET DE L'OISE

Arrêté préfectoral rectifiant des erreurs matérielles de l'arrêté du 9 février 2018 portant enregistrement de l'installation de stockage de déchets inertes de la société Matériaux Routiers du Littoral (MRL) sur les communes de Néry et de Rully.

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7 et R.512-46-1 à R.512-46-30 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée aux articles R.511-9 à R.511-12 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 février 2018 portant enregistrement de l'installation de stockage de déchets inertes de la société Matériaux Routiers du Littoral (MRL) sur les communes de Rully et de Néry ;

Considérant que le tableau de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 9 février 2018 susvisé comporte trois erreurs matérielles concernant le volume de déchets admissibles indiqué au titre de la phase 4 qui est de 603 000 m³ et non de 603 500 m³, le volume total de déchets admissibles qui est de 2 174 000 m³ et non de 2 174 500 m³ et le volume maximal annuel de déchets admissibles sur site qui est de 108 700 m³ et non de 50 291 m³ ;

Considérant qu'il y a lieu de rectifier ces erreurs matérielles en reprenant le tableau de l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 9 février 2018 ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Le tableau de l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 9 février 2018 délivré à la société MRL est remplacé par le tableau ci-après :

Rubrique	Régime ⁽¹⁾	Libellé de la rubrique	Quantité de phase ⁽²⁾
2760-3	E	Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 3. Installation de stockage de déchets inertes	Différentes phases de durée unitaire de 5 ans à compter de la notification du présent arrêté : Phase 1 : 540 500 m ³ ; Phase 2 : 500 500 m ³ ; Phase 3 : 530 000 m ³ ; Phase 4 : 603 000 m ³ . soit un volume total de 2 174 000 m ³ sur une durée de 20 ans. Le volume maximal annuel de déchets admissibles sur site est fixé à 108 700 m ³

⁽¹⁾ E : Enregistrement

⁽²⁾ Déchets admissibles sur site sont visés par les rubriques déchets :17 05 04 et 20 02 02

ARTICLE 2 :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Néry et de Rully pendant une durée minimum d'un mois et déposé aux archives des mairies pour être mise à la disposition de toute personne intéressée.

Les maires de Néry et de Rully font connaître par procès-verbal, adressé au préfet de l'Oise, direction départementale des Territoires, l'accomplissement de cette formalité.

Une copie du présent arrêté est adressée également, pour information, au conseil municipal de Trumilly.

L'arrêté fait l'objet d'une publication sur le site Internet des services de l'État dans l'Oise (www.oise.gouv.fr), notamment au recueil des actes administratifs (www.oise.gouv.fr /Publications/Publications-legales), pendant une durée minimale d'un mois.

ARTICLE 3 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Senlis, les maires de Néry et de Rully, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France, le directeur départemental des Territoires de l'Oise, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 28 FEV. 2018

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général

Dominique LEPIDI

LS

LS



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'OISE

**Arrêté d'enregistrement délivré à la société VKB ENVIRONNEMENT
en vue de réglementer les installations de broyage, concassage et de criblage
qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Pontpoint**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30 ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc. relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la demande présentée le 20 mars 2017, complétée le 10 août 2017, par la société VKB ENVIRONNEMENT pour l'enregistrement d'installations de broyage, concassage, criblage (répertoriées sous la rubrique n° 2515-1 de la nomenclature des installations classées) sur le territoire de la commune de Pontpoint ;

Vu le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé dont l'aménagement n'est pas sollicité ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 septembre 2017 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2017 prorogeant le délai à statuer jusqu'au 10 mars 2018 ;

Vu le registre de consultation publique parvenu à la direction départementale des Territoires de l'Oise le 10 novembre 2017 ;

Vu la délibération du 20 novembre 2017 du conseil municipal de la commune de Pontpoint ;

Vu l'avis du propriétaire sur la proposition d'usage futur du site ;

Vu l'avis du maire sur la proposition d'usage futur du site ;

Vu le rapport du 12 décembre 2017 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 23 janvier 2018 ;

Vu le projet d'arrêté transmis pour avis à l'exploitant le 23 février 2018 ;

Vu la réponse de l'exploitant par mail du 23 février 2018 ;

Considérant que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales de l'arrêté de prescriptions générales susvisé ;

Considérant que les circonstances locales, notamment la présence sur une partie des parcelles abritant l'installation d'un espace boisé classé, une zone naturelle forestière, et la présence de la rivière Oise, nécessitent les prescriptions particulières suivantes pour la protection des intérêts listés à l'art.L.511-1 du code de l'environnement en particulier : articles 2.1.1, 2.1.2 et 2.1.3 du titre 2 du présent arrêté ;

Considérant que la demande précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif de l'installation, dévolu à l'usage industriel ;

Considérant que l'emplacement choisi par le demandeur au regard de l'occupation des sols existant, de la richesse relative, de la qualité et de la capacité de régénération des ressources naturelles de la zone, de la capacité de charge de l'environnement naturel ne justifie pas une analyse plus poussée de l'acceptabilité du projet ;

Considérant que l'examen du dossier auprès de l'administration démontre que le cumul d'impact du projet n'est pas de nature à présenter un impact négatif notable sur l'environnement ;

Considérant que le pétitionnaire n'a pas demandé d'aménagement aux prescriptions générales ;

Considérant que le basculement en procédure autorisation n'a pas été prononcé dans les 30 jours qui ont suivi la fin de la consultation du public ;

Considérant que ces éléments conduisent à instruire le dossier selon la procédure classique « enregistrement » ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Les installations de broyage, concassage, criblage de la société VKB ENVIRONNEMENT représentée par M. Jean Louis Marcel Marc Van De Kappelle, exploitées au Chemin des Cerisiers Roussel sur le territoire de la commune de Ponpoint, sont enregistrées.

Article 2 :

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ANNEXE I
de l'arrêté préfectoral du 28 février 2018 d'enregistrement délivré à la société VKB
ENVIRONNEMENT en vue de réglementer les installations de broyage, concassage et de criblage
qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Pontpoint

TITRE I. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1. PORTÉE DE L'ENREGISTREMENT

ARTICLE 1.1.1. PÉREMPTION

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans.

Le délai de mise en service est suspendu jusqu'à la notification de la décision administrative ou à l'exploitant dans les deux premières hypothèses, d'une décision devenue définitive ou, dans la troisième, irrévocable en cas de :

- 1° Recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'enregistrement ;
- 2° Recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire ;
- 3° Recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire ayant fait l'objet d'un dépôt de demande simultané conformément au premier alinéa de l'article L.512-15 du code de l'environnement.

Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.

CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique Régim.	Libellé de la rubrique	Débit (en kW)
2515-1	1. Installation de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2.	237 kW
	- 1 broyeur concasseur de puissance 161 kW	
	- 1 cribleur de puissance 76 kW	
	Puissance totale : 237 kW	
	La puissance installée des installations, étant :	
	b) Supérieure à 200 kW, mais inférieure ou égale 500 kW	

(1) E : Enregistrement

Article 3 :

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté sera affichée à la mairie de Pontpoint, pendant une durée minimum d'un mois et sera déposée aux archives de la mairie pour être mise à la disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Pontpoint attestera par procès verbal, adressé au préfet de l'Oise, direction départementale des Territoires, l'accomplissement de cette formalité.

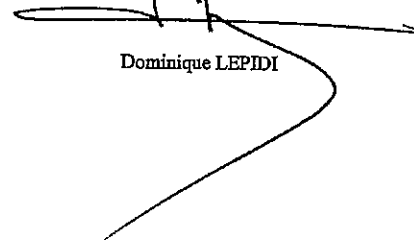
L'arrêté fera également l'objet d'une publication sur le site Internet des services de l'État dans l'Oise (www.oise.gouv.fr) et dans le recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

Article 4

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Senlis, le maire de Pontpoint, le directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Hauts-de-France, le directeur départemental des Territoires de l'Oise, l'Inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 28 FEV. 2018

Pour le Préfet
et par délégation
le Secrétaire Général



Dominique LEPIDI

Destinataires

- Société VKB ENVIRONNEMENT
- M. le Sous-Préfet de Senlis
- M. le Maire de Pontpoint
- M. le Directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France
- M. l'Inspecteur de l'environnement
- s/c M. le Chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France
- Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles
Pontpoint	n°s 157, 161, 625, 2060, 2098 de la section B

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande d'enregistrement du 20 mars 2017, complété le 10 2017.

Elles respectent les dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicables.

CHAPITRE 1.4. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF (NOUVEAU SITE)

ARTICLE 1.4.4. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, pour un usage industriel.

CHAPITRE 1.5. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

ARTICLE 1.5.1. PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions associées à l'enregistrement se substituent à celles du récépissé de déclaration du 21 octobre 2011 qui sont abrogées.

ARTICLE 1.5.2. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

S'appliquent à l'établissement les prescriptions du texte suivant : Arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc. relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 1.5.4. RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS

Les prescriptions générales qui s'appliquent à l'établissement pour son exploitation sont renforcées par celles du Titre 2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté.

CHAPITRE 2.1. RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Pour la protection de l'espace boisé classé (EBC), ainsi que de la zone naturelle et forestière, les prescriptions générales applicables aux installations sont renforcées par celles des articles 2.1.1 à 2.1.2 ci-après.

Pour éviter le risque de pollution de la rivière Oise en cas de crue, les prescriptions générales sont renforcées par l'article 2.1.3.

ARTICLE 2.1.1. INTERDICTION D'EXERCER UNE ACTIVITÉ SUR L'ESPACE BOISÉ CLASSÉ

Aucune activité ne doit être exercée sur la partie de la parcelle n° 2098 de la section B située dans l'espace boisé classé.

Le périmètre de l'espace boisé classé ainsi que l'emplacement des installations sont répertoriés sur un plan. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement.

ARTICLE 2.1.2. INTERDICTION D'EXERCER UNE ACTIVITÉ EN ZONE NATURELLE ET FORESTIÈRE

Aucune activité ne doit être exercée sur la partie des parcelles 157, 625 et 2098 section B située en zone N.

Le périmètre de la zone N ainsi que l'emplacement des installations sont répertoriés sur un plan. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement.

ARTICLE 2.1.3. RIVIÈRE OISE

L'installation est clôturée à sa périphérie.

La partie de clôture frontalière avec la rivière Oise permet l'écoulement des eaux et empêche le départ des déchets en cas de crue.



PRÉFET DE L'OISE

Arrêté autorisant l'extension des activités
de l'établissement d'élevage bovin de l'EARL DE L'AULNOIS à Glatigny

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de La Légion d'Honneur

- Vu le code de l'environnement et notamment son titre I^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée aux articles R. 511-9 à R. 511-10 du code de l'environnement ;
- Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;
- Vu le décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale ;
- Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous les rubriques n°s 2101, 2102 et 2111 ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 13 février 2004 délivré M. Alain GILLE réglementant le fonctionnement de son établissement d'élevage bovin à Glatigny ;
- Vu la demande présentée le 3 avril 2017 et complétée le 22 août 2017 par l'EARL DE L'AULNOIS en vue de déclarer l'extension de son élevage bovin à Glatigny ;
- Vu l'avis du service de l'eau de l'environnement et de la forêt de la direction départementale des Territoires du 30 août 2017 et du service départemental d'incendie et de secours du 31 août 2017 ;
- Vu la preuve de dépôt délivrée à l'EARL DE L'AULNOIS prenant acte de la déclaration de changement d'exploitant souscrite le 19 décembre 2017 ;
- Vu le dossier produit à l'appui de la demande susvisée ;
- Vu l'avis du service de l'eau de l'environnement et de la forêt de la direction départementale des Territoires de l'Oise du 25 avril 2017 et du service départemental d'incendie et de secours du 21 avril 2017 ;
- Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 16 août 2017 ;
- Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 22 novembre 2017 ;
- Vu le projet d'arrêté communiqué à l'exploitant le 17 janvier 2018 qui n'a émis aucune observation dans le délai réglementaire consenti ;

Considérant qu'il convient, conformément à l'article L. 512-12 du code de l'environnement, d'imposer toutes les conditions d'installation et d'exploitation de l'établissement de nature à assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment la commodité du voisinage, la santé et la salubrité publiques ;

Le pétitionnaire entendu ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

L'article 1 de l'arrêté préfectoral du 13 février 2004 est modifié comme suit :

Sous réserve des droits des tiers, est délivré le présent arrêté complémentaire à l'arrêté du 13 février 2004 relatif à l'extension de l'établissement d'élevage de l'EARL DE L'AULNOIS à Glatigny.

ARTICLE 2 :

L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 13 février 2004 est modifié comme suit :

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou gibiers à plumes et de porcs soumis à déclaration au titre du livre V du code de l'environnement s'appliquent à l'établissement de l'EARL DE L'AULNOIS à Glatigny.

L'établissement est rangé sous la rubrique :

- Rubrique 2101-2c relative aux établissements d'élevage, vente, transit, etc. de vaches laitières, lorsque le nombre d'animaux en présence simultanée est compris entre 50 et 150 animaux, relevant du régime de la déclaration.

La capacité maximale de l'élevage est de :

- 95 vaches laitières,
- 10 vaches allaitantes,
- 79 génisses,
- 42 bovins à l'engraissement,
- 20 veaux de 0 à 6 mois.

A l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 13 février 2004 est ajouté :

Font l'objet de la présente dérogation :

- le silo situé à 98 m d'une habitation occupée par des tiers.

A l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 13 février 2004 est ajouté :

Les mesures compensatoires sont :

- les litières, la fosse, la fumière ne sont pas curées les samedis, dimanches et jours fériés ;
- pas d'épandage les samedis, dimanches et jours fériés ;
- l'échappement de la pompe de la machine à traire est équipé d'un silencieux et est dirigé vers un local technique.

L'article 5 de l'arrêté préfectoral du 13 février 2004 est modifié comme suit :

L'épandage est pratiqué à l'intérieur du périmètre délimité sur le plan d'épandage joint à la déclaration.

Le plan d'épandage représente une superficie de 101,01 ha pour les fumiers et pour les lisiers et purins.

ARTICLE 3 :

Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation utiles.

ARTICLE 4 :

L'exploitant doit déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement des installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 5 :

En cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

ARTICLE 6 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts protégés dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

2° Par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

ARTICLE 7 :

Un extrait du présent arrêté est affichée en mairie de Glatigny pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Glatigny fait connaître par procès-verbal, adressé au préfet de l'Oise, direction départementale des Territoires, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté fait l'objet d'une publication sur le site internet « les services de l'Etat dans l'Oise » (www.oise.gouv.fr), pendant une durée minimale d'un mois, notamment au recueil des actes administratifs (www.oise.gouv.fr/publications/publications-legales).

ARTICLE 8 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de Glatigny, la directrice adjointe départementale de la protection des populations de l'Oise, le directeur départemental des Territoires de l'Oise, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 28 FEV. 2018

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général

Dominique LEPIDI

Destinataires

EARL DE L'AULNOIS
1, rue Binet
60650 GLATIGNY

S/c de Monsieur le Maire de Glatigny

Madame l'inspectrice, Monsieur l'inspecteur de l'environnement
S/c de Madame la directrice adjointe départementale de la protection des populations de l'Oise

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours

Monsieur le directeur départemental des territoires/SAUE

DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

**EARL DE L'AULNOIS
GLATIGNY
SITE 1 - GLATIGNY
1/1250°
EXISTANT**

Département :
OISE

Commune :
GLATIGNY

Section : B
Feuille : 000 B 01

Echelle d'origine : 1/1250
Echelle d'édition : 1/1250

Date d'édition : 28/02/2017
(bureau central de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49

Le plan visuelisé sur cet extrait est géré par le
bureau des Impôts foncier suivant :

BOLE TOPOGRAPHIQUE 29 RUE DU

BOCTEUR GERARD 60018

10018 BEAUVAIS CEDEX

N. 03-44-79-54-42 - Fax. 03-44-79-55-17

df.beauvais@dfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr
2016 Ministère de l'Économie et des Finances

DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

**EARL DE L'AULNOIS
GLATIGNY
SITE 1 - GLATIGNY
1/1250°
PROJET**

Département :
OISE

Commune :
GLATIGNY

Section : B
Feuille : 000 B 01

Echelle d'origine : 1/1250
Echelle d'édition : 1/1250

Date d'édition : 28/02/2017
(bureau central de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49

Le plan visuelisé sur cet extrait est géré par le
bureau des Impôts foncier suivant :

EAUVAIS

BOLE TOPOGRAPHIQUE 29 RUE DU

BOCTEUR GERARD 60018

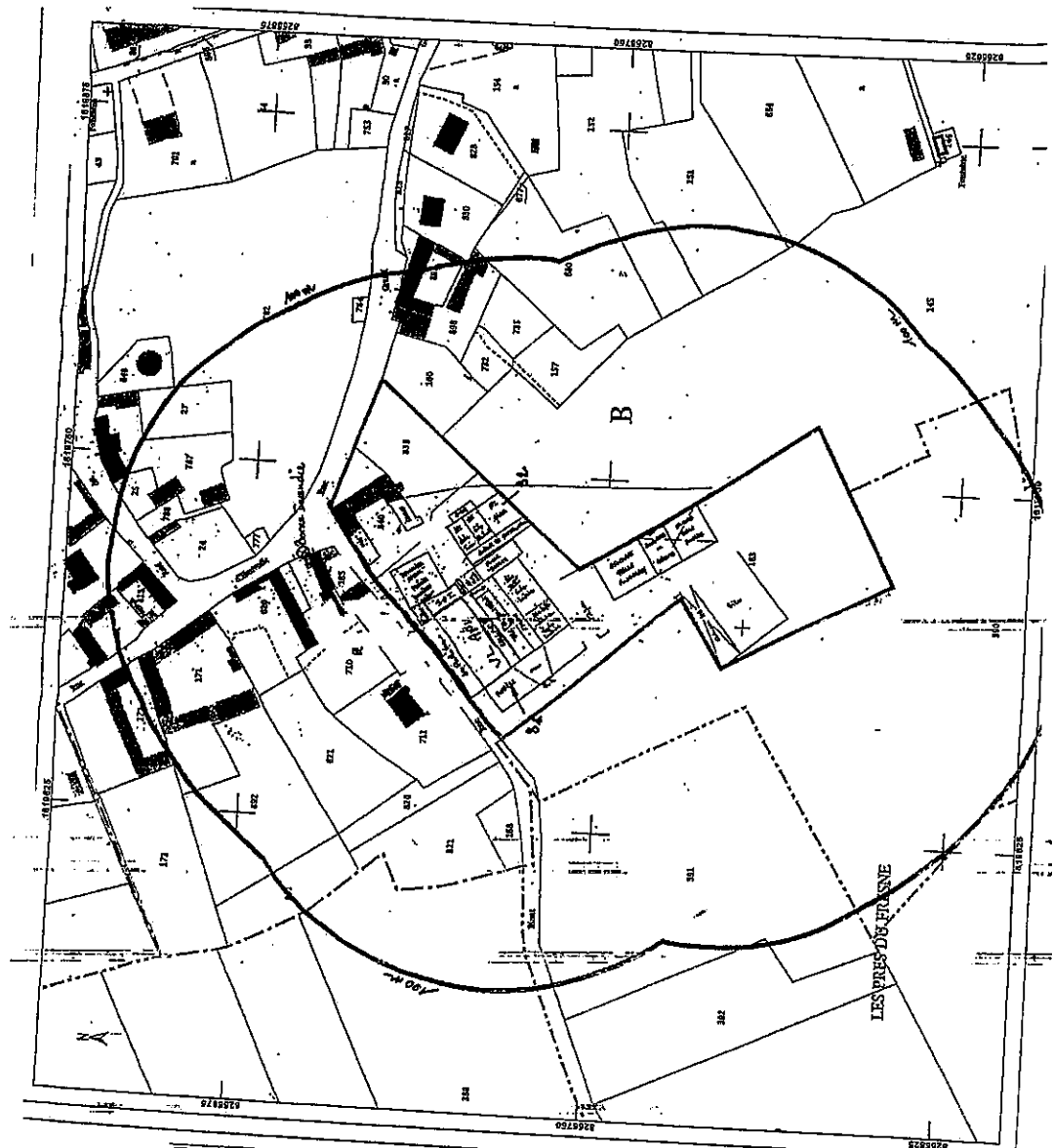
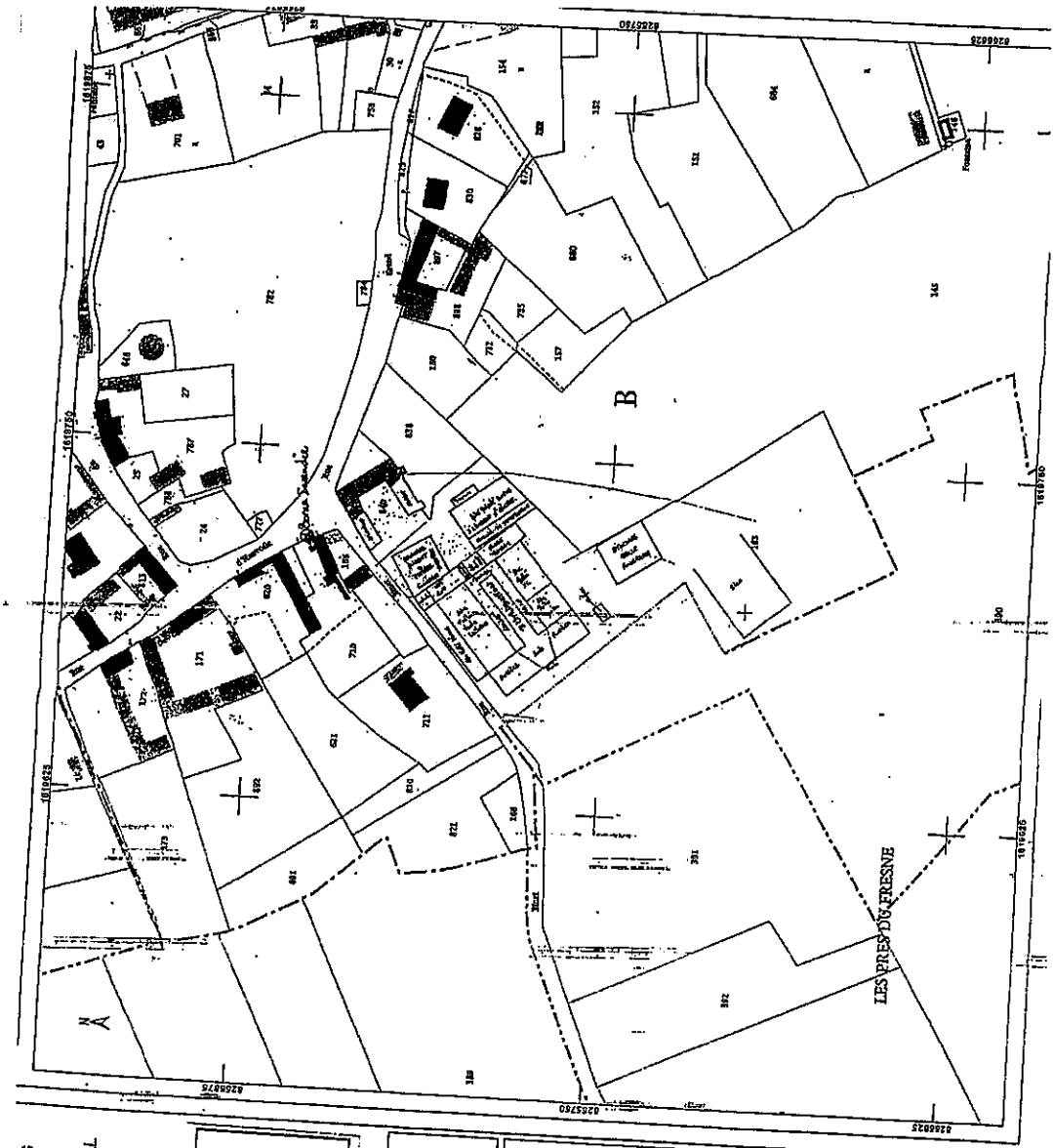
10018 BEAUVAIS CEDEX

N. 03-44-79-54-42 - Fax. 03-44-79-55-17

df.beauvais@dfip.finances.gouv.fr

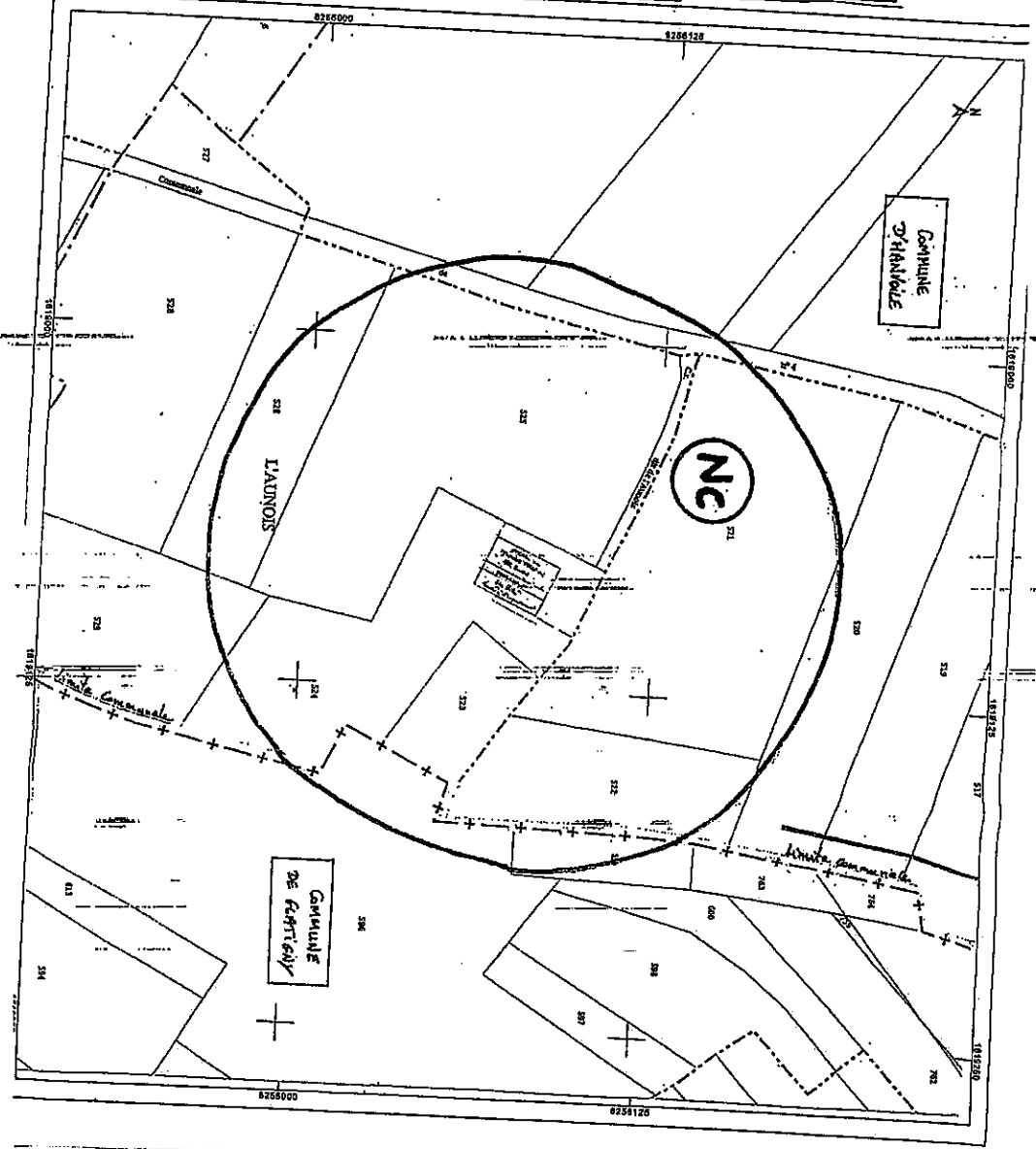
Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr
2016 Ministère de l'Économie et des Finances

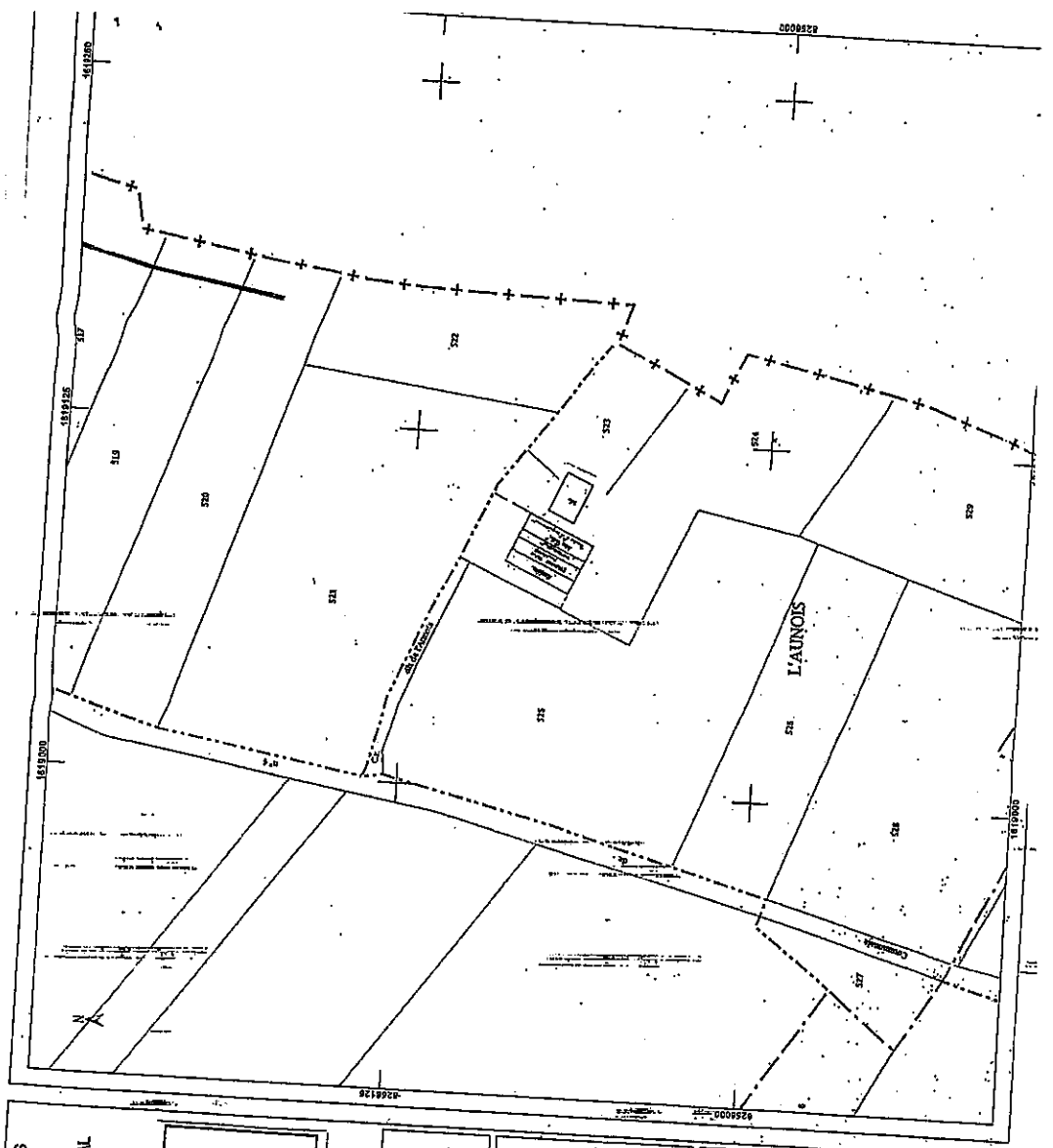


**EARL DE L'AULOIS
GLATIGNY
SITE 2 - HANVOILE
1/1250°
PROJET**

Département :
C03
Commune :
HANVOILE
Section :
C
Folio :
000 C 03
Jusé de plan : 1/2500
Jusé d'édition : 1/1250
N° de dossier : 28002017
Bureau :
Bureau de Plan
Coordonnées en projection : RGF38CC19
Le plan visuelisé sur cet extrait est géré par le
service des Impôts foncier suivant :
LE TOPOGRAPHIQUE 29 RUE DU
DOCTEUR GERARD 60018
BEAUVAIS CEDEX
03-44-79-54-42 - fax 03-44-79-55-17
ca@bva.nat@dgfip.finances.gouv.fr
coordonnées.gouv.fr
6 Ministère de l'Économie et des Finances



168



**EARL DE L'AULOIS
GLATIGNY
SITE 2 - HANVOILE
1/1250°
EXISTANT**

Département :
C03
Commune :
HANVOILE
Section :
C
Folio :
000 C 03
Échelle d'origine : 1/2500
Échelle d'édition : 1/1250
Date d'édition : 28/03/2017
(Bureau Impôts de Paris)
Coordonnées en projection : RGF38CC19
Le plan visuelisé sur cet extrait est géré par le
service des Impôts foncier suivant :
BEAUVAIS
POLE TOPOGRAPHIQUE 29 RUE DU
DOCTEUR GERARD 60018
BEAUVAIS CEDEX
03-44-79-54-42 - fax 03-44-79-55-17
ca@bva.nat@dgfip.finances.gouv.fr
coordonnées.gouv.fr
6 Ministère de l'Économie et des Finances

165

TABEAU RECAPITULATIF DU PARCELLAIRE D'EPANDAGE
EARL DE JAILLOIS

N° lot	Surface totale			Surface d'épandage fumier			Surface d'épandage lisier			
	Surface de l'ilot	Surface en terres labourables TL	Surface toujours en herbe STH	Surface épandable TL	Surface non épandable STH	Surface non épandable TL	Surface épandable TL	Surface non épandable STH	Surface non épandable TL	motif d'exclusion
1	0,82			0,82						
2	0,9			0,9			0,92			
3	2,07			0,9			0,9			
4	1,54			2,07						
5	0,36		1,54	0						
6	0,88		0,36	1,54			0,36			
7	0,51		0,68	0,68			0,68			
8	11,59			11,59			0,51			2,07 HAB
9	3,03			3,03			11,59			
10	0,12			0,12			3,03			
11	0,44			0,44			0,12			
12	0,72		0,72	0,44			0,44			
13	4,66		4,66	0,72			0,72			
14	6,12		6,12	4,66			4,66			
15	1,71		1,71	6,12			6,12			
16	0,82		0,82	1,71			1,71			
17	0,65		0,65	0,82			0,82			PPE non permanent
18	12,54		6,98	0,65			0,65			
19	8,19		3	12,54		5,86	12,54			
20	6,98		6,98	5,19		5,19	8,19			
21	2,49		2,49	6,98			6,98			
22	1,47		1,47	2,49			2,49			
23	0,52		0,52	1,47			1,47			
24	0,82		0,82	0,52			0,52			
25	0,59		0,59	0,82		0,82	0,52			
26	1,7		1,7	0,59			0			
27	0,44		0,44	1,7			0,59			0,82 HAB
28	1,26		1,26	0,44			0,6			
29	2,4		2,4	1,26			0,44			
30	1		1	2,4			1,26			1,1 HAB
31	4,12		4,12	1			2,4			
32	3,68		3,68	4,12		4,12	3,62			
				3,68		3,68	3,68			

Sur les 104s N° : 37

Le lisier ne peut pas être épandu à moins de 50 m des habitations

Surface totale labourable	107,06 Ha
Surface totale prairies	54,29 Ha
Surface totale épandage fumier	52,77 Ha
Surface totale épandage lisier	101,01 Ha

37

Le fumier peut être épandu à moins de 100 m des habitations, à condition que celui-ci soit entoué sous 24 heures

Le lisier peut être épandu entre 60 et 100 m des habitations, à condition que celui-ci soit entoué sous 12 heures.

Le demandeur soussigné, Alain GILLES certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements fournis sur le présent demande.

Le 6 Juin 2005

à GLATIGNY

33	6,87	5,18	1,69	6,87			6,87			
34	1,65	1,65		1,65						
35	3,31	0,8	2,51	3,31			6,87			
36	1,77	1,77		1,77			1,65			
37	3,87	3,87		3,87			3,31			
38	0,91	0	0,91	0			1,77			
39	3,73		3,73	0			3,87			
		54,29	52,77	3,08			0			
	107,06	101,01	101,01	101,01			0,91 HAB			
							0,65 HAB			
							6,05			
							101,01			
							3,62			
							3,68			
							0,52			
							1			
							0,5 HAB			
							0,82 HAB			
							1,1 HAB			
							0,44			
							1,26			
							2,4			
							1			
							4,12			
							3,68			
							3,68			
							0,52			
							3,62			
							3,68			
							0,5 HAB			
							PPE non permanent			
							3,62			
							3,68			
							0,5 HAB			
							PPE non permanent			
							0,82 HAB			
							1,1 HAB			
							0,44			
							1,26			
							2,4			
							1			
							4,12			
							3,68			

Motifs d'exclusion	
PPE : Proximité Point d'Eaux	
PAH : Proximité d'Activité Humaine	
PPC : Proximité Périmètre de Captage	
PZA : Proximité Zone Agricole	
Motifs d'exclusion	
Inond : Parcelles Inondables	
Hydrom : Parcelles Hydromorphes	
AU : Autres utilisations	

268

Exploitations engagées

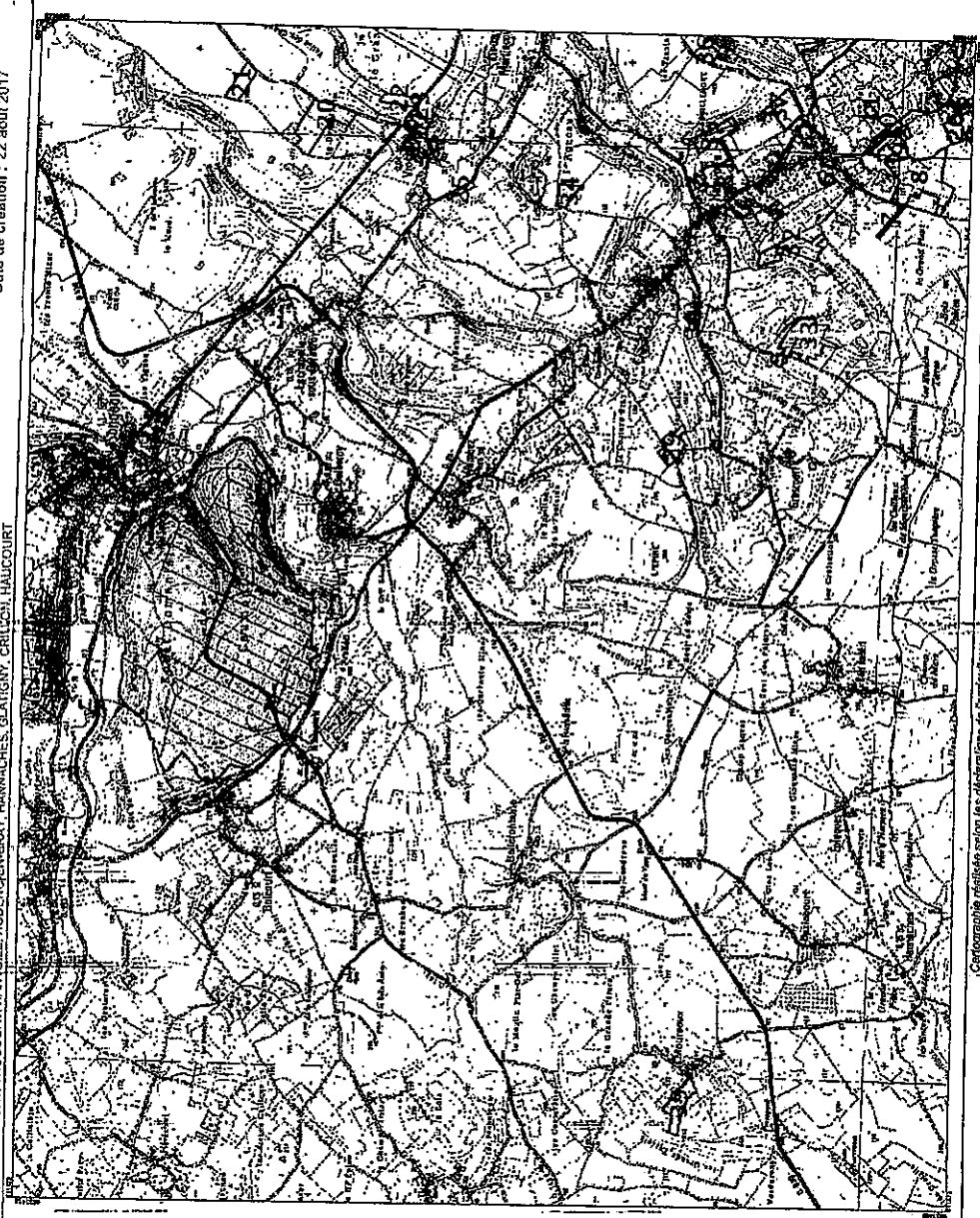
- Parcelaire engagé
- Ligne rivi.
- Unité cadastrale d'épandage de polluant
- Unité cadastrale d'épandage de produit
- Exploitations
- EARL DE L'AULNOIS



Cartographie réalisée selon les données de l'agriculteur

Exploitations engagées

- Parcelaire engagé
- Ligne rivi.
- Unité cadastrale d'épandage de polluant
- Unité cadastrale d'épandage de produit
- Exploitations
- EARL DE L'AULNOIS



Cartographie réalisée selon les données de l'agriculteur

Date de création : 22 août 2017

PIERRE d'épandage de EARL DE L'AULNOIS, commune de GLATIGNY
Commune(s) concerné(s) : SEVANTY, MARTINCOURT, VROCOURT, HANVOILE, RODEVIC-ELUEBAY, HANVACHES, GLATIGNY, CEILLON, HAUCOURT



Cartographie réalisée selon les observations de l'agriculteur

Exploitations engagées

- Parcelles engagées
- Lignes d'eau
- Lignes de clôture
- Lignes de clôture de protection
- Lignes de clôture d'épandage de paille
- Exploitations
- EARL DE L'AULNOIS

Echelle : 1/50000
N 000 000
1000 2000 3000 4000 5000
1:100000
1:200000
1:500000

-172

MISE A DISPOSITION DE TERRAINS D'EPANDAGE

Je, soussigné Gaëc Buisse Doucet
 représentant de - exploitant à titre individuel (1)
 adresse : 29 Rue de Marais
 code postal : 60380 commune : Grémerville
 déclare autoriser pour une durée de années l'épandage des lisiers, fumiers, autres effluents (1) provenant
 de l'élevage de Fau de Aulnois
 adresse : 1 Rue Biset
 code postal : 60550 commune : Glatigny

sur une surface totale épandage de 116,15 Ha telle qu'apparaissant sur le tableau ci-dessous :

N° d'ilot	Commune	N° de section	Références cadastrales	Surface totale		Surface d'épandage		Motif d'exclusion (2)
				Terres labourables	Surface toujours en herbe	Surface épandage	Surface non épandage	
57	Saignies			10,86	3,64	13,63	0,81	PAH
58	Saignies			13,16		10,31	8,81	Paste PAH
59	Saignies			37,74		37,61	0,13	TEC
60	Saignies			22,43		22,43		
61	Saignies			25,96		24,03	1,93	Paste, TEC
TOTAL				116,15				

Les parcelles faisant l'objet d'autres contrats de mise à disposition (boues de station, effluents d'industrie, effluents d'autre élevages que celui du bénéficiaire de la présente convention) ne pourront recevoir qu'un seul type d'effluent par année culturale.

A Enetog le 6 mai 2015

Signature: [Signature]
 20, rue de la ...
 PIERCY

[Signature]

(1) : rayer la (les) mentions inutiles
 (2) : motifs d'exclusion
 PFE: Proximité de point d'eau
 PAH: Proximité d'activité humaine

Pi: Parcelles inondables
 Phy: Parcelles hydrographiques

-175

Arrêté préfectoral complémentaire prorogeant le délai de mise en service
du parc éolien de la société PARC ÉOLIEN NORDEX XXVIII SAS
sur les communes de Noyers-Saint-Martin et Bucamps

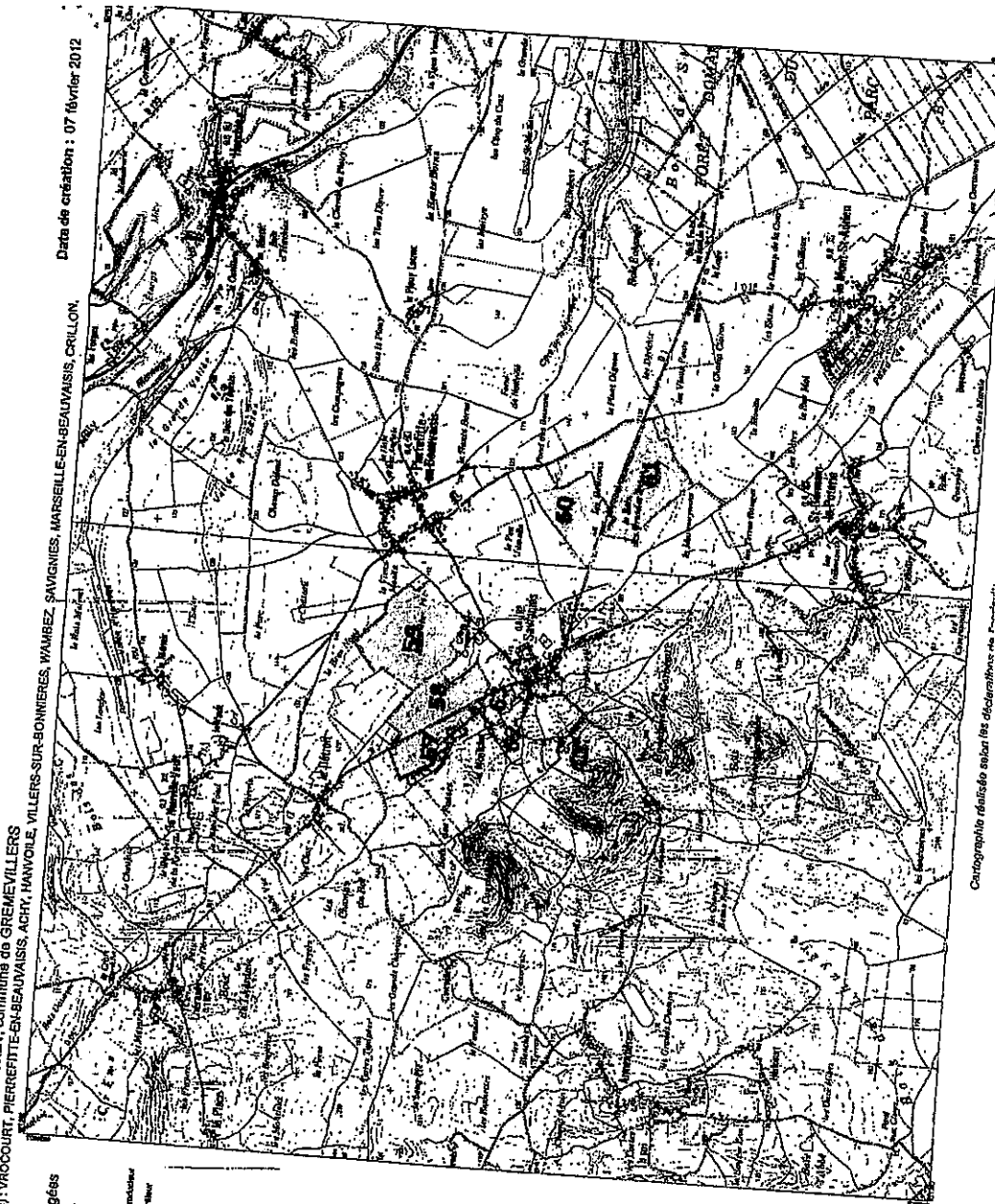
LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'Honneur

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles R.181-44, R.181-48 et R.515-109 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L.231-1 et L.232-2 ;
- Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu le décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2014 autorisant la société PARC ÉOLIEN NORDEX XXVIII SAS à exploiter une installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent regroupant quatre aérogénérateurs et un poste de livraison sur le territoire des communes de Noyers-Saint-Martin et Bucamps ;
- Vu la demande de prorogation du délai de mise en service du parc éolien autorisé, formulée par courrier du 25 avril 2017 par la société PARC ÉOLIEN NORDEX XXVIII SAS, dont le siège social est situé 194 avenue du Président Wilson à La Plaine Saint-Denis (93210) ;
- Vu les pièces du dossier joint à la demande visée ci-dessus ;
- Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 16 janvier 2018 ;

Considérant qu'en application de l'article R.181-48 du code de l'environnement l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 juillet 2014 délivré à la société PARC ÉOLIEN NORDEX XXVIII SAS cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans à compter du jour de notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai ;

Considérant qu'en application de l'article R.515-109 du code de l'environnement, les délais mentionnés aux premiers alinéas des articles R.181-48 et R.512-74 peuvent être prorogés dans la limite d'un délai total de dix ans, incluant le délai initial de trois ans, par le représentant de l'État dans le département, sur demande de l'exploitant, en l'absence de changement substantiel de circonstances de fait et de droit ayant fondé l'autorisation ou la déclaration, lorsque, pour des raisons indépendantes de sa volonté, l'exploitant ne peut mettre en service son installation dans ce délai ;

Considérant l'absence de réponse du préfet dans le délai de deux mois prévu à l'article L.231-1 susvisé à la demande de prorogation jusqu'au 31 juillet 2020 du délai de mise en service formulée le 25 avril 2017 par la société PARC ÉOLIEN NORDEX XXVIII SAS ;



Cartographie réalisée selon les délimitations de l'Etat

Date de création : 07 février 2012

Communes concernées : VROCOURT, PIERREFITTE-EN-BEAUVAISIS, AGRY, HANVOILE, VILLERS-SUR-BONNIERES, WAMBREZ, SAVIGNIES, MARSEILLE-EN-BEAUVAISIS, CRILLON, GREMEVILLERS

Exploitations engagées

- Parcelles engagées
- Unité éolien
- Unité éolien d'appoint de production
- Unité éolien d'appoint de réserve
- Exploitation
- GREMEVILLE

GREMEVILLE
28, rue du Maréchal
FRÉDÉRIC
80300 GREMEVILLE
RCS 440 085 546 010

16/01/2012

[Signature]

Echelle : 1/25000
N
100m
1:25000
N
100m

-173-

-176-

Considérant qu'en application de l'article L.231-1 du code des relations entre le public et l'administration, l'absence de décision du représentant de l'État dans le département dans les deux mois suite à la réception de la demande de prorogation du délai de mise en service formulée le 25 avril 2017 par la société PARC ÉOLIEN NORDEX XXVIII SAS vaut décision d'acceptation ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Décision

Le délai de mise en service du parc éolien, composé de quatre aérogénérateurs et d'un poste de livraison, de la société PARC ÉOLIEN NORDEX XXVIII SAS sur le territoire des communes de Noyers-Saint-Martin et Bucamps, est prorogé jusqu'au 31 décembre 2020.

ARTICLE 2 : Publicité

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairies de Noyers-Saint-Martin et Bucamps pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives des mairies pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Les maires de Noyers-Saint-Martin et Bucamps font connaître par procès-verbal, adressé au préfet de l'Oise, direction départementale des Territoires, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté fait également l'objet d'une publication, pendant une durée minimale d'un mois, sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » (www.oise.gouv.fr), notamment au recueil des actes administratifs (www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales).

ARTICLE 3 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, la secrétaire générale adjointe chargée de l'arrondissement de Clermont, les maires de Noyers-Saint-Martin et Bucamps, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France, le directeur départemental des territoires de l'Oise, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Beauvais, le 28 FEV 2018

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général

Dominique LEPIDI

Destinataires :

Société PARC ÉOLIEN NORDEX XXVIII SAS
194 avenue du Président Wilson
93210 LA PLAINE-SAINT-DENIS

Madame la secrétaire générale adjointe chargée de l'arrondissement de Clermont

Monsieur le Maire de Noyers-Saint-Martin

Monsieur le Maire de Bucamps

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

Monsieur l'inspecteur de l'environnement
S/c de Monsieur le chef de l'Unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

Destinataires :

Arrêté prorogeant de quatre mois la durée de la phase d'examen de la demande d'autorisation environnementale unique d'exploiter une carrière sur les communes de Rochy-Condé, Warluis et Bailleul-sur-Thérain déposée par la société Carrières CHOUVET

Le Préfet de l'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire ;

Vu les articles R. 181-17 et R. 181-28 du code de l'environnement ;

Vu le dossier de demande d'autorisation environnementale unique déposé le 13 avril 2017 par la société Carrières CHOUVET, dont le siège social est situé Route de Villers-sur-Thère à Therdonne, concernant l'exploitation d'une carrière sur le territoire des communes de Rochy-Condé, Warluis et Bailleul-sur-Thérain ;

Vu la demande de dérogation aux mesures de protection de la faune et de la flore sauvage incluse au dossier de demande d'autorisation environnementale précitée ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées du 13 juin 2017 informant la société Carrières CHOUVET, de l'incomplétude de son dossier ;

Vu les compléments déposés par la société Carrières Chouvet le 12 décembre 2017 ;

Vu la saisine du conseil national de la protection de la nature du 16 février 2018 ;

Vu le courriel du 20 février 2018 par lequel la société Carrières Chouvet donne son accord pour la prolongation du délai de la phase d'examen du projet susvisé ;

Considérant que le dossier de demande d'autorisation environnementale unique déposé le 13 avril 2017 comporte une demande de dérogation d'espèces protégées qui porte à 5 mois (soit 180 jours) le délai de la phase d'examen conformément à l'article R. 181-17 du code de l'environnement ;

Considérant que la demande de compléments a été réalisée dans les 61 jours suivants le dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale unique déposé le 13 avril 2017 ;

Considérant qu'au dépôt des compléments le 12 décembre 2017, la saisine du conseil national pour la protection de la nature concernant la dérogation d'espèces protégées a été réalisée le 16 février 2018 soit 66 jours sur les 89 jours restants ;

Considérant que le Conseil national pour la protection de la nature dispose, conformément à l'article R. 181-28 du code de l'environnement, de 60 jours pour donner son avis ;

Considérant que ce délai est incompatible avec les jours restants de la phase d'examen ;

Considérant que la consultation du conseil national de la protection de la nature rend nécessaire un nouveau délai pour permettre à l'inspection des installations classées de rendre son rapport de recevabilité avant le lancement de la procédure d'enquête publique ;

Considérant que l'article R. 181-17 du code de l'environnement prévoit que le préfet peut prolonger pour une durée d'au plus quatre mois la phase d'examen de la demande d'autorisation environnementale ;

Considérant que la consultation précitée nécessite la prolongation du délai d'instruction de la demande ;

Sur proposition du Directeur départemental des Territoires de l'Oise,

ARRÊTÉ

Article 1 :

La durée de la phase d'examen de la demande d'autorisation environnementale unique d'exploiter une carrière sur le territoire des communes de Rochy-Condé, Warluis et Bailleul-sur-Thérain déposée le 13 avril 2017 par la société Carrières CHOUVET, dont le siège social est situé Route de Villers-sur-Thère à Therdonne, est portée à neuf mois, conformément aux dispositions des articles R. 181-17 et R. 181-32 du code de l'environnement.

Article 2 :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif d'Amiens.

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts protégés, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

2° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2 du présent article.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 3 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le directeur départemental des territoires de l'Oise, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et les maires de Rochy-Condé, Warluis, Bailleul-sur-Thérain sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Beauvais, le 02 MARS 2018

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général


Dominique LEPIDI

Destinataires :

Destinataires :

Société Carrières Chouvet

Mme et M. les Maires de Rochoy-Condé, Warluis et Bailleul-sur-Thérain

M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

M. le Chef de l'unité départementale de l'Oise de la DREAL



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'OISE

**ARRÊTÉ MODIFIANT
L'ARRÊTE PORTANT DÉLIMITATION DE PÉRIMÈTRE
DU SAGE OISE-ARONDE**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement et, notamment ses articles relatifs aux Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE), L.212-3 à L.212-11 ainsi que R.212-26 et suivants ;

Vu le décret n° 2007-1213 du 10 août 2007 relatif aux Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux modifiant le code de l'environnement ;

Vu le décret du 11 octobre 2017 portant nomination de Monsieur Louis LE FRANC, Préfet de l'Oise ;

Vu la circulaire du Ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire du 21 avril 2008 portant application de la loi et du décret susvisés aux Schémas d'Aménagement et de Gestion de l'Eau ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015-0295 du 1^{er} décembre 2015 du Préfet de région d'Île-de-France, Préfet de Paris, Préfet coordonnateur du bassin Seine-Normandie, approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;

Vu l'arrêté du 16 octobre 2001 portant délimitation du périmètre du SAGE Oise-Aronde modifié par l'arrêté du 16 octobre 2017 ;

Vu l'avis du Président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Oise-Aronde en date du 9 février 2018, sur le projet d'arrêté modificatif porté à sa connaissance par courrier du 23 janvier 2018 ;

Vu l'avis de la Communauté d'Agglomération de Creil Sud Oise en date du 6 février 2018, qui exerce la compétence « protection et mise en valeur de l'environnement : élaboration, mise en œuvre, suivi et révision de schémas d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) », sur le projet d'arrêté modificatif porté à sa connaissance par courrier du 23 janvier 2018 ;

Considérant qu'un réajustement non substantiel du périmètre arrêté le 16 octobre 2017 concernant la commune de Villers-Saint-Paul ne remet pas en cause le principe général de cohérence hydrographique du périmètre du SAGE Oise-Aronde ;

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture de l'Oise,

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'article 1 de l'arrêté du 17 octobre 2017 est remplacé par les termes suivants :

Ce schéma d'aménagement et de gestion des eaux concerne tout ou partie des communes suivantes pour la portion de leur territoire incluse dans le bassin versant de l'Oise-Aronde :

LES AGEUX, ANGICOURT, ANGIVILLERS, ANTHEUIL-PORTES, ARMANCOURT, ARSY, AVRIGNY, BAILLEUL LE SOC, BAUGY, BAZICOURT, BEAUREPAIRE, BELLOY, BIENVILLE, BLINCOURT, BRAISNES, BRENOUILLE, CANLY, CERNOY, CHEVRIERES, CHOISY-AU-BAC, CHOISY-LA-VICTOIRE, CINQUEUX, CLAIROIX, COIVREL, COMPIEGNE, COUDUN, CRESSONSACQ, ERQUINVILLERS, ESTREES-SAINT-DENIS, LE FAYEL, FLEURINES, FRANCIERES, GIRAUMONT, GOURNAY-SUR-ARONDE, GRANDFRESNOY, GRANDVILLERS-AUX-BOIS, HEMEVILLERS, HOUDANCOURT, JAUX, JONQUIERES, LABRUYERE, LACHELLE, LA CROIX-SAINT-OUEN, LATAULE, LEGLANTIERES, LIEUVILLERS, LONGUEIL-SAINTE-MARIE, MAIGNELAY-MONTIGNY, MARGNY-LES-COMPIEGNE, MENEVILLERS, MERY-LA-BATAILLE, LE MEUX, MONCEAUX, MONCHY-HUMIERES, MONTGERAIN, MONTIERS, MONTMARTIN, MORIENVAL, MOYENNEVILLE, MOYVILLERS, NEUFVY-SUR-ARONDE, LA NEUVILLEROY, NOROY, ORROUY, PIERREFOND, LE PLESSIER-SUR-SAINT-JUST, PONT-SAINT-MAXENCE, PONTPOINT, PRONLEROY, RAVENEL, REMY, RHUIS, RIEUX, RIVECOURT, ROBERVAL, ROSOY, ROUVILLERS, SACY-LE-GRAND, SACY-LE-PETIT, SAINT-JEAN-AUX-BOIS, SAINT-MARTIN-AUX-BOIS, SAINT-MARTIN-LONGUEAU, SAINT-SAUVEUR, VENETTE, VERBERIE, VERDERONNE, VERNEUIL-EN-HALATTE, VIEUX-MOULIN, VIGNEMONT, VILLENEUVE-SUR-VERBERIE, VILLERS-SUR-COUDUN, WACQUEMOULIN.

Les annexes (liste des communes et cartographie du périmètre) sont modifiées en conséquence.

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de l'arrêté restent inchangées.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'Amiens, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise et mis en ligne sur le site Internet www.gesteau.eaufrance.fr et le site internet des services de l'État de l'Oise - www.oise.gouv.fr -.

ARTICLE 5 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Oise, la Secrétaire générale adjointe de la préfecture, chargée de l'arrondissement de CLERMONT, le Sous-Préfet de COMPIEGNE, les Maires des communes incluses dans le périmètre, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à :

- M. le Président de la commission locale de l'eau du SAGE Oise-Aronde ;
- M. le Président de la communauté d'agglomération Creil Sud Oise.

Pour le Préfet
et par délégation,
le Secrétaire Général,

15 MARS 2018

Dominique LEPIDI

ANNEXE 1

Communes (92) par ordre alphabétique incluses pour partie (16) ou en totalité (76) dans le projet de périmètre révisé du SAGE Oise Aronde

Communes	Situation dans le SAGE
LES AGEUX	En totalité
ANGICOURT	En totalité
ANGIVILLERS	En totalité
ANTHEUIL-PORTES	Pour partie
ARMANCOURT	En totalité
ARSY	En totalité
AVRIGNY	En totalité
BAILLEUL-LE-SOC	Pour partie
BAUGY	En totalité
BAZICOURT	En totalité
BEAUREPAIRE	En totalité
BELLOY	En totalité
BIENVILLE	En totalité
BLINCOURT	En totalité
BRAISNES	En totalité
BRENOUILLE	En totalité
CANLY	En totalité
CERNOY	En totalité
CHEVRIERES	En totalité
CHOISY-AU-BAC	Pour partie
CHOISY-LA-VICTOIRE	En totalité
CINQUEUX	En totalité
CLAIROIX	En totalité
COIVREL	En totalité
COMPIEGNE	En totalité
COUDUN	En totalité
CRESSONSACQ	En totalité
ERQUINVILLERS	Pour partie
ESTREES-SAINT-DENIS	En totalité
LE FAYEL	En totalité
FLEURINES	Pour partie
FRANCIERES	En totalité
GIRAUMONT	Pour partie
GOURNAY-SUR-ARONDE	En totalité
GRANDFRESNOY	En totalité
GRANDVILLERS-AUX-BOIS	En totalité
HEMEVILLERS	En totalité

-182

-182

HOUDANCOURT	En totalité
J AUX	En totalité
JONQUIERES	En totalité
LABRUYERE	En totalité
LACHELLE	En totalité
LA CROIX-SAINT-OUEN	En totalité
LATAULE	Pour partie
LEGLANTIERS	En totalité
LIEUVILLERS	En totalité
LONGUEIL-SAINTE-MARIE	En totalité
MAIGNELAY-MONTIGNY	En totalité
MARGNY-LES-COMPIEGNE	En totalité
MENEVILLERS	En totalité
MERY-LA-BATAILLE	Pour partie
LE MEUX	En totalité
MONCEAUX	En totalité
MONCHY-HUMIERES	En totalité
MONTGERAIN	En totalité
MONTIERS	En totalité
MONTMARTIN	En totalité
MORIENVAL	Pour partie
MOYENNEVILLE	En totalité
MOYVILLERS	En totalité
NEUFVY-SUR-ARONDE	En totalité
LA NEUVILLEROY	En totalité
NOROY	Pour partie
ORROUY	Pour partie
PIERREFOND	En totalité
LE PLESSIER-SUR-SAINT-JUST	Pour partie
PONTPOINT	En totalité
PONT-SAINTE-MAXENCE	En totalité
PRONLEROY	En totalité
RAVENEL	En totalité
REMY	En totalité
RHUIS	En totalité
RIEUX	En totalité
RIVECOURT	En totalité
ROBERVAL	En totalité
ROSOY	En totalité
ROUVILLERS	En totalité
SACY-LE-GRAND	En totalité
SACY-LE-PETIT	En totalité

SAINTE-JEAN-AUX-BOIS	En totalité
SAINTE-MARTIN-AUX-BOIS	En totalité
SAINTE-MARTIN LONGUEAU	En totalité
SAINTE-SAUVEUR	Pour partie
VENETTE	En totalité
VERBERIE	Pour partie
VERDERONNE	En totalité
VERNEUIL-EN-HALATTE	En totalité
VIEUX-MOULIN	En totalité
VIGNEMONT	Pour partie
VILLENEUVE-SUR-VERBERIE	Pour partie
VILLERS-SUR-COUDUN	En totalité
WACQUEMOULIN	En totalité



PREFET DE L'OISE

SAGE Oise-Aronde



Périmètre du SAGE Oise-Aronde
 Limites communales

0 — 3 km

Réalisation : DDT 60 / SEEP
 Date : Janvier 2018
 Sources : BD TOPO® - IGN 2015

ARRÊTÉ MODIFIANT L'ARRÊTE PORTANT DÉLIMITATION DE PÉRIMÈTRE DU SAGE DE LA BRÈCHE

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement et, notamment ses articles relatifs aux Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE), L.212-3 à L.212-11 ainsi que R.212-26 et suivants ;

Vu le décret n° 2007-1213 du 10 août 2007 relatif aux Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux modifiant le code de l'environnement ;

Vu le décret du 11 octobre 2017 portant nomination de Monsieur Louis LE FRANC, Préfet de l'Oise ;

Vu la circulaire du Ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire du 21 avril 2008 portant application de la loi et du décret susvisés aux Schémas d'Aménagement et de Gestion de l'Eau ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015-0295 du 1^{er} décembre 2015 du Préfet de région d'Ile-de-France, Préfet de Paris, Préfet coordonnateur du bassin Seine-Normandie, approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2001 portant délimitation du périmètre du SAGE Oise-Aronde modifié par l'arrêté du 16 octobre 2017 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 février 2017, modifié par l'arrêté du 22 mars 2017 et par l'arrêté du 16 octobre 2017, portant délimitation du périmètre du SAGE de la Brèche ;

Vu l'avis du président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE de la Brèche en date du 6 février 2018, sur le projet d'arrêté modificatif porté à sa connaissance par courrier du 23 janvier 2018 ;

Vu l'avis de la Communauté d'Agglomération de Creil Sud Oise en date du 6 février 2018, qui exerce la compétence « protection et mise en valeur de l'environnement : élaboration, mise en œuvre, suivi et révision de schémas d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) », sur le projet d'arrêté modificatif porté à sa connaissance par courrier du 23 janvier 2018 ;

Considérant qu'un réajustement non substantiel du périmètre arrêté le 16 octobre 2017 concernant la commune de Villers-Saint-Paul ne remet pas en cause le principe général de cohérence hydrographique du périmètre du SAGE de la Brèche ;

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture de l'Oise,

18

-186-

ARRETE

ARTICLE 1 :

Les annexes jointes à l'arrêté du 9 février 2017 portant délimitation du périmètre du SAGE de la Brèche sont remplacées par les annexes suivantes (liste des communes et cartographie du périmètre), afin d'indiquer que la commune de Villers-Saint-Paul est incluse en totalité dans le périmètre du SAGE de la Brèche.

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de l'arrêté restent inchangées.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'Amiens, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de l'Oise et de l'Aisne et mis en ligne sur le site Internet www.gesteau.caufrance.fr et le site internet des services de l'État de l'Oise - www.oise.gouv.fr.

ARTICLE 5 :

Le Secrétaire général de la préfecture de l'Oise, la Secrétaire générale adjointe de la préfecture, sous-préfète chargée de l'arrondissement de CLERMONT, le Sous-Préfet de COMPIEGNE, les maires des communes relevant du périmètre, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à :

- M. le président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE du bassin versant de la Brèche ;
- M. le président de la communauté d'agglomération Creil Sud Oise

15 MARS 2018

Pour le Préfet
et par délégation,
le Secrétaire Général,

Dominique LEPIDI

ANNEXE 1

Communes (66) par ordre alphabétique incluses pour partie ou en totalité dans le projet de périmètre du SAGE de la Brèche

Abbeville-Saint-Lucien	pour partie
Agnetz	en totalité
Airion	en totalité
Ansauvillers	en totalité
Auchy-la-Montagne	pour partie
Avrechy	en totalité
Bailleul-le-Soc	pour partie
Bailleval	en totalité
Breuil-le-Sec	en totalité
Breuil-le-Vert	en totalité
Brunvillers-la-Motte	en totalité
Bucamps	en totalité
Bulles	en totalité
Cambronne-lès-Clermont	Pour partie
Catenoy	En totalité
Catillon-Fumechon	En totalité
Cauffry	En totalité
Clermont	En totalité
Cuignières	En totalité
Epineuse	En totalité
Erquery	En totalité
Erquinvillers	Pour partie
Essuiles	En totalité
Etouy	En totalité
Fitz-James	En totalité
Fouilleuse	En totalité
Fourival	En totalité
Francastel	En totalité
Froissy	En totalité
Haudivillers	Pour partie
La Neuville-en-Hez	Pour partie
La Neuville-Saint-Pierre	En totalité
Lachaussée-du-Bois-d'Écu	En totalité
Laigneville	Pour partie
Lamécourt	En totalité
Le Mesnil-sur-Bulles	En totalité
Le Plessier-sur-Bulles	En totalité
Le Plessier-sur-Saint-Just	Pour partie

Le Quesnel-Aubry	En totalité
Liancourt	En totalité
Litz	En totalité
Mainbeville	En totalité
Maulers	Pour partie
Mogneville	En totalité
Monchy-Saint-Elloi	En totalité
Montreuil-sur-Brèche	En totalité
Neuilly-sous-Clermont	Pour partie
Nogent-sur-Oise	Pour partie
Nointel	En totalité
Noirmont	En totalité
Noroy	Pour partie
Nourard-le-Franc	En totalité
Noyers-Saint-Martin	En totalité
Plainval	En totalité
Quinquempoix	En totalité
Rantigny	En totalité
Rémécourt	En totalité
Rémérangles	Pour partie
Reuil-sur-Brèche	En totalité
Saint-Aubin-sous-Erquery	En totalité
Saint-Just-en-Chaussée	En totalité
Saint-Rémy-en-l'Éau	En totalité
Thieux	En totalité
Valescourt	En totalité
Villers-Saint-Paul	En totalité
Wavignies	En totalité

SAGE de la Brèche



Réalisation : DDT 60 / SEEF
 Date : Janvier 2018
 Sources : BD TOPO® - IGN 2015

-188

-188

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT AUTORISATION
AU TITRE DE L'ARTICLE L 214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT
CONCERNANT

L'AMÉNAGEMENT DE LA ZAC DU CAMP DES SABLONS

COMMUNE DE COMPIÈGNE

DOSSIER N° 60-2017-00043

Le Préfet de l'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code civil et notamment son article 640 ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie approuvé le 1^{er} décembre 2015 ;

VU le dossier de demande d'autorisation déposé le 27 juin 2017 au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, présenté par l'Agglomération de la Région de Compiègne, représentée par son président, enregistré sous le n° 60-2017-00043 et relatif à l'aménagement de la ZAC du camp des Sablons sur la commune de Compiègne ;

VU l'avis favorable de la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE Oise Aronde du 27 mars 2017 ;

VU l'avis favorable de l'Agence Française pour la Biodiversité du 17 juillet 2017 ;

VU l'avis favorable de l'Agence Régionale de Santé du 16 août 2017 ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2017 portant ouverture d'une enquête publique préalable à la demande d'autorisation au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement qui s'est tenue du 4 novembre au 4 décembre 2017 sur la commune de Compiègne ;

VU les conclusions du rapport du commissaire enquêteur du 18 décembre 2017 ;

VU le rapport de présentation rédigé par le service instructeur le 5 janvier 2018 ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) rendu le 23 janvier 2018 ;

VU l'avis du pétitionnaire du 12 février 2018 sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;

CONSIDÉRANT que les aménagements prévus doivent être compatibles avec les orientations du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires de l'Oise ;

ARRÊTE

TITRE I : OBJET DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1 - Objet de l'autorisation

L'Agglomération de la Région de Compiègne, représentée par son président, est autorisée en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'aménagement de la ZAC du camp des Sablons sur la commune de Compiègne. L'Agglomération de la Région de Compiègne est ci-après désigné en qualité de pétitionnaire ou de maître d'ouvrage.

Les installations, travaux, ouvrages et activités constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques définies au tableau de l'article R214-1 du code de l'environnement et concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1 ^{er} Supérieure ou égale à 20 ha(A) 2 ^{er} Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha(D)	Autorisation 36 ha	
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1 ^{er} Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) 2 ^{er} Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D)	Déclaration 7 000 m ²	Arrêté du 27 août 1999

ARTICLE 2 – Caractéristiques des travaux et ouvrages

L'autorisation porte sur la réalisation de la ZAC du camp des sablons d'une surface de 36 ha. Elle est composée de quatre zones :

- 366 logements collectifs en bordure de l'axe principal et de la future place
- 59 maisons de ville avec terrains individuels de 300 m²
- 77 constructions individuelles
- 2 bassins d'infiltration de gestion des eaux pluviales en bordure de forêt

L'ensemble des eaux pluviales sera infiltré. Les eaux de pluie des surfaces de parking et de circulation seront récoltées dans des noues équipées de tranchées drainantes avant d'être rejetées dans les bassins.

Les bassins d'infiltration seront divisés en deux parties : la première dimensionnée pour une pluie de retour 20 ans avec une surverse vers la deuxième dimensionnée pour une pluie de retour 100 ans. Il y a obligation d'infiltration à la parcelle pour les espaces privés.

TITRE II : PRESCRIPTIONS

ARTICLE 3 – Prescriptions spécifiques

3.1 En phase chantier

Les mesures suivantes devront être prises pour éviter les pollutions accidentelles :

- limitation des emprises
- engins conformes à la réglementation et leur entretien et le stockage des produits polluants sur une aire étanche
- récupération et évacuation des produits d'entretien et de réparation des engins ou matériels sur le site
- enlèvement des emballages usagés
- en cas de déversement de produits polluants sur le sol, ceux-ci devront impérativement être récupérés et évacués selon la réglementation en vigueur vers des centres de traitement agréés
- assainissement des eaux usées à la charge des entreprises en charge des travaux
- mise en place de bennes à déchets

3.2 Entretien des ouvrages

L'entretien des ouvrages de gestion des eaux pluviales est à la charge du pétitionnaire, qui pourra déléguer cette mission en veillant à en avertir le service en charge de la police de l'eau de la Direction départementale des territoires.

Il comprend : le curage des regards de visite et des bouches avaloirs tous les ans et le contrôle des pièces mécaniques tous les ans

Un contrôle visuel sera effectué une fois par trimestre et après chaque épisode pluvieux significatif et pourra entraîner un nettoyage ou un curage de tout ou d'une partie des ouvrages d'assainissement.

ARTICLE 4 – Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident

Les bassins peuvent être obstrués, en cas de déversement accidentel de pollution. Un curage des ouvrages contaminés sur une profondeur adéquate sera effectué. Le curage devra être réalisé très rapidement par une entreprise spécialisée et la pollution évacuée vers un centre de traitement spécialisé. Une identification analytique du polluant sera effectuée. Le gestionnaire et les services de la police de l'eau seront prévenus. Les causes de la pollution seront recherchées et analysées afin d'y parer au plus vite.

ARTICLE 5 – Modifications des prescriptions

Si le pétitionnaire veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, l'ouvrage ou les travaux, il en fera la demande au préfet, qui statue alors par arrêté complémentaire.

TITRE III : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 6 – Conformité du dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenus du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R.214-18 du code de l'environnement.

ARTICLE 7 – Prise d'effet et durée

La présente autorisation cessera de plein droit, si la réalisation des installations, ouvrages ou travaux prévus n'est pas suivie d'un début d'exécution dans un délai de cinq ans à compter de la date de notification du présent arrêté. Dans le cas d'un démarrage de l'exécution au-delà de ce délai, une nouvelle demande d'autorisation devra être formulée dans les mêmes conditions que celle initiale.

L'exploitation des installations et des ouvrages déclarés est accordée à titre permanent à compter de la date de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 8 - Déclaration des incidents ou accidents

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente demande d'autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le pétitionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

ARTICLE 9 - Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

ARTICLE 10 - Restriction de l'usage

Le pétitionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité, ni dédommagement quelconque si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre, dans l'intérêt de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, des mesures qui le privent d'une manière temporaire ou définitive de tout ou partie des avantages résultant du présent règlement, tous droits antérieurs réservés.

ARTICLE 11 - Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le pétitionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

ARTICLE 12 - Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de l'Oise, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de l'Oise.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information au conseil municipal de la commune de Compiègne. Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans la mairie pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Direction départementale des Territoires de l'Oise, ainsi qu'à la mairie de la commune de Compiègne.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet Départemental de l'Etat pendant une durée d'au moins 1 an.

ARTICLE 13 - Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif d'Amiens, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage en mairie.
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

ARTICLE 14 - Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Oise, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Compiègne, le Directeur Départemental des Territoires de l'Oise, le Président de l'Agglomération de la Région de Compiègne et le maire de la commune de Compiègne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera également notifiée à :

- M. le Directeur de l'Agence Régionale de Santé des Hauts de France ;
- M. le Chef de service départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité ;
- M. le Président du SAGE Oise Aronde.

A BEAUVAIS, le 19 MARS 2018
et par délégation,
le Secrétaire Général,

Dominique LEPID



PREFET DE L'OISE

Direction départementale
des Territoires de l'Oise

ARRÊTÉ

*Autorisant la régulation des blaireaux dans les emprises ferroviaires de la SNCF
sur la commune de Villers-Saint-Sépulchre.*

LE PREFET DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'Honneur

- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2211-1, L.2212 et L.2215-1,
- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.424-1, L.424-4, L.427-2 et L.427-6 et R.227-1-12 à 16,
- Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} août 1986 et textes modificatifs afférents relatifs à divers procédés de chasse et de destruction et à la reprise de gibier vivant dans un but de repeuplement,
- Vu l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2014 nommant les lieutenants de louveterie pour le département de l'Oise,
- Vu la demande de Monsieur Abdelbasset AZZIMANI assistant OA/OT des voies ferrées de l'Oise à la société nationale des chemins de fer (SNCF) en date du 20 mars 2018 sur la présence de dégâts de blaireaux sur les emprises ferroviaires, et plus particulièrement sur la ligne qui relie Compiègne à Creil sur la commune de Villers-Saint-Sépulchre ;
- Vu l'avis favorable de la fédération départementale des chasseurs de l'Oise en date du 26 mars 2018 ;
- Vu l'avis favorable de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage en date du 29 mars 2018 ;

CONSIDERANT la présence de terriers de blaireaux sous les voies ferrées qui provoquent des affaissements du ballast et des distorsions géométriques des rails, obligeant la SNCF à réduire la vitesse de ses trains de voyageurs ;

CONSIDERANT les dégâts de blaireaux constatés dans les emprises ferroviaires par Monsieur Abdelbasset AZZIMANI, responsable des voies à la SNCF, sur la commune de Villers-Saint-Sépulchre, nécessitant d'intervenir au titre de la sécurité publique ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Monsieur Willy GOENSE, lieutenant de louveterie dans le département de l'Oise sur le secteur n°12 concerné, est autorisé à titre exceptionnel à organiser des prélèvements de blaireaux à partir de la signature du présent arrêté jusqu'au 30 juin 2018, soit par des tirs de nuit, par piégeage ou par déterrage pour les terriers situés dans l'emprise hors du ballast et de l'assise de la voie elle-même.

Article 2 : Le territoire concerné est situé dans les emprises ferroviaires de la SNCF sur la commune de Villers-Saint-Sépulchre.

Article 3 : Monsieur Willy GOENSE, lieutenant de louveterie, est autorisé à détruire avec ses armes à feu et à balles, les blaireaux cantonnés dans le périmètre de la commune concernée au sein de l'emprise SNCF et dans le respect des normes de sécurité en vigueur.

Seule arme chargée sera embarquée dans son véhicule. L'emploi sur l'arme à feu d'un dispositif silencieux destiné à atténuer le bruit au départ du coup, ainsi que l'utilisation de sources lumineuses sont autorisés dans le cadre de cette mission particulière. En cas d'utilisation de phares automobiles, le numéro d'immatriculation du véhicule, la marque commerciale et la couleur devront être indiqués à la gendarmerie responsable du secteur.

Si toutefois, le tir n'est pas envisageable en raison de la configuration des lieux, il est autorisé à utiliser également en tant que de besoin le piégeage avec des cages trappes adaptées ou des collets à arrêtoirs.

Il pourra également faire procéder à des prélèvements par la vénerie sous terre sur l'emprise SNCF hors du ballast et de l'assise de la voie elle-même.

Article 4 : Monsieur Willy GOENSE, lieutenant de louveterie, pourra, s'il le juge nécessaire, s'adjoindre et sous sa responsabilité, les personnes bénéficiant d'un agrément préfectoral pour le piégeage. Pour l'utilisation des collets, l'agrément spécifique est exigé.

Il indiquera au directeur départemental des Territoires de l'Oise les piégeurs qu'ils s'est adjoint dans la forme suivante :

Nom et prénom	Numéro d'agrément
.....
.....

Monsieur Willy GOEUSSE, lieutenant de louveterie, pourra s'adjoindre sous sa responsabilité et si nécessaire un équipage de vénerie sous terre. L'équipage de vénerie sous terre devra posséder une attestation de meute en cours de validité pour ce type de chasse.

Article 5 : La régulation par piégeage sera exécutée avec des pièges de 1^{er}, 3^{ème} et 4^{ème} catégorie et dans les conditions particulières suivantes :

- Marquage obligatoire du numéro d'agrément du piégeur.
- La visite du piège doit se faire quotidiennement dans les 2 heures suivant le lever du soleil.
- Pose en coulée autorisée.
- Déclaration en mairie obligatoire.

Les collets à arrêtoir pourront être tendus directement sur le passage emprunté par l'animal sans tenir compte de la hauteur depuis le sol dans un rayon de 20 mètres autour des terriers de blaireaux.

Seul est autorisé l'emploi de cages trappes adaptées et l'emploi de collets homologués.

En cas de non-respect de ces prescriptions, l'autorisation de piégeage du blaireau sera retirée immédiatement.

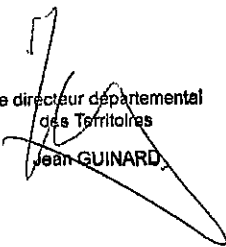
Article 6 : Chaque intervention sera réalisée avec l'accord exprès de Monsieur Abdelbasset AZZIMANI, responsable d'unité des voies de l'Oise à la SNCF, sis au 7 impasse Gambetta, 60180 NOGENT-SUR-OISE (abdelbasset.azzimani@reseau.sncf.fr).

Article 7 : A la fin des opérations, Monsieur Willy GOENSE, lieutenant de loupeterie, adressera un compte-rendu à la direction départementale des Territoires de l'Oise. Le compte rendu devra comporter les éléments suivants : les dates, les noms des opérateurs, les observations constatées, le nombre d'animaux abattus et la destination des carcasses. Les terriers de blaireaux devront être rebouchés après l'opération afin d'éviter toute nouvelle intrusion et permettre un suivi de la fréquentation des terriers le cas échéant.

Article 8 : Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté devant le tribunal administratif d'Amiens - 14 rue Lemerchier 80011 Amiens Cedex 1 - dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le directeur départemental des Territoires de l'Oise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et communiqué à Monsieur Willy GOENSE, lieutenant de loupeterie sur le secteur concerné, à l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, au colonel commandant du groupement de gendarmerie de l'Oise, au président de la Fédération départementale des chasseurs de l'Oise ainsi qu'au maire de Villers-Saint-Sepulchre.

Fait à Beauvais, le 30 MARS 2018


Le directeur départemental
des Territoires
Jean GUINARD

Direction départementale
des Territoires de l'Oise

Service de l'aménagement, de l'urbanisme et de l'énergie

Bureau de la planification et de l'organisation territoriale

Beauvais, le 3 avril 2018

AMÉNAGEMENT COMMERCIAL

Réunie le 1^{er} février 2018, la commission nationale d'aménagement commercial a confirmé l'autorisation accordée par la commission départementale d'aménagement commercial du 21 septembre 2017, à la S.C.I. FRALU, en vue de la création d'un ensemble commercial, de 5 721 m² de surface de vente, constitué de six concepts spécialisés de l'enseigne « LECLERC » : Brico E. Leclerc, Jardi E. Leclerc, l'Auto E. Leclerc, Sport E. Leclerc, Jout E. Leclerc et Loisir E. Leclerc, situé rue du 1er septembre - 60 290 CAUFFRY -.



PREFET DE L'OISE

Arrêté portant ouverture d'agrément d'un établissement d'enseignement de la conduite, à titre onéreux, des véhicules à moteur et de la sécurité routière, dénommé AUTO ECOLE VINCENT situé 2 place de l'église 60100 CREIL

LE PREFET DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de la route, notamment ses articles R.213-1 et R.213-2 ;

Vu l'arrêté du 8 janvier 2001 relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

Vu l'arrêté du 8 janvier 2001 créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2017 du Préfet au DDT, et celui du 30 octobre 2017 du DDT à ses services portant délégation de signature ;

Considérant la demande présentée le 10 septembre 2017 par M. LEBRESNE David en vue d'être autorisé à exploiter un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

Considérant que la demande remplit les conditions réglementaires à réception des derniers éléments le 10 mars 2018;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires ;

A R R E T E

Article 1er – M. LEBRESNE Davis, est autorisé à exploiter, sous le N° E 18 060 000 70 un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière, dénommé AUTO ECOLE VINCENT situé 2 place de l'église 60100 CREIL .

Article 2 – Cet agrément est délivré pour une durée de cinq ans à compter de la date du présent arrêté. Sur demande de l'exploitant présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si les conditions requises sont remplies.

Article 3 – L'établissement est habilité, au vu des autorisations d'enseigner fournies, à dispenser les formations pour les catégories de permis suivantes :

B/B1

DDT de l'Oise – 2 Boulevard Amyot d'Inville - BP 20317- 60021 BEAUVAIS CEDEX
Téléphone : 03.44.06.50.00 – Télécopie : 03.44.06.50.01
Courriel : ddt-oise@equipement-agriculture.gouv.fr Site Internet : www.oise.equipement-agriculture.gouv.fr

Article 4 – Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement, à titre personnel par son titulaire, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté du 8 janvier 2001 susvisé.

Article 5 – En cas de changement d'adresse ou de reprise du local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément devra être présentée deux mois avant la date du changement ou de la reprise.

Article 6 – Pour toute transformation du local d'activité, tout abandon ou toute extension d'une formation, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

Article 7 – L'agrément peut être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par les articles 12 à 14 de l'arrêté susvisé.

Article 8 – Le présent agrément et toute décision affectant sa validité seront enregistrés dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière créé par l'arrêté du 8 janvier 2001 précité.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant à la direction départementale des territoires.

Article 9 – Si vous estimez devoir contester la présente décision, vous pouvez former :

- un recours gracieux auprès de mes services,
- un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de la sécurité routière
- un recours contentieux devant le tribunal administratif du lieu de votre résidence, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Les recours administratifs doivent être présentés dans ce même délai de deux mois si vous souhaitez conserver la possibilité de saisir ultérieurement le juge administratif. Ces voies de recours n'ont pas d'effet suspensif .

Article 10 – Le directeur départemental des territoires est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil administratif de la préfecture.

Fait à Beauvais, le 26 MARS 2018

Pour le préfet,
et par délégation,
pour le directeur départemental des Territoires
le responsable du service de la sécurité, de l'expertise
et des crises

J.HETZEL

DDT de l'Oise – 2 Boulevard Amyot d'Inville - BP 20317- 60021 BEAUVAIS CEDEX
Téléphone : 03.44.06.50.00 – Télécopie : 03.44.06.50.01

Courriel : ddt-oise@equipement-agriculture.gouv.fr Site Internet : www.oise.equipement-agriculture.gouv.fr



PREFET DE L'OISE

Arrêté portant ouverture d'agrément d'un établissement d'enseignement de la conduite, à titre onéreux, des véhicules à moteur et de la sécurité routière, dénommé EXPRESS PERMIS situé 8 rue de Normandie 60200 COMPIEGNE

LE PREFET DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de la route, notamment ses articles R.213-1 et R.213-2 ;

Vu l'arrêté du 8 janvier 2001 relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

Vu l'arrêté du 8 janvier 2001 créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2017 du Préfet au DDT, et celui du 30 octobre 2017 du DDT à ses services portant délégation de signature ;

Considérant la demande présentée le 5 février 2018 par M. BORGES MENDONCA Lourenço en vue d'être autorisé à exploiter un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

Considérant que la demande remplit les conditions réglementaires à réception des derniers éléments le 20 mars 2018

Sur proposition du directeur départemental des Territoires ;

A R R E T E

Article 1er – M. BORGES MENDONCA L. est autorisé à exploiter sous le N ° E 18 060 000 80 un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière, dénommé EXPRESS PERMIS situé 8 rue de Normandie 60200 COMPIEGNE .

Article 2 – Cet agrément est délivré pour une durée de cinq ans à compter de la date du présent arrêté. Sur demande de l'exploitant présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si les conditions requises sont remplies.

Article 3 – L'établissement est habilité, au vu des autorisations d'enseigner fournies, à dispenser les formations pour les catégories de permis suivantes :

B/B1

DDT de l'Oise – 2 Boulevard Amyot d'Inville - BP 20317- 60021 BEAUVAIS CEDEX
Téléphone : 03.44.06.50.00 – Télécopie : 03.44.06.50.01

Courriel : ddt-oise@equipement-agriculture.gouv.fr Site Internet : www.oise.equipement-agriculture.gouv.fr

[Signature]



LE PREFET DE L'OISE

Arrêté portant renouvellement d'agrément d'un établissement d'enseignement de la conduite, à titre onéreux, des véhicules à moteur et de la sécurité routière, dénommé PATRICIA AUTO ECOLE 113 ter route nationale 60610 LACROIX SAINT OUEN

LE PREFET DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de la route, notamment ses articles L. 213-1 et R. 213-2 ;

Vu l'arrêté du 8 janvier 2001 modifié, relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

Vu l'arrêté du 8 janvier 2001 modifié créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2017 du Préfet au DDT, et celui du 30 octobre 2017 du DDT à ses services portant délégation de signature ;

Considérant la demande de renouvellement présentée par Mme PITTEMAN Patricia en date du 27 janvier 2018 relative à l'exploitation de son établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

Considérant que la demande remplit les conditions réglementaires ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires ;

A R R E T E

Article 1er – Mme PITTEMAN Patricia est autorisée à exploiter, sous le n° E 07 060 04450 un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière, dénommé PATRICIA AUTO ECOLE situé 113 ter route nationale 60610 LACROIX SAINT OUEN .

Article 2 - Cet agrément est délivré pour une durée de cinq ans à compter de la date du présent arrêté. Sur demande de l'exploitant présentée deux mois au moins avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si l'établissement remplit toutes les conditions requises.

Article 3 - L'établissement est habilité, au vu des autorisations d'enseigner fournies, à dispenser les formations aux catégories de permis suivantes :

-B/B1

DDT de l'Oise – 2 Boulevard Amyot d'Inville - BP 317- 60021 BEAUVAIS CEDEX
Téléphone : 03.44.06.50.01 – Télécopie : 03.44.06.50.01
Courriel : ddt@oise.gouv.fr Site Internet : www.oise.gouv.fr

[Signature]



PREFET DE L'OISE

Arrêté de cessation d'exploitation d'un établissement d'enseignement de la conduite à titre onéreux, des véhicules à moteur et de la sécurité routière, dénommé CENTRE DE CONDUITE JOSE CONSTANTINO situé 509 rue de Paris 60520 LA CHAPELLE EN SERVAL

LE PREFET DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de la route, notamment ses articles L. 213-5 et R. 213-8 ;

Vu l'arrêté ministériel n° 0100026A du 8 janvier 2001 modifié, relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

Vu l'arrêté du 8 janvier 2001 modifié créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2017 du Préfet au DDT, et celui du 30 octobre 2017 du DDT à ses services portant délégation de signature ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 avril 2003 autorisant M. DE LOUREIRO CONSTANTINO José à exploiter l'établissement d'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière, dénommé CENTRE DE CONDUITE JOSE CONSTANTINO situé 509 rue de Paris 60520 LA CHAPELLE EN SERVAL ;

Considérant la cessation d'activités suite à une liquidation judiciaire prononcée par le tribunal de commerce de Compiègne en date du 7 février 2018 ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires,

ARRÊTE

Article 1 – L'arrêté préfectoral du 8 avril 2003 relatif à l'agrément N° E 03 060 03880 délivré à M. DE LOUREIRO CONSTANTINO José pour exploiter l'établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière, 509 rue de Paris 60520 LA CHAPELLE EN SERVAL sous la dénomination CENTRE DE CONDUITE JOSE CONSTANTINO est abrogé.

Article 2 – La présente décision sera enregistrée dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière créé par l'arrêté du 8 janvier 2001 précité. Conformément à la loi N° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant en s'adressant au bureau éducation routière.

Article 3 – Si vous estimez devoir contester la présente décision, vous pouvez former :

- un recours gracieux auprès de mes services,
- un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de la sécurité routière
- un recours contentieux devant le tribunal administratif du lieu de votre résidence, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Les recours administratifs doivent être présentés dans ce même délai de deux mois si vous souhaitez conserver la possibilité de saisir ultérieurement le juge administratif. Ces voies de recours n'ont pas d'effet suspensif.

Article 4 – Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement, à titre personnel par son titulaire, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

Article 5 – En cas de changement d'adresse ou de reprise du local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément d'exploiter devra être présentée deux mois avant la date du changement ou de la reprise.

Article 6 – Pour toute transformation du local d'activité, tout changement de directeur pédagogique, tout abandon ou toute extension d'une formation, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

Article 7 – L'agrément peut être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par les articles 12 à 14 de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

Article 8 – Le présent agrément et toute décision affectant sa validité seront enregistrés dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière créé par l'arrêté du 8 janvier 2001 précité.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant à la direction départementale des Territoires.

Article 9 – Si vous estimez devoir contester la présente décision, vous pouvez former :

- un recours gracieux auprès de mes services,
- un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de la sécurité routière,
- un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Les recours administratifs doivent être présentés dans ce même délai de deux mois si vous souhaitez conserver la possibilité de saisir ultérieurement le juge administratif. Ces voies de recours n'ont pas d'effet suspensif.

Article 10 – Le directeur départemental des Territoires est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Beauvais, le 26 MARS 2018

Pour le préfet,
et par délégation,
pour le directeur départemental des Territoires
le responsable du service de la sécurité, de l'expertise
et des crises

J. HETZEL

Article 4 – Le directeur départemental des Territoires est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Beauvais, le 26 MARS 2018

Pour le préfet,
et par délégation
pour le directeur départemental des Territoires,
le responsable du service de la sécurité, de l'expertise
et des crises

Le Responsable du SSEC

Jeremy HEITZEL

CONSEIL
NATIONAL DES
ACTIVITÉS
PRIVÉES DE
SÉCURITÉ

COMMISSION LOCALE D'AGRÈMENT ET DE CONTRÔLE NORD

Extrait individuel de la décision
n°AUT-NL-2018-03-23-A-00022796
portant délivrance d'une autorisation d'exercer

IGS PROTECT
A l'attention du dirigeant
9 rue des Otages
60500 CHANTILLY

La Commission locale d'agrément et de contrôle Nord,

Vu le livre VI du code de la sécurité intérieure, en ses parties législative et réglementaire ;

Vu le décret n° 2016-515 du 26 avril 2016 relatif aux conditions d'exercice des activités privées de sécurité et au Conseil national des activités privées de sécurité ;

Vu la demande présentée le 13/03/2018, par le dirigeant ou gérant, pour obtenir une autorisation d'exercer, pour le compte de l'établissement IGS PROTECT s/s 9 rue des Otages 60500 CHANTILLY.

Considérant qu'il résulte de l'instruction que cette demande est conforme aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur ;

DECIDE

Article 1 : Une autorisation d'exercer numéro AUT-060-2117-03-23-20180646998 est délivrée à IGS PROTECT, s/s 9 rue des Otages, 60500 CHANTILLY et de numéro SIRET ou autre référence 83471437000014.

Article 2 : Elle autorise son bénéficiaire à exercer la ou les activités privées de sécurité suivantes :

- Protection physique des personnes

Article 3 : En application des articles L612-16 et L612-17 du code de la sécurité intérieure, la présente autorisation d'exercer peut être retirée ou suspendue à tout moment si les conditions initiales de sa délivrance ne sont plus remplies.

Fait à Lille, le 23/03/2018

Pour la Commission locale d'agrément et de contrôle Nord
Le Président

Jean-Christophe BOUVIER

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour former un recours administratif préalable obligatoire auprès de la Commission nationale d'agrément et de contrôle du Conseil National des Activités Privées de Sécurité (CNAPS), située 2-4-6 boulevard Poissonnière - 75 009 PARIS. La Commission nationale statuera sur le fondement de la situation de fait et de droit prévalant à la date de sa décision. Ce recours est obligatoire avant tout recours contentieux. Le recours contentieux peut être exercé auprès du tribunal administratif du lieu de votre résidence dans les deux mois à compter de la notification de la décision expresse prise par la Commission nationale d'agrément et de contrôle, soit de l'acquisition de la décision implicite de rejet résultant du silence gardé par la Commission nationale d'agrément et de contrôle pendant deux mois à compter de la date de la réception du recours administratif préalable obligatoire.



Centre Europe Azur - 323 avenue du Président Hoover - CS 80023 - 59041 Lille Cedex
Téléphone : +33 (0)1.48.22.20.40 - cnaps-dt-nord@interieur.gouv.fr
Etablissement public placé sous la tutelle du ministère de l'Intérieur - www.cnaps-securite.fr

COMMISSION LOCALE D'AGRÈMENT ET DE CONTRÔLE NORD

Extrait individuel de la décision
n°FOP-N1-2018-03-30-A-00025309
portant délivrance d'une autorisation d'exercice
provisoire

AG FORMATION
À l'attention du représentant légal
119 rue des 40 Mines
60000 ALLONNE

La Commission locale d'agrément et de contrôle Nord,

Vu le livre VI du code de la sécurité intérieure, en ses parties législative et réglementaire;

Vu notamment son titre II bis et ses articles L. 625-1 à L. 625-5 et R. 625-1 à R. 625-7;

Vu le décret n° 2016-515 du 26 avril 2016 relatif aux conditions d'exercice des activités privées de sécurité et au Conseil national des activités privées de sécurité;

Vu notamment son article 63;

Vu la demande présentée le 13/03/2018 par le représentant légal tendant à la délivrance d'une autorisation d'exercice provisoire en qualité de prestataire de formation, pour le compte de AG FORMATION, sis 119 rue des 40 Mines 60000 ALLONNE;

Considérant qu'il ressort de l'instruction du dossier que le demandeur remplit les conditions de délivrance de l'autorisation sollicitée en application des dispositions législatives et réglementaires susvisées;

DECIDE

Article 1 : Une autorisation d'exercice provisoire comportant le numéro FOP-060-2018-03-30-20180644005 est délivrée à AG FORMATION, sis 119 rue des 40 Mines, 60000 ALLONNE, titulaire du numéro de déclaration d'activité 11910664891.

Article 2 : Elle autorise son bénéficiaire à exercer l'activité de prestataire de formation dans le ou les domaines des activités privées de sécurité suivantes :

- Activité de surveillance humaine ou surveillance par des systèmes électroniques de sécurité ou gardiennage

Article 3 : La présente autorisation d'exercice provisoire est valable 6 mois, du 30/03/2018 au 30/09/2018, dans les conditions prévues notamment par les articles R. 625-1 à R. 625-16 du code de la sécurité intérieure et par l'article 63 du décret n°2016-515 du 26 avril 2016 susvisé.

Fait à Lille, le 30/03/2018

Pour la Commission locale d'agrément et de contrôle Nord
Le Président

Jean-Christophe BOUVIER

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour former un recours administratif préalable obligatoire auprès de la Commission nationale d'agrément et de contrôle du Conseil National des Activités Privées de Sécurité (CNAAPS), située 2-4-6 boulevard Poissonnière - 75 009 PARIS. La Commission nationale statuera sur le fondement de la situation de fait et de droit prévalant à la date de sa décision. Ce recours est obligatoire avant tout recours contentieux. Le recours contentieux peut être exercé auprès du tribunal administratif du lieu de votre résidence dans les deux mois à compter soit de la notification de la décision expresse prise par la Commission nationale d'agrément et de contrôle, soit de l'acquisition de la décision implicite de rejet résultant du silence gardé par la Commission nationale d'agrément et de contrôle pendant deux mois à compter de la date de la réception du recours administratif préalable obligatoire.



Centre Europe Azur - 323 avenue du Président Hoover - CS 60023 - 59041 Lille Cedex
Téléphone : +33 (0)1.48.22.20.40 - cnaps-d-nord@interieur.gouv.fr
Établissement public placé sous la tutelle du ministère de l'Intérieur - www.cnaps-securite.fr

-28-

COMMISSION LOCALE D'AGRÈMENT ET DE CONTRÔLE NORD

Extrait individuel de la décision
n°AUT-N1-2018-03-29-A-00025158
portant délivrance d'une autorisation d'exercer

ASTRIAM SECURITE PICARDIE
À l'attention du dirigeant
CS 20415
avenue des Pommeretz
60000 TILLE

La Commission locale d'agrément et de contrôle Nord,

Vu le livre VI du code de la sécurité intérieure, en ses parties législative et réglementaire;

Vu le décret n° 2016-515 du 26 avril 2016 relatif aux conditions d'exercice des activités privées de sécurité et au Conseil national des activités privées de sécurité;

Vu la demande présentée le 04/12/2017, par le dirigeant ou gérant, pour obtenir une autorisation d'exercer, pour le compte de l'établissement ASTRIAM SECURITE PICARDIE sis avenue des Pommeretz CS 20415 60000 TILLE.

Considérant qu'il résulte de l'instruction que cette demande est conforme aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur;

DECIDE

Article 1 : Une autorisation d'exercer numéro AUT-060-2117-03-29-20170633516 est délivrée à ASTRIAM SECURITE PICARDIE, sis avenue des Pommeretz, 60000 TILLE et de numéro SIRET ou autre référence 48855356100058.

Article 2 : Elle autorise son bénéficiaire à exercer la ou les activités privées de sécurité suivantes :

- Surveillance ou gardiennage

Article 3 : En application des articles L.612-16 et L.612-17 du code de la sécurité intérieure, la présente autorisation d'exercer peut être retirée ou suspendue à tout moment si les conditions initiales de sa délivrance ne sont plus remplies.

Fait à Lille, le 30/03/2018

Pour la Commission locale d'agrément et de contrôle Nord
Le Président

Jean-Christophe BOUVIER

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour former un recours administratif préalable obligatoire auprès de la Commission nationale d'agrément et de contrôle du Conseil National des Activités Privées de Sécurité (CNAAPS), située 2-4-6 boulevard Poissonnière - 75 009 PARIS. La Commission nationale statuera sur le fondement de la situation de fait et de droit prévalant à la date de sa décision. Ce recours est obligatoire avant tout recours contentieux. Le recours contentieux peut être exercé auprès du tribunal administratif du lieu de votre résidence dans les deux mois à compter soit de la notification de la décision expresse prise par la Commission nationale d'agrément et de contrôle, soit de l'acquisition de la décision implicite de rejet résultant du silence gardé par la Commission nationale d'agrément et de contrôle pendant deux mois à compter de la date de la réception du recours administratif préalable obligatoire.



Centre Europe Azur - 323 avenue du Président Hoover - CS 60023 - 59041 Lille Cedex
Téléphone : +33 (0)1.48.22.20.40 - cnaps-d-nord@interieur.gouv.fr
Établissement public placé sous la tutelle du ministère de l'Intérieur - www.cnaps-securite.fr

-29-

COMMISSION LOCALE D'AGRÈMENT ET DE CONTRÔLE NORD

Extrait individuel de la décision
n°AUT-N1-2018-03-29-A-00025158
portant délivrance d'une autorisation d'exercer

ASTRIAM SECURITE PICARDIE
A l'attention du dirigeant
Aéroport de Beauvais - Tillé
60000 BEAUVAIS

La Commission locale d'agrément et de contrôle Nord,
Vu le livre VI du code de la sécurité intérieure, en ses parties législative et réglementaire ;
Vu le décret n° 2016-515 du 26 avril 2016 relatif aux conditions d'exercice des activités privées de sécurité et au Conseil national des activités privées de sécurité ;
Vu la demande présentée le 04/12/2017, par le dirigeant ou gérant, pour obtenir une autorisation d'exercer, pour le compte de l'établissement ASTRIAM SECURITE PICARDIE sis Aéroport de Beauvais - Tillé 60000 BEAUVAIS.
Considérant qu'il résulte de l'instruction que cette demande est conforme aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur ;

DECIDE

Article 1 : Une autorisation d'exercer numéro AUT-060-2117-03-29-20170339411 est délivrée à ASTRIAM SECURITE PICARDIE, sis Aéroport de Beauvais - Tillé, 60000 BEAUVAIS et de numéro SIRET ou autre référence 48855356100017.

Article 2 : Elle autorise son bénéficiaire à exercer la ou les activités privées de sécurité suivantes :
- Surveillance ou gardiennage

Article 3 : En application des articles L612-16 et L612-17 du code de la sécurité intérieure, la présente autorisation d'exercer peut être retirée ou suspendue à tout moment si les conditions initiales de sa délivrance ne sont plus remplies.

Fait à Lille, le 30/03/2018

Pour la Commission locale d'agrément et de contrôle Nord
Le Président

Jean-Christophe BOUVIER

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour former un recours administratif préalable obligatoire auprès de la Commission nationale d'agrément et de contrôle du Conseil National des Activités Privées de Sécurité (CNAPS), située 2-4-6 boulevard Poissonnière - 75 009 PARIS. La Commission nationale statuera sur le fondement de la situation de fait et de droit prévalant à la date de sa décision. Ce recours est obligatoire avant tout recours contentieux. Le recours contentieux peut être exercé auprès du tribunal administratif du lieu de votre résidence dans les deux mois à compter soit de la notification de la décision expresse prise par la Commission nationale d'agrément et de contrôle, soit de l'acquisition de la décision implicite de rejet résultant du silence gardé par la Commission nationale d'agrément et de contrôle pendant deux mois à compter de la date de la réception du recours administratif préalable obligatoire.

ARRETE du 27 mars 2018

portant nomination des membres du conseil de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Oise

La ministre des solidarités et de la santé

Vu le code de la sécurité sociale et notamment les articles L. 211-2, R.211-1 et D. 231-1 à D. 231-4 ;
Vu l'arrêté du 28 octobre 2009 relatif aux institutions intervenant dans le domaine de l'assurance maladie et siégeant au sein du conseil de la caisse nationale de l'assurance maladie et des travailleurs salariés ;
Vu l'arrêté du 14 novembre 2017 portant délégation de signature à Madame Chantal COURDAIN, cheffe de l'antenne de Lille de la mission nationale de contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale ;
Vu les désignations formulées par les organisations et institutions habilitées.

ARRÊTE

Article 1^{er}

Sont nommés membres du Conseil de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Oise

En tant que représentants au titre des assurés sociaux, sur désignation

1) Confédération Générale du Travail (CGT)

Titulaires :

Madame Sylvie BOURDON
Madame Claudine WOODWARD

Suppléants :

2) CGT - Force Ouvrière (CGT-FO)

Titulaires :

Monsieur Didier GONTIER
Monsieur Patrick LAME

Suppléants :

Madame Sandrine DELAYEN
Madame Dorothee LOURDAUT

3) Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)

Titulaires :

Monsieur Julien EMILE
Monsieur Jean-François HENANFF

Suppléants :

Madame Céline DEMONCHY
Madame Claudine LEGUILLOUS

4) Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC)

Titulaire :

Monsieur Antonio DA COSTA

Suppléant :

Madame Maria DEBOE

5) Confédération Française de l'Encadrement - Confédération Générale des Cadres (CFE – CGC)

Titulaire :

Monsieur Eric AIME

Suppléant :

Monsieur Jérôme AMORY

En tant que représentants au titre des employeurs, sur désignation

1) Mouvement des Entreprises DE France (MEDEF)

Titulaires :

Monsieur Pierre COURTOIS

Monsieur Arnaud GIRAUDON

Monsieur Stéphane JAMBOIS

Monsieur Marc SALINGUE

Suppléants :

Monsieur Cédric DELAYEN

Madame Nathalie LEBAS

Madame Corinne OLIVIER

Madame Amélie TULLIEZ

2) Confédération des Petites et Moyennes Entreprises (CPME)

Titulaires :

Madame Isabelle DE BOUET DU PORTAL

Madame Valérie HASSANI

Suppléants :

Madame Bernadette GUY-COICHARD

3) Union des entreprises de proximité (U2P)

Titulaires :

Madame Catherine BAPTISTE

Madame Brigitte GRENU

Suppléants :

En tant que représentants au titre de la fédération de la mutualité française (FNMF), sur désignation

Titulaires :

Monsieur Ronan LE JOUBIUX

Monsieur Yvon MANSION

Suppléants :

Madame Alexandra KISIELEWSKI

Monsieur Benoit MERCIER

En tant que représentants d'institutions intervenant dans le domaine de l'assurance maladie, sur désignation

1) Fédération Nationale des Accidentés du Travail et des Handicapés (FNATH)

Titulaire :

Suppléant :

Madame Albane MAUGER

2) Union Nationale des Professions Libérales (UNAPL) - Chambre Nationale des Professions

Libérales (CNPL)

Titulaire :

Suppléant :

3) Union Nationale des Associations Familiales (UNAF) - Union Départementale des Associations Familiales (UDAF)

Titulaire :

Monsieur Bernard PELLIEUX

Suppléant :

Monsieur David MOUTINHO

4) Union nationale des associations agréées d'usagers du système de santé (France Assos Santé)

Titulaire :

Madame Marie-Pierre BERGERET

Suppléant :

Monsieur Jean KARINTHI

En tant que personnalité qualifiée

Monsieur Thierry JAULT

Article 2

La directrice de la sécurité sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui prendra effet le 4 avril 2018, et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région des Hauts-de-France et à celui de la préfecture du département de l'Oise.

Fait à Lille, le 27 mars 2018

La Cheffe de l'antenne de Lille de la
Mission Nationale de Contrôle et d'audit
des organismes de sécurité sociale



Chantal COURDAIN

Conformément aux dispositions des articles R 421-1 et R 421-5 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de 2 mois à compter de sa publication,